

ASSEMBLÉE NATIONALE DU QUÉBEC

TRENTE ET UNIÈME LÉGISLATURE

QUATRIÈME SESSION

Projet de loi n° 57

**Loi sur la fiscalité municipale et modifiant
certaines dispositions législatives**

Première lecture

Deuxième lecture

Troisième lecture

PRÉSENTÉ

Par M. GUY TARDIF

Ministre des affaires municipales

L'ÉDITEUR OFFICIEL DU QUÉBEC

1979

NOTES EXPLICATIVES

Le présent projet de loi met en oeuvre la réforme de la fiscalité municipale, dont certains éléments ont déjà été annoncés dans les Discours sur le budget de 1978-1979 et 1979-1980.

Le présent projet de loi consacre le principe voulant que tous les immeubles situés dans le territoire d'une corporation municipale doivent être portés au rôle d'évaluation de celle-ci, et élimine plusieurs des exceptions à ce principe qui existent dans la loi actuelle. Il introduit la notion d'«unité d'évaluation», qui permet de regrouper dans le rôle les immeubles qui constituent un ensemble indissociable.

Le présent projet de loi précise le concept de la «valeur réelle» des immeubles. Il introduit la règle à l'effet que la valeur inscrite au rôle de tous les immeubles doit représenter une même proportion de leur valeur réelle respective. Il prévoit que le ministre des affaires municipales doit établir et rendre public pour chaque rôle la proportion médiane de la valeur réelle des immeubles représentée par les valeurs inscrites au rôle.

Le présent projet de loi étend à toutes les corporations municipales du Québec le pouvoir de faire confectionner un rôle de la valeur locative. Le concept de la valeur locative est précisé.

Le présent projet de loi maintient le principe voulant que tous les immeubles portés au rôle soient imposables.

Les exceptions à ce principe qui existent dans la loi actuelle sont essentiellement maintenues et précisées, mais le présent projet de loi prévoit que le gouvernement verse aux corporations municipales des montants tenant lieu de taxes à l'égard de ses immeubles et de ceux des organismes des secteurs public et parapublic, le tout dans la mesure prévue par règlement du gouvernement.

Le présent projet de loi assujettit les entreprises de production, de transmission et de distribution d'énergie électrique au même régime fiscal que les entreprises de distribution de gaz et

de télécommunication, en les soumettant à une imposition basée sur leurs revenus bruts.

Le présent projet de loi généralise à toutes les corporations municipales le pouvoir d'imposer une taxe d'affaires basée sur la valeur locative des places d'affaires, et fixe le taux maximum de cette taxe.

Le présent projet de loi donne le droit à un contribuable de choisir de payer ses taxes en un seul ou en plusieurs versements, selon les modalités prévues par règlement du ministre des affaires municipales, lorsque les taxes atteignent un certain montant.

En plus de conserver le pouvoir du ministre des affaires municipales de prescrire le contenu de certains documents destinés aux contribuables, comme le compte de taxes et la formule de plainte quant à l'évaluation de leurs immeubles, le projet de loi permet également au ministre d'adopter des règlements, entre autres, pour uniformiser la désignation des taxes et la forme des règlements municipaux les imposant, et pour rendre obligatoires le dépôt et la publication par les corporations municipales d'un document explicatif de leur budget.

Le présent projet de loi prévoit la cessation du versement aux corporations municipales de la ristourne de l'impôt sur la vente en détail et de la taxe sur les repas et sur l'hôtellerie, de même qu'il abolit diverses subventions. Par ailleurs, il introduit un régime de péréquation pour les corporations municipales moins favorisées par la réforme de la fiscalité municipale et prévoit la compensation, en faveur des corporations municipales, du manque à recevoir dû aux plafonds d'évaluation et d'imposition des fermes et boisés.

Le présent projet de loi modifie la Loi sur l'instruction publique de façon à limiter le pouvoir d'imposition foncière des commissions scolaires à un plafond de 6% de leurs dépenses nettes ou à un taux de vingt-cinq cents par cent dollars d'évaluation. Il prévoit que la commission scolaire ne peut dépasser ces plafonds que moyennant l'approbation des électeurs exprimée par référendum.

À titre transitoire pour l'exercice financier municipal de 1980, le présent projet de loi donne jusqu'au 15 septembre 1980 pour modifier le rôle d'évaluation et le rôle de la valeur locative faits et déposés en 1979 de façon à les rendre conformes aux nouvelles dispositions législatives, retarde de trois mois les délais relatifs aux budgets, et prévoit l'envoi de comptes de taxes provisoires en attendant la finalisation du budget et l'ajustement des rôles.

Projet de loi n° 57

Loi sur la fiscalité municipale et modifiant
certaines dispositions législatives

SA MAJESTÉ, de l'avis et du consentement de l'Assemblée
nationale du Québec, décrète ce qui suit:

CHAPITRE I

INTERPRÉTATION

1. Dans la présente loi, à moins que le contexte n'indique
un sens différent, on entend par:

«boisé»: un immeuble autre qu'un boisé de ferme:

1° qui fait l'objet d'un plan d'aménagement forestier
contrôlé par le ministre de l'énergie et des ressour-
ces, ou qui est exploité à des fins forestières de na-
ture domestique, industrielle ou commerciale, si
cette exploitation est véritable et continue, et

2° qui n'est pas utilisé principalement à des fins rési-
dentielles ou à des fins d'agrément, de loisir ou de
sport, ou destiné à être ainsi utilisé;

«Bureau»: le Bureau de révision de l'évaluation foncière du
Québec;

«Commission»: la Commission municipale du Québec;

«commission scolaire»: le Conseil scolaire de l'île de Mont-
réal, une commission scolaire régionale ou une autre commis-
sion scolaire régie par la Loi sur l'instruction publique
(L.R.Q., c. I-14);

«Communauté»: la Communauté urbaine de Montréal, la
Communauté urbaine de Québec ou la Communauté régionale
de l'Outaouais;

«corporation de comté»: une corporation de comté ou une municipalité régionale de comté;

«corporation municipale»: une corporation municipale, quelle que soit la loi qui la régit, à l'exception:

- 1° d'une corporation de comté, sous réserve de l'article 8;
- 2° d'une corporation de village nordique, sous réserve de la Loi concernant les villages nordiques et l'Administration régionale Kativik (1978, c. 87);
- 3° d'une corporation de village cri ou naskapi, sous réserve de la Loi concernant les villages cris et le village naskapi (1978, c. 88);

«ferme»: un immeuble:

- 1° qui est exploité à des fins d'agriculture ou d'horticulture, en serre ou en plein air, d'aviculture, d'apiculture ou d'élevage des animaux, ou comme verger, érablière ou boisé de ferme, si cette exploitation est véritable et continue, et
- 2° qui n'est pas utilisé principalement à des fins résidentielles ou à des fins d'agrément, de loisir ou de sport, ou destiné à être ainsi utilisé;

«greffier»: le greffier, le secrétaire-trésorier ou le secrétaire d'une corporation municipale ou d'une municipalité, selon le cas;

«immeuble»: un immeuble par nature au sens du Code civil ou un objet mobilier placé à perpétuelle demeure par n'importe qui sur ou dans un immeuble par nature;

«ministre»: le ministre des affaires municipales;

«municipalité»:

une corporation municipale

- 1° qui ne fait pas partie d'une Communauté,
- 2° qui n'est pas une corporation municipale à l'égard de laquelle une corporation de comté a compétence en matière d'évaluation foncière, et
- 3° qui n'a pas délégué l'exercice de sa compétence en matière d'évaluation foncière;

une Communauté; ou

une corporation de comté;

«occupant»: une personne qui occupe un immeuble à un titre autre que celui de propriétaire;

«organisme public»: la Couronne du chef du Canada ou du Québec ou un de ses mandataires à l'exclusion d'Hydro-Québec et de ses filiales, une municipalité, une corporation municipale ou une commission scolaire;

«propriétaire»:

1° la personne qui détient le droit de propriété sur un immeuble, sauf dans le cas prévu par le paragraphe 2° ou 3°;

2° la personne qui possède un immeuble de la façon prévue par l'article 2193 du Code civil, sauf dans le cas prévu par le paragraphe 3°;

3° la personne qui occupe un immeuble à titre d'usufruitier, de grevé de substitution ou d'emphytéote, ou, dans le cas où il s'agit d'une terre de la Couronne, la personne qui l'occupe en vertu d'une promesse de vente, d'un permis d'occupation ou d'un billet de location;

«rôle»: le rôle d'évaluation foncière;

«section»: une section du Bureau;

«service municipal»: le service d'eau, d'égout, de police, de sécurité-incendie, de loisirs, d'activités culturelles, de voirie, d'enlèvement ou d'élimination des déchets, d'éclairage, d'enlèvement de la neige ou de vidange des installations septiques, fourni par une municipalité ou une corporation municipale;

«taxe foncière»: une taxe imposée à l'égard d'un immeuble par une corporation municipale ou une commission scolaire, indépendamment de l'usage qui en est fait.

2. À moins que le contexte n'indique le contraire, une disposition de la présente loi qui vise un immeuble, un meuble ou une unité d'évaluation est réputée viser une partie d'un tel immeuble, meuble ou unité d'évaluation, si cette partie seulement entre dans le champ d'application de la disposition.

3. Nulle action, défense ou exception, fondée sur l'omission de formalités, même impératives, dans un acte d'une corporation municipale, d'une municipalité, d'une commission scolaire, d'un de leurs fonctionnaires ou d'un évaluateur, n'est recevable à moins que l'omission n'ait causé un préjudice réel, ou à moins qu'il ne s'agisse d'une formalité dont l'inobservation entraîne, d'après les dispositions de la loi, la nullité de l'acte où elle a été omise.

CHAPITRE II

COMPÉTENCE

4. Une Communauté a compétence en matière d'évaluation foncière à l'égard d'une corporation municipale qui fait partie de la Communauté.

5. Sous réserve de l'article 4, une corporation de comté a compétence en matière d'évaluation foncière à l'égard:

1° d'une corporation municipale, autre qu'une corporation de cité ou de ville, dont le territoire fait partie de celui de la corporation de comté;

2° d'une corporation de cité ou de ville dont le territoire fait partie de celui de la corporation de comté et à l'égard de laquelle cette dernière a acquis la compétence en matière d'évaluation foncière en vertu de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (1979, c. *insérer ici le numéro de chapitre du projet de loi n° 125*);

3° d'une corporation municipale dont le territoire ne fait pas partie de celui de la corporation de comté mais à l'égard de laquelle cette dernière, ou la corporation de comté à laquelle elle succède, a compétence en matière d'évaluation foncière le (*insérer ici la date de l'entrée en vigueur du projet de loi n° 57*) en vertu de l'article 37 de la Loi sur l'évaluation foncière (L.R.Q., c. E-16); et

4° d'une corporation municipale dont le territoire cesse de faire partie de celui de la corporation de comté pour une raison autre qu'une annexion à une municipalité dont le territoire ne fait pas partie de celui de la corporation de comté, ou qu'une fusion avec une telle municipalité.

6. Dans le cas où le territoire d'une corporation municipale cesse de faire partie de celui d'une corporation de comté en raison d'une annexion à une municipalité dont le territoire ne fait pas partie de celui de la corporation de comté, ou en raison d'une fusion avec une telle municipalité, les conditions du transfert de compétence sont décidées d'un commun accord ou, à défaut d'accord, par la Commission.

7. La compétence en matière d'évaluation foncière à l'égard d'une corporation municipale appartient à celle-ci, dans le cas où elle ne fait pas partie d'une Communauté et qu'aucune corporation de comté n'a cette compétence à son égard.

8. La compétence en matière d'évaluation foncière à l'égard d'un territoire qui n'est pas érigé en municipalité locale ou d'un

territoire ainsi érigé mais dont le conseil n'est pas organisé, au sens de l'article 27 du Code municipal, appartient à la corporation de comté qui y a juridiction en vertu de cet article.

Aux fins de la présente loi, la corporation de comté est censée être une corporation municipale dont le territoire est celui visé au premier alinéa.

9. L'ensemble des rôles des corporations municipales dont le territoire fait partie de celui d'une municipalité, ainsi que le rôle fait pour le territoire visé à l'article 8 qui est sous la juridiction de cette municipalité, constituent le rôle de cette dernière.

CHAPITRE III

CONFECTION DU RÔLE

10. La municipalité fait confectionner par son évaluateur, pour chaque exercice financier municipal, le rôle de chaque corporation municipale à l'égard de laquelle elle a compétence en vertu du chapitre II.

11. L'évaluateur ou son représentant peut visiter et examiner un immeuble qui doit être porté au rôle, entre neuf heures et vingt et une heures du lundi au samedi, sauf un jour férié.

Il doit être muni d'une carte d'identité, sur laquelle apparaît sa photographie, délivrée ou certifiée par le greffier de la municipalité, et il doit l'exhiber sur demande.

12. Le propriétaire ou l'occupant qui refuse l'accès de l'immeuble à l'évaluateur ou à son représentant agissant en vertu de l'article 11, ou qui l'entrave, commet une infraction et est passible, sur poursuite sommaire, en outre des frais, d'une amende d'au moins cent dollars et d'au plus le montant le moins élevé entre cinquante mille dollars et un montant égal à un pour cent de la valeur de l'immeuble subséquentement inscrite au rôle lors de son dépôt.

13. Aux fins de l'article 12, si l'immeuble ne constitue qu'une partie d'une unité d'évaluation, on tient compte de la valeur inscrite au rôle de l'unité d'évaluation. Si l'immeuble est compris dans plusieurs unités d'évaluation, on tient compte de la valeur totale inscrite au rôle de ces unités d'évaluation.

14. Le propriétaire ou l'occupant d'un immeuble doit, sur demande, fournir ou rendre disponibles à l'évaluateur ou à son représentant les renseignements dont ce dernier a besoin pour l'exercice de ses fonctions.

S'il refuse sans excuse légitime de fournir les renseignements ou s'il en fournit de faux, il est passible, sur poursuite sommaire, en outre des frais, de la pénalité prévue par l'article 12.

CHAPITRE IV

ÉVALUATEUR

15. La municipalité dont l'évaluateur est un fonctionnaire peut lui nommer un suppléant qui a les pouvoirs et obligations de l'évaluateur en cas d'absence ou d'incapacité ou de refus d'agir de celui-ci, ou en cas de vacance à ce poste.

16. Les articles 71 et 72 de la Loi sur les cités et villes (L.R.Q., c. C-19) s'appliquent à l'évaluateur qui est un fonctionnaire de la municipalité, sous réserve de l'article 23.

17. Si l'évaluateur de la municipalité est une société ou une corporation, celle-ci exerce ses fonctions par l'entremise de celui des associés, ou celui de ses administrateurs ou employés, que cette dernière désigne parmi ceux qui remplissent la condition prévue par l'article 18.

18. Une personne physique ne peut être l'évaluateur d'une municipalité à moins:

1° de détenir un permis de la Commission l'autorisant à agir comme évaluateur aux fins de la présente loi, ou

2° d'être devenu membre de la Corporation après le 1^{er} janvier 1976.

19. Aux fins des articles 18, 20 et 22, le mot «Corporation» désigne la Corporation professionnelle des évaluateurs agréés du Québec constituée par le Code des professions (L.R.Q., c. C-26).

20. La Commission établit, après consultation avec la Corporation, les critères selon lesquels elle délivre le permis visé à l'article 18.

Ces critères requièrent l'approbation du gouvernement.

S'ils sont approuvés, le ministre publie ces critères à la *Gazette officielle du Québec* et ils entrent en vigueur dix jours après cette publication.

21. La Commission peut, après enquête, révoquer un permis qu'elle a délivré.

22. La Commission donne avis à la Corporation de la délivrance et de la révocation d'un permis.

La Corporation donne avis à la Commission d'une décision ayant pour effet de retirer à une personne le droit d'agir comme évaluateur.

23. Si l'évaluateur de la municipalité est un fonctionnaire de celle-ci, la révocation de son permis ou la perte de son droit d'agir comme évaluateur entraîne sa destitution.

Il ne peut appeler de cette destitution à la Commission.

24. Si l'évaluateur de la municipalité n'est pas un fonctionnaire et est une personne physique, la révocation de son permis ou la perte de son droit d'agir comme évaluateur met fin à son contrat avec la municipalité.

25. Si l'évaluateur de la municipalité est une société ou une corporation et que l'associé, l'administrateur ou l'employé désigné en vertu de l'article 17 se fait révoquer son permis ou retirer son droit d'agir comme évaluateur, le contrat liant la municipalité et cette société ou corporation peut garder son effet si un autre associé, administrateur ou employé remplit alors la condition prévue par l'article 18 et est désigné conformément à l'article 17.

26. Avant d'entrer en fonction, l'évaluateur de la municipalité s'engage sous serment ou par affirmation solennelle, devant le greffier de la municipalité, à remplir ses fonctions impartialement et suivant la loi.

Si l'évaluateur de la municipalité est une société ou une corporation, l'engagement est pris de sa part par l'associé, l'administrateur ou l'employé désigné en vertu de l'article 17.

CHAPITRE V

CONTENU DU RÔLE

SECTION I

UNITÉ D'ÉVALUATION

§ 1.—*Règle générale*

27. Les immeubles situés dans le territoire d'une corporation municipale sont portés à son rôle.

28. Un bâtiment est porté au rôle lorsqu'il est substantiellement terminé ou substantiellement occupé aux fins de sa destina-

tion initiale ou d'une nouvelle destination, ou lorsque deux ans se sont écoulés depuis le début des travaux. Cependant, ce délai cesse de courir dans un cas de force majeure.

Le présent article s'applique aussi à un bâtiment qui fait l'objet d'une modification ou d'une transformation.

29. Les immeubles portés au rôle y sont inscrits par unités d'évaluation.

30. Constitue une unité d'évaluation le plus grand ensemble possible d'immeubles qui remplit les conditions suivantes:

1° le terrain ou le groupe de terrains appartient à un même propriétaire ou à un même groupe de propriétaires par indivis;

2° les terrains sont contigus ou le seraient s'ils n'étaient pas séparés par un cours d'eau, une voie de communication ou un réseau d'utilité publique, ou ils sont complémentaires;

3° si les immeubles sont utilisés, ils le sont à une même fin prédominante; et

4° les immeubles ne peuvent normalement et à court terme être cédés que globalement et non par parties, compte tenu de l'utilisation optimale la plus probable qui peut en être faite.

31. Une unité d'évaluation est inscrite au nom du propriétaire du terrain.

Toutefois, dans le cas où le terrain appartient à un organisme public et qu'un bâtiment appartenant à une autre personne y est placé, l'unité d'évaluation est inscrite au nom du propriétaire de ce bâtiment.

32. Si le propriétaire au nom duquel doit être inscrite l'unité d'évaluation est inconnu, l'évaluateur en fait mention au rôle.

Si ce propriétaire est décédé et si la transmission par décès n'est pas enregistrée au bureau d'enregistrement, l'unité d'évaluation est inscrite au rôle au nom de la succession du propriétaire défunt.

§ 2.—*Chemin de fer*

33. Une personne qui exploite un chemin de fer peut proposer une répartition en unités d'évaluation des immeubles qui lui appartiennent et qui sont situés dans le territoire d'une corporation municipale. À cette fin, cette personne dépose au bureau du greffier de la corporation municipale, avant le 1^{er} mars précédant le dépôt du rôle, une demande écrite décrivant les unités d'éva-

luation proposées et indiquant les raisons qui justifient la proposition.

S'il y a lieu, le greffier de la corporation municipale transmet la demande au greffier de la municipalité.

La demande est transmise à l'évaluateur par le greffier de la corporation municipale ou de la municipalité, selon le cas.

L'évaluateur peut, s'il l'estime justifié, établir les unités d'évaluation proposées dans la demande, malgré l'article 30.

§ 3.—*Immeuble divisé sur le plan vertical*

34. Si, pour un même immeuble, le sous-sol, la surface du sol et l'espace au-dessus du sol n'appartiennent pas au même propriétaire, en vertu d'un acte enregistré au bureau d'enregistrement, chacune des parties de l'immeuble faisant l'objet d'une propriété distincte constitue une unité d'évaluation distincte et est inscrite au rôle au nom de son propriétaire.

Un bâtiment situé principalement dans le sous-sol fait partie de la même unité d'évaluation que le sous-sol, et un bâtiment situé principalement dans l'espace au-dessus du sol fait partie de la même unité d'évaluation que cet espace.

35. Si un terrain fait l'objet d'un droit de superficie en vertu d'un acte enregistré au bureau d'enregistrement, le sous-sol constitue une unité d'évaluation distincte portée au rôle au nom du propriétaire du terrain et la surface du sol et les immeubles qui s'y trouvent constituent une autre unité d'évaluation distincte portée au rôle au nom du superficiaire.

Le deuxième alinéa de l'article 34 s'applique, en l'adaptant, au cas prévu par le présent article.

§ 4.—*Immeuble qui était une roulotte*

36. Si un bien qui était une roulotte avant de devenir un immeuble et le terrain sur lequel il est placé n'appartiennent pas au même propriétaire, chacun constitue une unité d'évaluation distincte portée au rôle au nom de son propriétaire.

Les autres immeubles situés sur ce terrain font partie de l'unité d'évaluation portée au nom de leur propriétaire.

Aux fins du présent article, le mot «roulotte» signifie une remorque, semi-remorque ou maison mobile utilisée comme habitation, bureau ou établissement commercial ou industriel, ou destinée à être ainsi utilisée, et qui n'est pas devenue un immeuble.

Le présent article ne s'applique pas lorsque le propriétaire du terrain est un organisme public.

§ 5.—*Copropriété*

37. Si un immeuble a fait l'objet d'une déclaration de copropriété en vertu de l'article 441*l* du Code civil, chacune de ses parties faisant l'objet d'une propriété divise constitue une unité d'évaluation distincte portée au rôle au nom de son propriétaire.

La quote-part d'un copropriétaire dans les parties communes de l'immeuble fait partie de l'unité d'évaluation constituée par sa partie exclusive de l'immeuble.

SECTION II

VALEUR DES IMMEUBLES PORTÉS AU RÔLE

§ 1.—*Règle générale*

38. Le rôle indique la valeur de chaque unité d'évaluation. La proportion que représente cette valeur par rapport à la valeur réelle de l'unité d'évaluation doit être la même pour toutes les unités d'évaluation.

39. La valeur réelle d'une unité d'évaluation est sa valeur d'échange sur un marché libre et ouvert à la concurrence, soit le prix le plus probable qui peut être payé lors d'une vente de gré à gré dans les conditions suivantes:

1° le vendeur et l'acheteur désirent respectivement vendre et acheter l'unité d'évaluation, mais n'y sont pas obligés; et

2° le vendeur et l'acheteur sont raisonnablement informés de l'état de l'unité d'évaluation, de l'utilisation optimale qui peut le plus probablement en être faite et des conditions du marché immobilier.

40. Le prix de vente le plus probable d'une unité d'évaluation qui n'est pas susceptible de faire l'objet d'une vente de gré à gré est établi en tenant compte du prix que son propriétaire serait justifié de payer et d'exiger s'il était à la fois l'acheteur et le vendeur, dans les conditions prévues par l'article 39.

41. Pour établir la valeur réelle d'une unité d'évaluation, il faut notamment tenir compte de l'incidence que peuvent avoir sur son prix de vente le plus probable les avantages ou désavantages présents et futurs qu'elle peut apporter, en les considérant de façon objective.

42. La valeur réelle qui sert de base à celle inscrite au rôle est la valeur d'échange de l'unité d'évaluation telle qu'elle existe

au moment où elle est évaluée, mais en tenant compte des conditions du marché au 1^{er} janvier précédant le dépôt du rôle.

§ 2.—*Chemin de fer*

43. La valeur inscrite au rôle des terrains qui forment l'assiette de la voie ferrée d'une entreprise de chemin de fer est déterminée conformément aux articles 44 à 50.

L'assiette comprend les fossés et remblais aménagés de chaque côté de la voie ferrée aux fins de celle-ci.

44. La valeur inscrite au rôle d'un terrain visé à l'article 43 est établie d'après un taux qui correspond au taux moyen pour les terrains compris dans l'unité de voisinage la plus rapprochée, calculé en divisant le total des valeurs inscrites au rôle de ces terrains par leur superficie globale.

45. Aux fins de la présente sous-section:

1° une unité de voisinage est celle que l'évaluateur a déterminée conformément au processus établi par le règlement adopté en vertu du paragraphe 1° de l'article 252;

2° les valeurs inscrites au rôle des terrains compris dans l'unité de voisinage, autres que ceux visés à l'article 43, sont celles que l'évaluateur se propose d'inscrire au rôle qu'il confectionne.

46. Si le terrain est situé à égale distance de plusieurs unités de voisinage qui sont les plus rapprochées et pour lesquelles les taux moyens sont différents, le terrain est censé divisé en autant de parties égales et les taux moyens s'appliquent respectivement dans chaque partie.

47. Dans le calcul du taux moyen d'une unité de voisinage, on ne tient pas compte d'un terrain qui n'est pas porté au rôle, qui est exempt de taxe foncière ou dont la valeur inscrite au rôle est établie en vertu de la présente sous-section.

48. Si dans l'unité de voisinage se trouve un terrain dont la valeur imposable en vertu du chapitre XVIII est différente de sa valeur inscrite au rôle conformément à la sous-section 1, on tient compte de cette dernière.

49. Les articles 44 à 48 s'appliquent même si l'unité de voisinage la plus rapprochée est située dans le territoire d'une autre corporation municipale.

50. Dans le cas prévu par l'article 49, s'il y a lieu, l'évaluateur qui fait le rôle de cette autre corporation municipale fournit

à l'évaluateur qui en a besoin, sur demande, les renseignements nécessaires à l'établissement du taux moyen de l'unité de voisinage. Les valeurs ainsi fournies sont ramenées à la même proportion de la valeur réelle que les autres valeurs inscrites au rôle de la corporation municipale dans le territoire de laquelle sont situés les terrains visés à l'article 43.

§ 3.—*Mine, tourbière, carrière ou sablière*

51. La sous-section 2 s'applique, en l'adaptant, pour établir la valeur à laquelle doit être inscrit au rôle un terrain utilisé aux fins d'une mine, d'une tourbière, d'une carrière ou d'une sablière, ou destiné à être ainsi utilisé, si l'évaluateur ne possède pas les renseignements suffisants pour établir sa valeur conformément aux articles 38 à 42.

SECTION III

AUTRES MENTIONS

52. Chaque fois que la loi dispose que seule une partie de la valeur d'un immeuble est imposable ou qu'il est exempt de taxe foncière, le rôle fait état de la valeur imposable de cet immeuble ou du fait de son exemption, selon le cas.

Chaque renseignement inscrit en vertu du présent article est accompagné d'une mention de sa source législative. Toutefois, l'omission de cette mention n'entraîne pas la nullité de l'inscription.

53. Le rôle indique si une ferme est comprise dans une zone agricole décrétée en vertu de la Loi sur la protection du territoire agricole (1978, c. 10).

54. Le rôle identifie chaque unité d'évaluation qui peut être assujettie à la surtaxe sur les terrains vagues desservis prévue par l'article 486 de la Loi sur les cités et villes ou par l'article 696b du Code municipal, si la corporation municipale adopte une résolution à cet effet au plus tard le 31 mars précédant l'entrée en vigueur du rôle.

S'il y a lieu, le greffier de la corporation municipale transmet cette résolution à celui de la municipalité.

Cette résolution est transmise à l'évaluateur dans les quinze jours de son adoption ou de sa réception par le greffier de la municipalité, selon le cas.

L'évaluateur peut faire les inscriptions visées au premier alinéa même si la résolution a été adoptée ou transmise après l'expiration du délai fixé.

Malgré l'article 2, le présent article ne s'applique qu'à une unité d'évaluation entière.

55. Le rôle indique la superficie du terrain qui fait partie de l'unité d'évaluation.

Cette superficie est établie d'après ce qu'indique le cadastre.

Si le cadastre n'indique pas cette superficie, ou en cas de divergence entre le cadastre et le titre de propriété du terrain, la superficie est établie d'après ce titre de propriété.

Cependant, si la superficie effectivement occupée diffère de celle indiquée au cadastre ou au titre de propriété, la superficie effectivement occupée prévaut.

L'établissement de la superficie d'un terrain en vertu du présent article ne vaut qu'aux fins de son évaluation selon la présente loi et les mesurages nécessaires à cette fin ne sont pas assujettis à la Loi sur les arpentages (L.R.Q., c. A-22).

56. Le rôle contient les renseignements nécessaires aux fins de cotisations scolaires.

57. Le rôle d'une corporation de village ou de campagne comprend une annexe, dressée par le greffier de la corporation municipale, qui contient les renseignements nécessaires pour l'élection des membres du conseil.

58. Dans le cas où la présente loi s'applique à une partie seulement d'une unité d'évaluation, le rôle indique la fraction de la valeur de l'unité d'évaluation qui est attribuable à cette partie, contient distinctement pour elle les mentions pertinentes exigées par la présente loi qui diffèrent de celles valables pour le reste de l'unité d'évaluation et, avec toute la précision possible, délimite cette partie.

59. Le rôle contient toute autre mention exigée par le règlement adopté en vertu du paragraphe 1° de l'article 252.

SECTION IV

IMMEUBLES NON PORTÉS AU RÔLE

60. Ne sont pas portés au rôle les immeubles suivants, si un organisme public en est propriétaire ou en a l'administration ou la gestion:

1° une voie publique ou un ouvrage qui en fait partie;

2° un ouvrage utilisé pour la protection de la faune ou de la forêt et situé dans un territoire visé à l'article 8;

3° une piste servant au trafic aérien ou un ouvrage qui en fait partie;

4° un réseau d'aqueduc ou d'égout ou un système ou équipement de traitement d'eau ou d'ordures;

5° un réseau de transport en commun connu sous le nom de «métro» et visé à la section V du titre II de la Loi de la Communauté urbaine de Montréal (1969, c. 84);

6° le lit d'un cours d'eau ou d'un lac et leurs aménagements, les terrains submergés et les lots de grève.

Toutefois, le terrain qui constitue l'assiette d'un immeuble visé au premier alinéa, sauf celui visé au paragraphe 6°, ainsi que toute construction destinée à loger ou abriter des personnes, des animaux ou des choses, sont portés au rôle.

61. Un immeuble visé au premier alinéa de l'article 60 est porté au rôle s'il est occupé par une personne autre qu'un organisme public. Cette personne est réputée le propriétaire de cet immeuble.

62. Ne sont pas portés au rôle les immeubles suivants:

1° une machine, un appareil ou un accessoire utilisé principalement à des fins de production industrielle, de commerce, de recherche ou d'exploitation d'une ferme, ou destiné à être ainsi utilisé, et qui n'a pas pour objet d'assurer un service à un terrain ou à un bâtiment, compte tenu de l'utilisation qui est faite de celui-ci ou à laquelle il est destiné;

2° le matériel roulant ou un appareil de manutention utilisé principalement à des fins d'industrie ou de transport, ou destiné à être ainsi utilisé;

3° le minerai au sens de la Loi sur les mines;

4° une galerie, un puits, une excavation, un tunnel ou l'équipement d'une mine souterraine ou à ciel ouvert;

5° une réserve de matière première dans une tourbière, une carrière ou une sablière;

6° un chemin d'accès à une exploitation forestière ou minière.

63. Ne sont pas portés au rôle les immeubles qui font partie d'un réseau de distribution de gaz aux consommateurs du Québec.

Un terrain qui constitue l'assiette d'un élément du réseau est censé faire partie du réseau, sous réserve du quatrième alinéa.

Une construction qui fait partie du réseau et qui est utilisée, ou destinée à l'être, pour loger ou abriter des personnes, des animaux ou des choses, ainsi que le terrain qui en constitue l'assiette, sont toutefois portés au rôle. Le présent alinéa ne s'applique pas à un conduit et à ses accessoires, ni au terrain qui en constitue l'assiette.

Dans le cas où le terrain qui constitue l'assiette d'un élément du réseau appartient à une personne autre que celle qui exploite le réseau, seul fait partie de celui-ci, au lieu du terrain lui-même, le droit que détient sur le terrain l'exploitant du réseau. Ce terrain est porté au rôle, mais sa valeur est diminuée en proportion de celle du droit détenu par l'exploitant du réseau.

64. Ne sont pas portés au rôle les immeubles qui font partie d'un réseau de télécommunication autre qu'un réseau de télévision ou de radiodiffusion.

Les deuxième, troisième et quatrième alinéas de l'article 63 s'appliquent au cas prévu par le présent article.

Aux fins du présent article, le mot «télécommunication» signifie la transmission ou la diffusion de sons, d'images, de signes, de signaux, de données ou de messages par fil, câble, ondes ou autre moyen électrique, électronique, magnétique, électromagnétique ou optique.

65. Ne sont pas portés au rôle les immeubles qui font partie d'un réseau de production, de transmission ou de distribution d'énergie électrique.

Les deuxième, troisième et quatrième alinéas de l'article 63 s'appliquent au cas prévu par le présent article. Toutefois, un barrage ou une centrale n'est pas porté au rôle.

CHAPITRE VI

DÉPÔT ET ENTRÉE EN VIGUEUR DU RÔLE

66. L'évaluateur signe le rôle et, avant le 15 septembre, le dépose au bureau du greffier de la corporation municipale.

Si l'évaluateur est une société ou une corporation, son représentant désigné en vertu de l'article 17 signe le rôle.

67. Sur preuve suffisante fournie par la municipalité que le rôle ne peut être déposé avant la date prévue par l'article 66, le ministre peut permettre qu'il soit déposé au plus tard à la date ultérieure qu'il fixe et qui ne peut être postérieure au 1^{er} novembre suivant.

68. Si le rôle n'est pas déposé conformément à l'article 66 ou 67, celui qui est en vigueur le 31 décembre devient le rôle de la corporation municipale pour l'exercice financier suivant et est censé avoir été déposé le 1^{er} novembre et entrer en vigueur le 1^{er} janvier.

69. Dans les quinze jours du dépôt du rôle, le greffier de la corporation municipale donne avis que le rôle est déposé à son bureau et que tout intéressé peut en prendre connaissance à cet endroit.

70. L'avis prévu par l'article 69 mentionne également que toute plainte concernant le rôle, accompagnée d'une copie ou d'un fac-similé du compte de taxes foncières municipales, doit être déposée avant le 1^{er} mai au bureau du secrétaire de la section.

L'avis indique l'adresse de l'endroit où doit être déposée la plainte.

71. Le greffier de la corporation municipale affiche dans son bureau l'avis prévu par l'article 69 et le publie dans un journal diffusé dans le territoire de celle-ci.

72. Le rôle entre en vigueur au début de l'exercice financier pour lequel il est fait.

Il demeure en vigueur pendant toute la durée de cet exercice, même s'il fait l'objet d'une plainte, d'une requête en correction d'office ou d'un recours en cassation ou en nullité, totale ou partielle, sous réserve de l'article 178.

73. Entre son dépôt et son entrée en vigueur, le rôle peut être utilisé pour l'établissement du taux d'une taxe, la confection d'un budget ou une autre mesure qui doit ou peut être prise par anticipation à l'égard de l'exercice financier pour lequel le rôle est fait.

Durant la même période, le rôle peut être modifié conformément à l'article 169, mais une telle modification n'a effet qu'à compter de l'entrée en vigueur du rôle.

CHAPITRE VII

PROPRIÉTÉ ET GARDE DU RÔLE

74. Le rôle est la propriété de la corporation municipale pour laquelle il est fait.

Les documents rassemblés ou préparés par l'évaluateur en vue de la confection ou de la tenue à jour du rôle, qu'ils aient ser-

vi ou non à cette fin, appartiennent au propriétaire du rôle. La municipalité a la garde de ces documents au bénéfice de leur propriétaire, et décide de l'endroit où ils doivent être conservés.

75. Les documents visés au deuxième alinéa de l'article 74 sont confidentiels.

Toutefois, une personne peut consulter un tel document relatif à l'immeuble dont elle est propriétaire ou occupant, s'il a servi de base à une inscription au rôle concernant cet immeuble. Il en est de même pour un plaignant à l'égard de l'immeuble qui fait l'objet de la plainte.

Outre la corporation municipale et la municipalité, le ministre peut consulter un tel document et en obtenir copie sans frais. Un autre organisme public ou Hydro-Québec ou une de ses filiales peut, dans l'exercice de sa compétence, consulter un tel document et en obtenir copie sur paiement à la municipalité des frais prévus par le tarif établi en vertu du paragraphe 2° de l'article 252.

76. Le ministre peut, sans frais, obtenir du greffier de la corporation municipale une copie ou un extrait du rôle en vigueur ou du rôle antérieur à ce dernier.

Il peut aussi donner mandat à une personne de prendre connaissance ou d'obtenir copie d'un document visé au deuxième alinéa de l'article 74 et enjoindre à cette personne de lui faire rapport de ses constatations. La personne qui détient ce document doit le produire et l'exhiber, ou en donner copie sans frais, au mandataire du ministre qui lui en donne l'ordre.

CHAPITRE VIII

AVIS D'ÉVALUATION ET COMPTE DE TAXES

77. Avant le 1^{er} mars, le greffier de la corporation municipale expédie par la poste, à chaque personne au nom de laquelle est inscrite au rôle une unité d'évaluation, un avis d'évaluation et un compte de taxes foncières municipales conformes au règlement adopté en vertu du paragraphe 3° de l'article 252.

Les renseignements que doit contenir l'avis d'évaluation peuvent figurer sur le compte de taxes et dans ce cas le compte de taxes tient lieu d'avis d'évaluation.

78. Si la municipalité a compétence en matière d'expédition des comptes de taxes, le greffier de celle-ci expédie les avis d'évaluation et les comptes de taxes foncières de chaque corporation municipale à l'égard de laquelle la municipalité exerce cette compétence.

79. Sur preuve suffisante que l'avis d'évaluation ou le compte de taxes foncières municipales ne peut être expédié avant le 1^{er} mars, le ministre peut permettre son expédition avant la date ultérieure qu'il fixe.

CHAPITRE IX

BUREAU DE RÉVISION

80. Un organisme est institué sous le nom de «Bureau de révision de l'évaluation foncière du Québec».

81. Le Bureau est divisé en deux sections: celle de Montréal qui a compétence dans le même territoire que la Cour d'appel siégeant à Montréal et celle de Québec qui a compétence dans le même territoire que la Cour d'appel siégeant à Québec, selon le Code de procédure civile (L.R.Q., c. C-25).

82. Le gouvernement nomme les membres du Bureau.

Ces membres peuvent être permanents ou temporaires. Ils peuvent être à temps plein ou à temps partiel.

83. Ne peuvent être membres permanents du Bureau un membre du conseil, un fonctionnaire, un évaluateur, un conseiller juridique ou un autre professionnel d'une corporation municipale ou d'une municipalité, ainsi que l'associé ou l'employé d'un tel évaluateur, conseiller juridique ou autre professionnel.

Aux fins du présent article, le mot «professionnel» a le sens que lui confère le Code des professions.

84. Le gouvernement désigne le président et le président adjoint du Bureau, parmi ses membres permanents et à temps plein qui sont avocats ou notaires.

85. Le président du Bureau est responsable de l'administration de celui-ci. Il coordonne, répartit et surveille le travail des membres.

Il assigne les membres dans chaque section.

86. Le président adjoint remplace le président du Bureau en cas d'absence ou d'incapacité ou de refus d'agir de ce dernier, ou de vacance à ce poste.

Le président adjoint exerce, de plus, avec les mêmes pouvoirs que le président, les fonctions que celui-ci lui assigne.

87. Le président et le président adjoint du Bureau sont respectivement le président de la section que détermine le gouvernement.

88. Le gouvernement désigne le vice-président de chaque section parmi les membres permanents à temps plein du Bureau.

89. Le gouvernement détermine le traitement, la durée du mandat, les avantages sociaux et les autres conditions de travail de chaque membre du Bureau.

90. Avant de commencer à exercer leurs fonctions, les membres du Bureau jurent ou affirment solennellement de les bien remplir.

91. Dans l'exercice de leurs fonctions, les membres du Bureau ont les pouvoirs et l'immunité prévus par les articles 9, 10, 11, 12 et 16 de la Loi sur les commissions d'enquête (L.R.Q., c. C-37).

92. La majorité des membres permanents du Bureau peut, à une assemblée convoquée à cette fin par le président, adopter des règles de procédure et de pratique applicables à la conduite de la procédure et à l'instruction des instances devant le Bureau.

Ces règles peuvent notamment porter sur une matière visée au Code de procédure civile et différer des dispositions de ce code ou les déclarer inapplicables.

Ces règles doivent être approuvées par le gouvernement. Si elles sont approuvées, le ministre les publie à la *Gazette officielle du Québec* et elles entrent en vigueur dix jours après cette publication.

93. Le président d'une section administre celle-ci et répartit le travail entre ses membres, sous réserve de l'article 85.

94. Le vice-président d'une section remplace le président de celle-ci en cas d'absence ou d'incapacité ou de refus d'agir de ce dernier, ou de vacance à ce poste.

Le vice-président exerce, de plus, avec les mêmes pouvoirs que le président, les fonctions que celui-ci lui assigne.

95. Le président de chaque section peut former des divisions, en assigner les membres et en définir les attributions.

Une division peut être formée d'un seul membre pour décider des plaintes visées à l'article 103.

96. Si une division est formée de plus d'un membre, le président de la section en désigne le président.

97. Même s'il a été assigné dans une section en vertu de l'article 85, un membre du Bureau peut également siéger dans l'autre section.

Le président ou le président adjoint du Bureau peut, en tout temps, siéger comme président d'une division, dans l'une ou l'autre des sections.

98. Les décisions sont prises à la majorité des voix.

En cas d'égalité des voix, le président de la division a une voix prépondérante.

99. Si un membre d'une division cesse de l'être ou est incapable ou refuse d'agir alors qu'une affaire dont la division a été saisie est pendante, l'autre ou les autres membres de celle-ci en décident seuls.

100. Les questions de droit sont décidées par le président de la division, s'il est avocat ou notaire.

Sinon, elles sont décidées par le président de la section ou par celui qu'il désigne parmi les membres du Bureau qui sont avocats ou notaires.

101. Les articles 98 et 99 n'affectent pas le pouvoir qui peut être donné à un membre du Bureau par les règles de procédure et de pratique ou les dispositions applicables du Code de procédure civile de décider seul d'une demande incidente à une instance.

102. Les séances du Bureau sont publiques.

103. Pour l'audition d'une plainte portant sur une valeur foncière inférieure à 150 000 \$ ou sur une valeur locative inférieure à 25 000 \$, le Bureau siège dans le territoire de la corporation municipale où est situé l'immeuble en cause et en dehors des heures normales de travail, sauf du consentement du plaignant.

Cependant, lorsque le plaignant est représenté par un procureur, le Bureau n'est pas obligé de siéger en dehors des heures normales de travail.

Le président de la section peut regrouper plusieurs corporations municipales dans un rayon de vingt-cinq kilomètres, aux fins du présent article, et désigner celle où le Bureau doit siéger.

104. Le secrétaire de chaque section et les autres fonctionnaires du Bureau sont nommés et rémunérés conformément à la Loi sur la fonction publique (1978, c. 15).

Le président de la section peut désigner un secrétaire adjoint. Ce dernier exerce les mêmes fonctions que le secrétaire, sous la direction de celui-ci; de plus, il remplace le secrétaire en cas d'absence ou d'incapacité ou de refus d'agir de ce dernier, ou de vacance à ce poste.

105. Le secrétaire de la section ou la personne qu'il autorise à cette fin dresse et signe le procès-verbal de chaque audience, et le verse au dossier de l'affaire qui en fait l'objet.

106. Le Bureau peut assigner des témoins, y compris les parties, et les interroger sous serment ou affirmation solennelle.

Les témoins sont assignés par un écrit du secrétaire de la section, sur réquisition d'une partie ou du président de la section ou de la division.

L'écrit est expédié aux témoins par la poste au moins dix jours avant celui de l'audition.

Toutefois, l'assignation peut aussi être faite en la manière et dans les délais prévus par les articles 280 à 284 du Code de procédure civile, en les adaptant.

107. L'évaluateur peut déléguer un de ses assistants pour le remplacer comme témoin.

108. Sauf dans la mesure où il est inconciliable avec la présente loi ou avec les règles de procédure et de pratique adoptées en vertu de l'article 92, le Code de procédure civile s'applique, en l'adaptant, aux instances devant le Bureau.

109. Dans une affaire relative à une valeur foncière de moins de 250 000 \$ ou à une valeur locative de moins de 25 000 \$, les dépositions sont sténographiées, sténotypées ou enregistrées seulement si le plaignant l'exige, ce dont le procès-verbal d'audience doit faire mention à moins que le dossier ne contienne un écrit à cet effet de lui ou de son procureur.

Si la valeur foncière atteint 250 000 \$ ou si la valeur locative atteint 25 000 \$, la sténographie, la sténotypie ou l'enregistrement est obligatoire, à moins que les parties ne renoncent à leur droit d'en appeler de la décision. La renonciation doit être écrite ou être consignée au procès-verbal.

110. Sauf adjudication différente du Bureau pour motifs spéciaux et sous réserve de l'article 113, la partie perdante sup-

porte les frais taxables de la partie adverse, suivant le tarif applicable devant les tribunaux judiciaires, en l'adaptant.

111. À la réquisition écrite de la partie en faveur de laquelle les frais sont adjugés et sur avis de deux jours de celle-ci à l'autre, les frais sont taxés par le secrétaire de la section.

Une partie peut, dans les dix jours de la décision du secrétaire, en appeler au membre du Bureau qui a présidé l'instruction.

L'appel est interjeté au moyen d'un avis écrit au secrétaire.

112. Les témoins, avocats, sténographes, sténotypistes et personnes qui se chargent de l'enregistrement et de la transcription des dépositions ont un recours pour leurs frais taxés aussi bien contre la partie qui retient leurs services que contre l'autre, si celle-ci est condamnée au paiement de ces frais. Il y a subrogation de la première contre celle-ci.

113. Si la plainte a pour objet une valeur foncière inférieure à 250 000 \$ ou une valeur locative inférieure à 25 000 \$, les seuls frais auxquels les parties peuvent être condamnées en vertu de l'article 110 sont ceux de sténographie, de sténotypie ou d'enregistrement des dépositions et de leur transcription, s'il en est.

114. Sur avis verbal de vingt-quatre heures donné aux parties, les membres du Bureau saisis d'une plainte peuvent visiter et examiner le bien en cause aux heures et jours prévus par l'article 11. Chaque partie peut assister à cette visite.

115. Une décision du Bureau doit être motivée soit par écrit, soit verbalement séance tenante, et être consignée au procès-verbal.

Une décision du Bureau doit être signée par le membre qui préside la séance au cours de laquelle elle est rendue et être versée au dossier de l'instance.

116. Une décision du secrétaire d'une section taxant des frais ou celle rendue sur appel de sa taxation en vertu de l'article 111 est exécutoire comme un jugement de la Cour provinciale.

117. Les archives de chaque section sont conservées par celle-ci.

118. Sauf quant aux décisions rendues par le Bureau, les documents contenus dans les dossiers des affaires terminées et qui font partie des archives d'une section peuvent être détruits, ou transférés à la garde d'une autre personne, avec l'autorisation

du président de la section, à l'expiration d'un délai de cinq ans après le jugement de dernier ressort.

CHAPITRE X

PLAINTES

119. Une personne qui a un intérêt à contester l'exactitude, la présence ou l'absence d'une inscription au rôle relative à un bien dont elle-même ou une autre personne est propriétaire peut formuler une plainte écrite à ce sujet et en saisir le Bureau.

Une telle personne peut notamment, au moyen d'une plainte:

1° contester l'inscription d'un bien qui n'est pas un immeuble devant être porté au rôle, ou l'omission d'un bien qui est un tel immeuble;

2° contester l'exactitude, la présence ou l'absence d'une inscription visée à l'article 52;

3° demander la réunion de plusieurs immeubles pour former une unité d'évaluation, ou le fractionnement d'une unité d'évaluation en plusieurs.

Une personne tenue de payer une taxe ou une compensation à la corporation municipale ou à la commission scolaire qui utilise le rôle est censée avoir l'intérêt exigé par le présent article.

120. Une corporation municipale ou une municipalité ne peut formuler une plainte à l'égard d'un bien qui n'est pas inscrit au rôle à son nom que si cette plainte est fondée sur une question de droit.

121. Le ministre peut formuler une plainte à l'égard d'un bien pour lequel un montant est versé pour tenir lieu de taxes municipales en vertu de l'article 247.

122. Le ministre peut formuler une plainte à l'égard d'un bien pour lequel une partie des taxes et compensations est remboursée à son propriétaire ou occupant en vertu de l'article 208.

123. La plainte expose succinctement les motifs invoqués à son soutien et les conclusions recherchées.

124. À la demande du plaignant, le greffier de la corporation municipale lui fournit une formule de plainte prescrite par le règlement adopté en vertu du paragraphe 3° de l'article 252.

Cette formule comporte bien en évidence une note indiquant que son utilisation n'est pas obligatoire pourvu que le contenu de la plainte soit conforme à l'article 123.

125. La plainte doit être déposée avant le 1^{er} mai.

126. Dans le cas où en vertu de l'article 79 le ministre permet que l'avis d'évaluation ou le compte de taxes foncières municipales soit expédié après le dernier jour de février, la plainte doit être déposée avant l'expiration d'un délai de soixante jours suivant cette expédition.

127. Dans le cas où le rôle est modifié par l'évaluateur en vertu de l'article 169, la plainte à l'égard de cette modification doit être déposée avant l'expiration d'un délai de soixante jours suivant l'expédition au propriétaire du bien visé d'un avis de cette modification, conformément à l'article 175.

128. Dans le cas où, conformément à l'article 178, un nouveau rôle est déposé pour remplacer un rôle cassé ou déclaré nul en totalité, la plainte à l'égard d'une inscription contenue dans ce nouveau rôle doit être déposée dans les soixante jours de l'expédition de l'avis d'évaluation ou du compte de taxes foncières municipales, faite conformément au paragraphe 3^o du troisième alinéa de l'article 178.

129. En cas de force majeure, ou lorsque le greffier, sans l'autorisation du ministre ou au-delà de la date que celui-ci autorise en vertu de l'article 79, expédie tardivement l'avis d'évaluation, le Bureau peut recevoir une plainte après l'expiration du délai, si cette plainte est déposée avant l'expiration d'un délai de soixante jours après la plus tardive des dates suivantes:

- 1^o celle où cesse la situation de force majeure, et
- 2^o celle de la réception de l'avis d'évaluation.

130. Le dépôt de la plainte est effectué par sa remise ou son expédition par courrier recommandé ou certifié au bureau du secrétaire de la section.

La plainte est accompagnée d'une copie ou d'un fac-similé du compte de taxes foncières municipales; toutefois, l'absence de cette copie ou de ce fac-similé n'est pas un motif de rejet de la plainte.

131. Le secrétaire de la section transmet à l'évaluateur une copie de la plainte et des autres pièces, s'il en est.

132. Si le plaignant n'est pas le propriétaire du bien visé par la plainte, le secrétaire de la section en transmet une copie par la poste à ce propriétaire.

Celui-ci peut, dès lors, intervenir dans le litige.

133. La corporation municipale et, le cas échéant, la municipalité sont parties au litige devant le Bureau par le seul fait du dépôt de la plainte.

134. Le Bureau décide d'une plainte dans les douze mois de son dépôt.

135. Le président de la section peut demander à l'évaluateur de faire une étude de la plainte et de transmettre, dans les soixante jours qui suivent, au secrétaire de la section, au greffier de la corporation municipale et au plaignant, un rapport contenant les détails de l'évaluation et, si celle-ci est contestée, une réponse aux motifs de la contestation et la conclusion qu'il recommande.

136. Sauf du consentement des parties, l'audition d'une plainte ne peut avoir lieu si un avis écrit du secrétaire de la section n'a pas été remis en personne ou expédié par la poste, au moins quinze jours auparavant, au plaignant et, dans le cas prévu par l'article 132, au propriétaire du bien à l'égard duquel la plainte est portée.

Cependant, le Bureau peut adjuger sommairement au plaignant les conclusions de sa plainte et donner avis de cette décision aux parties, chaque fois que l'évaluateur en fait la recommandation.

137. Lorsque l'avis d'audition a été remis ou expédié au plaignant conformément à l'article 136, si ce dernier n'est pas présent ou représenté par un procureur à l'audience, sans en avoir prévenu le secrétaire de la section, le Bureau rejette la plainte.

Dans ce cas, sur demande écrite du plaignant remise ou adressée au secrétaire dans les quinze jours de l'expédition de la copie ou de l'avis de la décision prévue par l'article 144, le Bureau peut, pour cause suffisante, relever le plaignant de son défaut, annuler la décision et reprendre l'audition sur avis conforme à l'article 136.

138. Sous réserve du chapitre XI, le Bureau ne peut modifier, ajouter ou supprimer une inscription si l'exactitude, l'absence ou la présence de celle-ci n'a pas fait l'objet d'une plainte instruite devant lui.

139. Le Bureau n'est tenu de modifier, ajouter ou supprimer une inscription que si l'erreur ou l'irrégularité constatée est susceptible de causer un préjudice réel.

140. Pour déterminer s'il y a préjudice réel aux fins de l'article 139, il faut tenir compte de toute l'unité d'évaluation.

Il n'y a pas de préjudice réel si, malgré l'erreur ou l'irrégularité, la valeur inscrite au rôle de l'unité d'évaluation, multipliée par le facteur établi pour ce rôle en vertu de l'article 253, n'est ni supérieure ni inférieure de plus de dix pour cent à la valeur réelle de l'unité d'évaluation, au sens des articles 39 à 42, sous réserve des articles 43 à 51.

141. L'article 140 ne s'applique pas dans le cas où l'erreur ou l'irrégularité touche une partie de l'unité d'évaluation soumise à un régime fiscal distinct de celui applicable au reste de l'unité d'évaluation, auquel cas l'appréciation du préjudice est à l'entière discrétion du Bureau.

142. Lorsqu'il décide d'une plainte relative à la valeur inscrite au rôle d'une unité d'évaluation, le Bureau fixe la valeur à inscrire en divisant la valeur réelle de l'unité d'évaluation, au sens des articles 39 à 42, par le facteur établi pour ce rôle en vertu de l'article 253, sous réserve des articles 43 à 51.

À cette fin, le Bureau peut fixer une valeur inférieure ou supérieure à celles proposées par les parties.

143. Le Bureau peut rectifier sa propre décision si elle contient une erreur d'écriture ou de calcul ou une autre erreur matérielle.

La rectification peut être faite, à la demande d'une partie, tant que la décision n'a pas été portée en appel; elle peut l'être d'office avant que la décision soit devenue exécutoire.

La demande de rectification suspend l'exécution de la décision et interrompt le délai d'appel jusqu'à ce que les parties aient été avisées de la décision du Bureau sur cette demande.

144. Dans les quinze jours qui suivent la décision du Bureau sur une plainte, le secrétaire de la section en expédie aux parties, par courrier recommandé ou certifié, une copie certifiée conforme ou un avis sommaire.

145. Dans les quinze jours qui suivent l'expiration du délai d'appel de la décision, s'il n'y a pas eu d'appel, le secrétaire de la section en expédie une copie certifiée conforme à la commission scolaire intéressée, par courrier recommandé ou certifié.

CHAPITRE XI

CORRECTION D'OFFICE

146. Entre la date du dépôt du rôle et le 1^{er} mai suivant, l'évaluateur peut, d'office, faire une requête motivée au Bureau à l'effet de modifier, d'ajouter ou de supprimer une inscription au rôle, y compris une inscription visée au deuxième alinéa de l'article 119.

147. Le Bureau accepte d'entendre la requête s'il juge que la correction du rôle qu'elle demande est justifiée à sa face même.

148. Si le Bureau accepte d'entendre la requête, le secrétaire de la section expédie immédiatement au propriétaire du bien à l'égard duquel la requête est faite, par courrier recommandé ou certifié, un avis mentionnant la correction demandée, le droit prévu par l'article 149, la façon de l'exercer et la date avant laquelle il peut être exercé.

Une copie de cet avis est transmise au greffier de la corporation municipale et, s'il y a lieu, de la municipalité, et au secrétaire-trésorier de la commission scolaire intéressée.

Au moins une fois par mois à compter de la réception d'une première copie, le greffier de la corporation municipale publie dans un journal diffusé dans le territoire de celle-ci un avis mentionnant que des corrections au rôle sont proposées, que les avis faisant état de ces corrections sont déposés à son bureau et que toute personne intéressée peut en prendre connaissance à cet endroit.

Si au cours du mois qui suit une publication, le greffier ne reçoit aucune nouvelle copie d'avis, il n'est pas tenu de faire une nouvelle publication à l'expiration de ce mois, et ainsi de mois en mois tant qu'il ne reçoit pas une nouvelle copie d'avis.

149. Une personne visée aux articles 119 à 122 peut déposer une plainte contre la correction demandée comme si elle constituait une inscription ou une omission au rôle, avant la dernière des éventualités suivantes:

1° l'expiration du délai visé à l'article 125, ou

2° l'expiration d'un délai de soixante jours après l'expédition de l'avis prévu par l'article 148.

150. Si, à l'expiration du délai applicable selon l'article 149, aucune plainte n'a été déposée en vertu de cet article, le Bureau ordonne à l'évaluateur de corriger le rôle conformément à sa requête.

151. De son propre chef, le président de la section peut, entre la date du dépôt du rôle et la fin de l'exercice financier pour lequel il est fait, demander à l'évaluateur de soumettre au Bureau un rapport motivé concernant l'exactitude, la présence ou l'absence d'une inscription au rôle.

L'évaluateur transmet ce rapport au secrétaire de la section, au greffier de la corporation municipale et, s'il y a lieu, à celui de la municipalité, dans les soixante jours de la demande.

Dans ce rapport, l'évaluateur peut faire une requête en vertu de l'article 146, auquel cas les articles 147 à 150 s'appliquent.

CHAPITRE XII

APPEL ET ÉVOCATION DEVANT LA COUR PROVINCIALE

152. La Cour provinciale a compétence exclusive sur l'appel d'une décision du Bureau et sur l'évocation d'une plainte.

153. La compétence que confère le présent chapitre à la Cour provinciale est exercée par les seuls juges de cette cour que désigne spécifiquement le juge en chef et le juge en chef adjoint, chacun dans les limites de sa juridiction territoriale.

154. Une partie au litige peut interjeter appel à la Cour provinciale d'une décision rendue par le Bureau, dans les trente jours de l'expédition de la copie ou de l'avis de cette décision prévue par l'article 144.

155. Une partie au litige peut évoquer à la Cour provinciale une plainte dont le Bureau n'a pas décidé avant l'expiration du délai prévu par l'article 134, dans les trente jours de l'expiration de ce délai.

La Cour peut renvoyer la plainte évoquée au Bureau, avec ordre d'en décider dans un certain délai.

156. L'appel ou l'évocation est institué par simple avis déposé au greffe de la Cour provinciale du district où est situé le bien à l'égard duquel la plainte est portée.

L'avis est signifié à la partie adverse ou à son procureur et au secrétaire de la section. La signification est régie par le Code de procédure civile.

157. Un double de cet avis, avec le rapport de la signification qui en a été faite, est produit au greffe du tribunal dans les dix jours qui suivent la signification.

158. Dans les dix jours qui suivent l'expiration du délai prévu par l'article 157, le secrétaire de la section transmet le dossier de l'affaire au greffe du tribunal.

159. Il incombe ensuite à l'appelant ou à celui qui demande l'évocation d'obtenir la transcription des dépositions et de la déposer au greffe du tribunal, à moins qu'elle ne fasse déjà partie du dossier transmis en vertu de l'article 158.

Au cas d'impossibilité d'obtenir la transcription, la Cour provinciale possède le pouvoir conféré à la Cour d'appel par l'article 506 du Code de procédure civile.

160. Dans les dix jours qui suivent l'expiration du délai prévu par l'article 158, le greffier du tribunal inscrit la cause au rôle pour audition.

161. Sous réserve du deuxième alinéa, la Cour provinciale connaît de l'appel selon la preuve faite devant le Bureau et sans nouvelle enquête.

Si les dépositions lors de l'audition de la plainte qui fait l'objet de l'appel n'ont pas été sténographiées, sténotypées ou enregistrées, ou s'il s'agit d'une plainte évoquée, la cause est instruite suivant les dispositions du Code de procédure civile qui régissent l'enquête devant la Cour provinciale, en les adaptant.

162. De son propre chef ou à la demande d'une partie, la Cour provinciale peut, dans l'exercice de sa compétence en vertu du présent chapitre, recourir aux services d'un assesseur de son choix.

Les honoraires et frais d'un assesseur nommé à la demande d'une partie sont des frais taxables laissés à l'adjudication du tribunal. Au cas contraire, ils sont payés par le ministre de la justice.

Dans tous les cas, ces honoraires et frais sont taxés comme les autres frais taxables, mais suivant le tarif établi par le règlement adopté en vertu du paragraphe 1° de l'article 251.

163. L'article 142 s'applique aux fins du présent chapitre, en l'adaptant.

CHAPITRE XIII

APPEL DEVANT LA COUR D'APPEL

164. Un jugement final de la Cour provinciale rendu dans l'exercice de la compétence que lui confère le chapitre XII est susceptible d'appel à la Cour d'appel.

CHAPITRE XIV

CASSATION OU NULLITÉ DU RÔLE

165. Le rôle ou l'une de ses inscriptions peut être cassé au moyen d'une action ou d'une requête en cassation, conformément à la loi qui régit la corporation municipale intéressée.

Toutefois, ce recours ne peut plus être intenté après l'expiration d'un délai de trois mois à compter de l'expédition de l'avis visé à l'article 77 ou 175, selon le cas. Dans le cas prévu par l'article 178, ce recours ne peut plus être intenté après l'expiration du délai prévu par le paragraphe 5° du troisième alinéa de cet article.

166. L'article 165 n'exclut pas le recours prévu par l'article 33 du Code de procédure civile, qui ne peut toutefois pas être intenté après l'expiration du délai prévu par le deuxième alinéa de l'article 165.

167. Le recours visé à l'article 165 ou 166 ne peut être fondé sur le fait que les valeurs inscrites au rôle ne correspondent pas toutes à la même proportion de la valeur réelle des unités d'évaluation, ni sur un motif qui donne ouverture à une plainte en vertu du chapitre X.

168. Lorsque les recours prévus par les articles 119, 165 et 166 sont exercés simultanément et concernent les mêmes inscriptions, le Bureau doit surseoir à toute procédure relative à la plainte jusqu'au jugement de dernier ressort sur le recours en cassation ou en nullité.

CHAPITRE XV

TENUE À JOUR DU RÔLE

169. L'évaluateur modifie le rôle pour :

1° le rendre conforme à une décision du Bureau rendue en vertu de l'article 150;

2° remplacer une inscription cassée ou déclarée nulle, dans la mesure où le tribunal ne prescrit pas le contenu de la nouvelle inscription et n'a pas cassé le rôle entièrement ou ne l'a pas déclaré entièrement nul;

3° donner suite à une mutation de propriété, sur réception de l'avis prévu par l'article 50 de la Loi sur les bureaux d'enregistrement (L.R.Q., c. B-9) ou sur preuve suffisante;

4° y inscrire un immeuble qui en a été indûment omis ou en rayer un bien qui y a été indûment inscrit;

5° indiquer le caractère non imposable d'un immeuble ou indiquer la partie de sa valeur qui n'est pas imposable, si cette indication a été indûment omise, ou la supprimer si elle a été indûment inscrite;

6° refléter la diminution de valeur d'une unité d'évaluation par suite d'incendie, destruction, démolition ou disparition d'un immeuble;

7° donner suite à la réalisation d'une condition prévue par l'article 28;

8° tenir compte du fait qu'un bien inscrit au rôle cesse d'être un immeuble devant y être porté, ou qu'un bien non inscrit au rôle devient un tel immeuble;

9° tenir compte du fait qu'un immeuble exempt de taxe cesse de l'être ou vice versa;

10° tenir compte d'un changement d'occupant lorsque celui-ci est réputé propriétaire de l'immeuble ou que la présente loi prévoit son inscription au rôle;

11° tenir compte du fait qu'une partie de la valeur d'une unité d'évaluation devient non imposable ou cesse de l'être, ou du fait que la partie non imposable de la valeur d'une unité d'évaluation augmente ou diminue;

12° donner suite à la division ou à la subdivision d'un immeuble;

13° effectuer les changements nécessaires quant aux renseignements requis aux fins de la surtaxe sur les terrains vagues desservis;

14° tenir compte du fait qu'une ferme est incluse dans une zone agricole ou en est exclue;

15° effectuer les changements nécessaires quant aux renseignements requis aux fins de cotisations scolaires.

170. Dans le cas d'une modification visée au paragraphe 2°, 3°, 4°, 6°, 7°, 8° ou 12° de l'article 169, l'évaluateur refait l'évaluation de l'unité d'évaluation touchée. Il en est de même dans le cas d'une modification visée au paragraphe 1° de cet article, si la décision du Bureau l'ordonne ou si la modification pouvait être effectuée en vertu d'un autre paragraphe visé au présent alinéa.

Pour déterminer la nouvelle valeur à inscrire, la section II du chapitre V s'applique.

L'inscription de la nouvelle valeur en vertu du présent article fait partie de la modification visée à l'article 169.

171. L'évaluateur effectue une modification visée à l'article 169 au moyen d'un certificat qu'il signe. Si l'évaluateur est une société ou une corporation, son représentant désigné en vertu de l'article 17 signe le certificat.

La signature peut être imprimée, lithographiée ou gravée sur le certificat.

172. Les modifications faites en vertu de l'article 169 ont effet comme suit:

1° celle visée au paragraphe 1° de cet article a effet à compter du jour de l'entrée en vigueur du rôle, sauf si elle pouvait être faite par l'évaluateur en vertu d'un autre paragraphe de cet article, auquel cas elle a effet comme si elle avait été faite en vertu de cet autre paragraphe;

2° celle visée au paragraphe 2° de cet article a effet à compter du jour de l'entrée en vigueur du rôle;

3° celle visée au paragraphe 3° de cet article a effet à compter de l'enregistrement de la mutation ou de la réception d'une preuve suffisante;

4° celles visées aux paragraphes 4° et 5° de cet article ont effet pour l'exercice financier au cours duquel elles sont faites et pour l'exercice antérieur si le rôle en vigueur pour ce dernier contenait la même erreur;

5° celles visées aux paragraphes 6° à 14° de cet article ont effet à compter de la date fixée dans le certificat de l'évaluateur, laquelle ne peut être antérieure à la plus récente parmi les dates suivantes:

a) celle où survient l'événement qui justifie la modification, et

b) le premier jour de l'exercice financier qui précède celui au cours duquel la modification est faite;

6° celle visée au paragraphe 15° de cet article a effet à compter de l'exercice financier scolaire suivant, dans le cas d'une mutation de propriété survenant en cours d'année ou dans le cas de changement de commission scolaire en vertu de l'article 39 de la Loi sur l'instruction publique, et, dans les autres cas, à compter de la date où le changement aurait dû être effectué, jusqu'à concurrence d'un exercice financier antérieur.

173. Lorsqu'une modification faite en vertu de l'article 169 a effet à compter d'une date antérieure à l'exercice financier au

cours duquel elle est effectuée, elle est censée être également une modification correspondante au rôle qui était en vigueur au cours de l'exercice financier antérieur.

174. Après l'avoir signé, l'évaluateur transmet son certificat au greffier de la corporation municipale intéressée.

175. Après avoir reçu le certificat, le greffier expédie un avis de la modification au propriétaire du bien à l'égard duquel celle-ci est faite, par courrier recommandé ou certifié.

Cet avis mentionne également le droit visé à l'article 176 et indique la façon de l'exercer et la date avant laquelle il peut être exercé.

Le greffier de la corporation municipale transmet une copie de l'avis au greffier de la municipalité, s'il y a lieu, et au secrétaire-trésorier de la commission scolaire intéressée.

Au moins une fois par mois à compter de l'expédition d'un premier avis en vertu du premier alinéa, le greffier de la corporation municipale publie dans un journal diffusé dans le territoire de celle-ci un avis mentionnant que des modifications au rôle ont été apportées, que les copies des avis faisant état de ces modifications sont déposées à son bureau et que toute personne intéressée peut en prendre connaissance à cet endroit.

Si, au cours du mois qui suit une publication, le greffier n'expédie aucun nouvel avis en vertu du premier alinéa, il n'est pas tenu de faire une nouvelle publication à l'expiration de ce mois, et ainsi de mois en mois tant qu'il n'expédie pas un nouvel avis.

176. Les recours prévus par les articles 119, 165 et 166 peuvent être exercés à l'égard d'une modification faite en vertu de l'article 169, dans le délai prévu par l'article 127 et le deuxième alinéa de l'article 165, respectivement.

Le recours prévu par l'article 119 ne peut être exercé à l'égard d'une modification faite en vertu du paragraphe 1^o de l'article 169, ni à l'égard d'une modification faite en vertu du paragraphe 3^o de cet article qui n'affecte pas la valeur inscrite au rôle de l'unité d'évaluation ou la cotisation scolaire.

177. Le greffier de la corporation municipale modifie le rôle pour le rendre conforme à une décision de dernier ressort rendue sur une plainte ou un recours en cassation ou en nullité dont il fait l'objet, sous réserve de l'article 178.

Cette modification est faite dans les trente jours de la date de la décision de dernier ressort.

Elle a effet depuis le jour de l'entrée en vigueur du rôle, ou, dans le cas où elle porte sur une modification faite en vertu de l'article 169, depuis le jour où cette dernière a effet.

178. Si le rôle est cassé ou déclaré nul en totalité, la municipalité en fait confectionner un nouveau. Ce nouveau rôle est déposé au plus tard à la date fixée par le ministre. A compter de ce dépôt, il remplace rétroactivement le rôle cassé ou déclaré nul.

Dans l'intervalle entre la date du jugement et celle du dépôt du nouveau rôle, le rôle cassé ou déclaré nul est provisoirement remplacé par celui qui l'a précédé.

Les autres dispositions de la présente loi qui ne sont pas inconciliables avec le présent article s'appliquent au nouveau rôle, avec les adaptations suivantes:

1° le nouveau rôle doit être confectionné de façon à refléter ce que le rôle cassé ou déclaré nul aurait dû contenir au moment de son dépôt, et les modifications apportées à ce dernier rôle en vertu de l'article 169, et qui ont eu effet après son entrée en vigueur, sont reproduites à l'égard du nouveau rôle au moyen de certificats y annexés, qui indiquent la date de la prise d'effet de ces modifications;

2° le contenu de l'avis prévu par l'article 70 est modifié pour tenir compte des paragraphes 3° et 4°;

3° les documents visés à l'article 77 sont expédiés dans les trente jours qui suivent le dépôt du nouveau rôle;

4° une plainte à l'égard du nouveau rôle doit être déposée dans les soixante jours de l'expédition prévue par le paragraphe 3°, et une requête en correction d'office peut être faite jusqu'à l'expiration de ce délai;

5° un recours en cassation ou en nullité à l'égard du nouveau rôle ou de l'une de ses inscriptions doit être exercé dans les trois mois de l'expédition prévue par le paragraphe 3°.

179. Après la modification d'un rôle en vertu de l'article 169 ou 177, ou le dépôt d'un nouveau rôle en vertu de l'article 178, le rôle de perception est modifié ou refait en conséquence, s'il y a lieu.

CHAPITRE XVI

RÔLE DE LA VALEUR LOCATIVE

180. La municipalité fait confectionner par son évaluateur, pour chaque exercice financier municipal, le rôle de la valeur

locative de chaque corporation municipale à l'égard de laquelle elle a compétence en vertu du chapitre II, si la corporation municipale adopte une résolution à cet effet au plus tard le 31 mars précédant le début de l'exercice financier.

La résolution doit préciser si le rôle de la valeur locative est destiné à servir non seulement aux fins de la taxe d'affaires mais également aux fins d'une autre taxe, d'une compensation ou d'un tarif. Si la résolution ne contient pas cette précision, le rôle de la valeur locative est censé être destiné à ne servir qu'aux fins de la taxe d'affaires.

S'il y a lieu, le greffier de la corporation municipale transmet cette résolution à celui de la municipalité.

Cette résolution est transmise à l'évaluateur dans les quinze jours de son adoption ou de sa réception par la municipalité, selon le cas.

La municipalité peut faire confectionner le rôle de la valeur locative même si la résolution a été adoptée ou transmise après l'expiration du délai fixé.

181. Dans le cas où la corporation municipale est visée à l'article 4 ou 5 ou a délégué l'exercice de sa compétence en matière d'évaluation foncière en vertu de l'article 189, elle supporte seule les frais relatifs à la confection et à la tenue à jour de son rôle de la valeur locative.

182. Est inscrite au rôle de la valeur locative chaque place d'affaires située dans le territoire de la corporation municipale:

1° qui fait partie d'une unité d'évaluation devant être portée au rôle d'évaluation foncière, et

2° où est exercée une activité distincte visée au premier alinéa de l'article 226.

Dans le cas où il s'agit d'un rôle de la valeur locative qui est destiné à servir aux fins non seulement de la taxe d'affaires mais également d'une autre taxe, d'une compensation ou d'un tarif, est inscrit à ce rôle chaque immeuble, ci-après appelé «local», qui peut être occupé distinctement et qui fait partie d'une unité d'évaluation devant être portée au rôle d'évaluation foncière. Chaque local inscrit au rôle de la valeur locative et qui constitue une place d'affaires au sens du premier alinéa doit être identifié comme telle.

183. Le rôle de la valeur locative indique la valeur locative de chaque place d'affaires ou local.

L'article 38 s'applique, en l'adaptant, au rôle de la valeur locative.

184. La valeur locative d'une place d'affaires ou d'un local est établie sur la base du loyer annuel net le plus probable qui proviendrait de sa location en vertu d'un bail renouvelable d'année en année, selon les conditions du marché.

Le loyer annuel net est la partie du loyer annuel brut qui est censée rester au locateur après déduction d'un montant raisonnable destiné à payer les frais d'exploitation de l'immeuble visé, sur une base annuelle, y compris les taxes foncières générales.

185. Les articles 39 à 42 s'appliquent pour l'établissement de la valeur locative d'une place d'affaires ou d'un local, en faisant les adaptations suivantes:

- 1° «valeur réelle» signifie «valeur locative»;
- 2° «unité d'évaluation» signifie «place d'affaires» ou «local»;
- 3° «valeur d'échange» signifie «valeur de location»;
- 4° «prix» ou «prix de vente» signifie «loyer annuel»;
- 5° «vente» signifie «bail renouvelable d'année en année»;
- 6° «vendeur» et «acheteur» signifient respectivement «locateur» et «locataire»;
- 7° «vendre» et «acheter» signifient respectivement «donner à bail» et «prendre à bail».

186. Une place d'affaires est portée au rôle de la valeur locative au nom de la personne qui y exerce une activité visée au premier alinéa de l'article 226.

Un local est porté au rôle de la valeur locative au nom de la personne qui l'occupe.

187. L'évaluateur modifie le rôle de la valeur locative pour:

1° y inscrire ou en rayer le nom de l'occupant d'une place d'affaires ou d'un local qui en a été indûment omis ou qui y a été indûment inscrit;

2° tenir compte du fait qu'une personne commence à occuper une place d'affaires ou un local, ou cesse de l'occuper.

Sur le certificat de modification, l'évaluateur indique la date à laquelle commence ou cesse l'occupation d'une place d'affaires ou d'un local par un occupant.

Dans le présent article, le mot «occupant» signifie la personne visée à l'article 186.

188. Les autres chapitres s'appliquent, en les adaptant, à l'égard du rôle de la valeur locative, sauf dans la mesure où ils sont inconciliables avec le présent chapitre.

Le compte de la taxe d'affaires tient lieu d'avis d'évaluation; il indique la valeur locative de la place d'affaires, la façon de formuler une plainte et le délai dans lequel elle doit être déposée, et contient toute autre mention exigée par le règlement adopté en vertu du paragraphe 3° de l'article 252.

CHAPITRE XVII

ENTENTES

189. Une municipalité peut conclure une entente par laquelle elle délègue à une autre municipalité l'exercice de sa compétence en matière d'évaluation foncière.

190. Une corporation municipale ou une municipalité peut conclure une entente par laquelle elle délègue à une autre corporation municipale ou municipalité l'exercice de sa compétence en matière d'expédition des avis d'évaluation et des comptes de taxes et en matière de perception des taxes.

191. Une entente visée à l'article 189 ou 190 doit indiquer sa durée; à défaut, l'entente n'a effet que pour un seul exercice financier.

Une telle entente doit également prévoir les modalités du partage des dépenses qui en découlent.

192. Une entente conclue en vertu de l'article 189 ou 190 doit pour entrer en vigueur être ratifiée par un règlement du conseil de chaque corporation municipale ou municipalité qui y est partie.

193. Aucun fonctionnaire ou employé d'une corporation municipale ou d'une municipalité qui consacre tout son temps de travail à une matière visée à l'article 189 ou 190 ne peut être destitué du seul fait de la délégation de l'exercice d'une compétence en vertu de cet article.

194. Dans le cas où une corporation municipale ou une municipalité qui a délégué l'exercice de sa compétence en vertu de l'article 189 ou 190 destitue un fonctionnaire ou employé visé à

l'article 193, la résolution destituant celui-ci doit lui être signifiée personnellement en lui en remettant copie.

La personne ainsi destituée peut interjeter appel de cette décision à la Commission qui en décide en dernier ressort, après enquête.

Cet appel est formé dans les quinze jours de la signification de la résolution.

Si l'appel est maintenu, la Commission peut aussi ordonner à la corporation municipale ou à la municipalité de payer à l'appelant une somme d'argent qu'elle détermine pour l'indemniser des dépenses qu'il a encourues pour cet appel. L'ordonnance à cette fin est homologuée sur requête de l'appelant par la Cour provinciale ou la Cour supérieure, selon le montant fixé. L'appelant peut ensuite exécuter le jugement contre la corporation municipale ou la municipalité.

195. Lorsqu'un fonctionnaire ou employé visé à l'article 193 d'une corporation municipale ou d'une municipalité dont l'exercice d'une compétence visée à l'article 189 ou 190 est délégué à une autre corporation municipale ou municipalité passe à l'emploi de cette dernière à l'occasion de cette délégation, les bénéfices sociaux accumulés à son crédit sont transférables à sa demande, aux conditions fixées par la Régie des rentes du Québec.

Les bénéfices sociaux prévus par le premier alinéa comprennent ceux qui sont accumulés dans une caisse, un plan ou un fonds administré par l'employeur, par l'employeur et les employés, ou par un tiers pour le compte de fonctionnaires ou employés municipaux.

CHAPITRE XVIII

DISPOSITIONS FISCALES

SECTION I

IMMEUBLES IMPOSABLES

§ 1.—*Règle*

196. Un immeuble porté au rôle est imposable et sa valeur imposable est celle inscrite au rôle en vertu des articles 38 à 51, sauf si la présente loi prévoit que seule une partie de cette valeur est imposable.

§ 2.—*Exceptions*

197. Sont exempts de toute taxe foncière, municipale ou scolaire:

1° un immeuble appartenant à la Couronne du chef du Canada ou à l'un de ses mandataires qui bénéficie des droits et privilèges de celle-ci;

2° un immeuble appartenant à la Couronne du chef du Québec;

3° un immeuble appartenant à la Régie des installations olympiques;

4° un immeuble appartenant à une corporation municipale qui est situé dans son territoire et qu'aucune loi n'assujettit à cette taxe;

5° un immeuble appartenant à une corporation municipale et situé hors de son territoire;

6° un immeuble appartenant à une Communauté, à une corporation de comté ou à un mandataire d'une Communauté, d'une corporation de comté ou d'une corporation municipale et qu'aucune loi n'assujettit à cette taxe, de même qu'un immeuble appartenant à une commission de transport dont le budget, selon la loi, est soumis à un collège d'élus municipaux;

7° un terrain qui n'est pas visé par un autre paragraphe, qui appartient à un organisme public ou est administré ou géré par lui, et qui constitue l'assiette:

a) d'une voie publique ou d'un ouvrage qui en fait partie, ou

b) d'un ouvrage utilisé pour la protection de la faune ou de la forêt et situé dans un territoire visé à l'article 8;

8° un immeuble appartenant à une corporation épiscopale, une fabrique, une institution religieuse ou une Église constituée en corporation, et qui sert principalement soit à l'exercice du culte public, soit comme palais épiscopal, soit comme presbytère, à raison d'un seul par église, de même que ses dépendances immédiates utilisées aux mêmes fins;

9° un immeuble qui sert de cimetière pour les êtres humains, sauf s'il est exploité dans un but lucratif;

10° un immeuble à l'usage du public, utilisé sans but lucratif et uniquement à des fins culturelles, scientifiques, récréatives ou sociales, par une institution ou un organisme reconnu par la Commission, après consultation de la corporation municipale, comme remplissant les conditions du présent paragraphe dans l'intérêt du bien commun;

11° un immeuble qui appartient à une société d'agriculture ou d'horticulture et qui est spécialement utilisé par cette société à des fins d'exposition;

12° un immeuble appartenant à une institution religieuse ou charitable ou à une fabrique, utilisé par elle ou gratuitement par une autre institution religieuse ou charitable ou une autre fabrique, non en vue d'un revenu mais dans la poursuite immédiate de ses objets constitutifs de nature religieuse ou charitable, de même que ses dépendances immédiates utilisées aux mêmes fins;

13° un immeuble appartenant à une commission scolaire, un collège d'enseignement général et professionnel ou un établissement universitaire au sens de la Loi sur les investissements universitaires (L.R.Q., c. I-17);

14° un immeuble appartenant à un établissement public au sens de la Loi sur les services de santé et les services sociaux (L.R.Q., c. S-5), y compris un centre d'accueil visé à l'article 11 de cette loi, et qui sert aux fins prévues par cette loi;

15° un immeuble appartenant à une personne qui détient un permis d'enseignement général ou d'enseignement pour l'enfance inadaptée, au niveau élémentaire, en vertu de la Loi sur l'enseignement privé (L.R.Q., c. E-9), et qui sert à cet enseignement;

16° un immeuble appartenant à une institution d'enseignement privé reconnue d'intérêt public ou reconnue à des fins de subventions en vertu de la Loi sur l'enseignement privé, et qui sert à cet enseignement;

17° un immeuble appartenant à un syndicat professionnel constitué en corporation en vertu de la Loi sur les syndicats professionnels (L.R.Q., c. S-40) ou un immeuble utilisé pour ou à l'usage d'un tel syndicat, si la Commission, après consultation de la corporation municipale, reconnaît que cet immeuble est utilisé comme salle de réunions syndicales, bibliothèque ou salle de conférences, ou à d'autres fins sociales aux conditions prévues par la Commission.

198. Une corporation municipale peut, par règlement de son conseil, assujettir au paiement d'une compensation pour services municipaux les propriétaires d'un immeuble visé au paragraphe 5°, 6°, 10° ou 11° de l'article 197 et situé dans son territoire.

La compensation est imposée selon la valeur de l'immeuble, au taux fixé par le conseil. Le taux peut différer selon les catégories d'immeubles mais il ne peut être supérieur à celui de la taxe foncière générale ni excéder cinquante cents par cent dollars d'évaluation.

Le présent article s'applique également à l'égard d'un terrain visé au paragraphe 12° de l'article 197; dans ce cas, le taux de la compensation ne peut être supérieur à celui de la taxe foncière générale ni excéder quatre-vingts cents par cent dollars d'évaluation du terrain.

La compensation prévue par le présent article remplace toute autre taxe ou compensation imposable pour la fourniture de services municipaux.

199. Une corporation municipale et le propriétaire d'un immeuble visé au paragraphe 5°, 6°, 10°, 11° ou 12° de l'article 197 et situé dans son territoire peuvent conclure une entente en vertu de laquelle ce propriétaire s'engage à payer à la corporation municipale une somme d'argent en sus de la compensation exigible en vertu de l'article 198, en contrepartie des services municipaux dont bénéficie son immeuble.

200. Le propriétaire d'un immeuble visé au paragraphe 13°, 14°, 15° ou 16° de l'article 197 est tenu de payer à la corporation municipale dans le territoire de laquelle se trouve l'immeuble, à titre de taxe foncière municipale sur cet immeuble, une compensation dont le montant est déterminé conformément au règlement adopté en vertu du paragraphe 2° de l'article 251.

201. Un immeuble visé à l'article 197 est imposable s'il est occupé par une personne autre que celles visées à cet article, sauf si celle qui l'occupe est un mandataire de la Couronne du chef du Québec.

Dans le cas prévu par le premier alinéa, l'immeuble est inscrit au nom du locataire ou, à défaut, de l'occupant.

202. La Commission peut, après avoir consulté la corporation municipale, révoquer la reconnaissance accordée en vertu du paragraphe 10° ou 17° de l'article 197.

La corporation municipale peut demander à la Commission de révoquer une telle reconnaissance.

La Commission ou la corporation municipale peut exiger la production des états financiers d'une institution ou d'un organisme reconnu en vertu du paragraphe 10° ou 17° de l'article 197, ou qui demande d'être ainsi reconnu.

203. Les immeubles d'un gouvernement étranger peuvent être déclarés exempts de toute taxe foncière municipale ou scolaire par le gouvernement du Québec, dans la mesure et aux conditions qu'il détermine.

Le gouvernement du Québec peut également s'engager à verser une compensation à titre de taxes municipales ou scolaires à l'égard d'un immeuble ainsi exempté.

SECTION II

RÉGIMES FISCAUX PARTICULIERS

§ 1.—*Terrains de golf*

204. La valeur imposable d'un terrain utilisé comme parcours de golf d'une superficie de vingt hectares ou plus ne peut excéder deux mille cinq cents dollars l'hectare.

La valeur des ouvrages d'aménagement du terrain visé au premier alinéa n'est pas imposable.

205. L'article 204 ne s'applique à un terrain que si son propriétaire a déposé, au bureau d'enregistrement de la division dans laquelle ce terrain est situé et au bureau du greffier de la corporation municipale intéressée, un acte décrivant le terrain accompagné d'un plan et d'une description technique préparés par un arpenteur.

206. Si un terrain visé à l'article 204 cesse d'être utilisé comme parcours de golf, celui qui est tenu de payer les taxes à l'égard de l'unité d'évaluation dont ce terrain fait partie doit payer à la corporation municipale et à la commission scolaire la différence entre le montant des taxes foncières qui leur a été respectivement payé et celui qui aurait été autrement exigible à l'égard de cette unité d'évaluation, pour chaque exercice financier au cours duquel l'article 204 s'est appliqué, jusqu'à concurrence de dix exercices financiers.

§ 2.—*Fermes et boisés*

207. La valeur imposable du terrain d'une ferme ou d'un boisé ne peut excéder trois cent soixante-quinze dollars l'hectare.

Le total des taxes foncières municipales sur une ferme ou un boisé, y compris les maisons et les autres bâtiments qui s'y trouvent et qui sont destinés à son exploitation, ne doit pas dépasser annuellement deux pour cent de la valeur imposable de la ferme ou du boisé.

Une taxe imposée spécifiquement aux fins de payer en tout ou en partie le coût de travaux de drainage, ou aux fins de rembourser un emprunt contracté, ou des obligations émises, pour payer ce coût en tout ou en partie, n'est pas visé au deuxième alinéa.

208. Le ministre de l'agriculture et de l'alimentation rembourse au propriétaire ou à l'occupant d'une ferme, s'il est un producteur agricole au sens de la Loi sur les producteurs agricoles

(L.R.Q., c. P-28), une partie du montant des taxes foncières municipales, des taxes foncières scolaires qui n'excèdent pas le maximum fixé par la loi et des compensations pour services municipaux.

Cette partie est égale à:

1° soixante-dix pour cent de ce montant, si la ferme est comprise dans une zone agricole en vertu de la Loi sur la protection du territoire agricole, ou

2° quarante pour cent de ce montant, si la ferme est située en dehors d'une région agricole désignée établie conformément à cette loi, ou dans le territoire d'une corporation municipale, comprise dans une telle région, où il n'y a pas eu de décret de zone agricole.

La demande de remboursement doit être faite par écrit au ministre de l'agriculture et de l'alimentation dans les trois ans du jour où les taxes ou les compensations sont exigibles.

209. Les articles 207 et 208 cessent de s'appliquer à une ferme ou à un boisé dès que la propriété en est cédée à une personne qui l'acquiert à des fins de lotissement, de développement résidentiel, industriel ou commercial, de spéculation ou d'opérations immobilières.

Cependant, ils s'y appliquent de nouveau au cas de retour de cette ferme ou de ce boisé au cédant ou à ses ayants droit par suite de la résolution de la cession ou d'une dation en paiement, consécutive ou non à un jugement, ou par suite d'un jugement prononçant la nullité ou l'annulation de la cession.

210. Dans une région agricole désignée établie conformément à la Loi sur la protection du territoire agricole, lorsqu'une ferme n'est pas comprise dans la zone agricole de la corporation municipale établie conformément à cette loi, ou en est exclue, le deuxième alinéa de l'article 207 cesse de s'appliquer à cette ferme à compter du deuxième exercice financier municipal qui suit celui au cours duquel survient l'entrée en vigueur du décret de zone agricole ou l'exclusion, selon le cas.

À l'égard de cette ferme, pour les quatrième, cinquième et sixième exercices financiers municipaux qui suivent celui au cours duquel survient l'entrée en vigueur du décret de zone agricole ou l'exclusion, selon le cas, le maximum de la valeur imposable du terrain prévu par le premier alinéa de l'article 207 est respectivement de mille deux cent cinquante, deux mille cinq cents et cinq mille dollars l'hectare. Par la suite, l'alinéa mentionné cesse de s'appliquer à cette ferme.

211. Le propriétaire ou l'occupant d'une ferme, s'il est un producteur agricole au sens de la Loi sur les producteurs agricoles, continue d'avoir droit au remboursement prévu par le paragraphe 2° du deuxième alinéa de l'article 208, pour le premier exercice financier municipal ou scolaire qui suit celui au cours duquel survient l'entrée en vigueur du décret de zone agricole, si la ferme n'est pas comprise dans cette zone.

Le premier alinéa ne s'applique pas si la ferme est exclue de la zone agricole après l'entrée en vigueur du décret.

212. Sous réserve de l'article 213, si les articles 207 et 208 cessent de s'appliquer à une ferme ou à un boisé en vertu de l'article 209, celui qui est tenu de payer les taxes à l'égard de cette ferme ou de ce boisé doit payer, pour chaque exercice financier municipal ou scolaire, selon le cas, depuis que la ferme ou le boisé a été acquis à une fin visée à l'article 209, jusqu'à concurrence de cinq exercices financiers:

1° à la corporation municipale, la différence entre le montant de taxes foncières municipales qui a été payé et celui qui aurait été exigible à l'égard de la ferme ou du boisé si l'article 207 ne s'était pas appliqué, diminuée du montant visé au paragraphe 4°;

2° à la commission scolaire, la différence entre le montant de taxes foncières scolaires qui a été payé et celui qui aurait été exigible à l'égard de la ferme ou du boisé si le premier alinéa de l'article 207 ne s'était pas appliqué;

3° au ministre de l'agriculture et de l'alimentation, les sommes que ce dernier a versées conformément à l'article 208 à l'égard de la ferme ou du boisé;

4° au gouvernement, un montant égal à la partie de la somme versée à la corporation municipale en vertu de l'article 248 qui est attribuable à la ferme ou au boisé.

213. Lorsqu'une ferme est exclue de la zone agricole, sauf en raison d'une expropriation, l'article 212 s'applique pour chaque exercice financier municipal ou scolaire, selon le cas, pendant lequel la ferme était incluse dans la zone agricole, jusqu'à concurrence de dix exercices financiers depuis l'établissement de la zone agricole.

§ 3.—*Réseaux de distribution de gaz,
de télécommunication et d'énergie électrique*

214. Une personne qui exploite ou a exploité un réseau dont certains immeubles ne sont pas portés au rôle, en vertu des articles 63 à 65, doit payer, à titre de taxe foncière municipale sur ces immeubles pour chaque exercice financier municipal coïncidant

avec une année civile donnée, une taxe sur son revenu brut imposable pour son exercice financier terminé pendant l'année civile précédant l'année donnée, égale à:

1° dans le cas d'un réseau de distribution de gaz aux consommateurs du Québec ou d'un réseau de production, de transmission ou de distribution d'énergie électrique, trois pour cent de ce revenu;

2° dans le cas d'un réseau de câblodistribution, deux pour cent de la partie de ce revenu qui n'excède pas cinq millions de dollars plus trois pour cent de la partie de ce revenu qui excède cinq millions de dollars;

3° dans les autres cas, trois pour cent de la partie de ce revenu qui n'excède pas cinq millions de dollars plus cinq pour cent de la partie de ce revenu qui excède cinq millions de dollars.

215. La taxe payable en vertu de l'article 214 comprend également, dans le cas d'une personne autre qu'Hydro-Québec et ses filiales qui exploite ou a exploité un réseau de production d'énergie électrique et qui consomme elle-même une partie de l'énergie électrique qu'elle produit, un montant calculé conformément aux articles 216 et 217.

216. Le montant visé à l'article 215 est égal à la partie du montant calculé conformément à l'article 217 qui correspond à la partie de l'énergie électrique produite par la personne visée à l'article 215 et qui a été consommée par celle-ci, pendant son exercice financier terminé au cours de l'exercice financier municipal précédant celui pour lequel la taxe est payable.

217. Le montant qui sert de base au calcul prévu par l'article 216 est établi en effectuant les opérations suivantes:

1° la division du montant visé au sous-paragraphe *a* par le nombre visé au sous-paragraphe *b*:

a) le montant des taxes foncières municipales payables pour l'exercice financier municipal commencé en 1971, à l'égard des immeubles du réseau non portés au rôle en vertu de l'article 16 de la Loi sur l'évaluation foncière;

b) le nombre moyen de chevaux-vapeur produits par l'exploitant du réseau au cours des exercices financiers municipaux commencés en 1968, 1969, 1970 et 1971, y compris le nombre de chevaux-vapeur compensés gratuitement par Hydro-Québec et ses filiales;

2° la multiplication du quotient obtenu en vertu du paragraphe 1° par le nombre moyen de chevaux-vapeur produits par l'exploitant du réseau au cours des cinq exercices financiers muni-

cipaux précédant celui pour lequel la taxe est payable, y compris le nombre de chevaux-vapeur compensés par Hydro-Québec et ses filiales.

218. Lorsqu'une personne visée à l'article 214 exploite ou a exploité un réseau qui n'est pas confiné au Québec, le montant de la taxe prévue par cet article est réduit selon les règles de calcul prévues par le règlement adopté en vertu du paragraphe 3° de l'article 251.

219. Une personne visée à l'article 214 doit, dans les six mois qui suivent la fin de son exercice financier, transmettre au ministre du revenu une déclaration selon la formule prescrite par ce dernier en vertu de l'article 254, un état de son revenu brut gagné au cours de cet exercice financier dans le territoire de chaque corporation municipale du Québec, ainsi qu'un état de son revenu brut imposable pour le même exercice.

220. Le montant de la taxe prévue par l'article 214 doit être versé au ministre du revenu au plus tard le dernier jour du sixième mois suivant la fin de chaque exercice financier de la personne visée à cet article. Le ministre du revenu perçoit cette taxe pour le compte des corporations municipales.

221. Lorsqu'une corporation visée à l'article 214 cesse d'exister par suite d'une fusion au sens de l'article 544 de la Loi sur les impôts (L.R.Q., c. I-3), avant d'avoir payé la taxe dont elle est débitrice en vertu de l'article 214, la corporation issue de la fusion est tenue aux obligations de celle qui cesse d'exister.

Lorsqu'une corporation visée à l'article 214 cesse d'exister pour une autre raison, avant d'avoir payé la taxe, ses administrateurs en fonction au moment où elle cesse d'exister sont tenus à ses obligations, conjointement et solidairement.

222. Aux fins de la présente sous-section, on entend par:

1° «revenu brut»:

a) dans le cas d'un réseau de distribution de gaz aux consommateurs du Québec, l'ensemble des revenus bruts provenant de la vente, aux consommateurs du Québec, de gaz non liquéfié;

b) dans le cas d'un réseau de télécommunication, l'ensemble des revenus bruts provenant de l'exploitation de ce réseau, à l'exclusion des suivants:

i. le remboursement de frais d'installation, de construction ou de réparation d'équipement;

ii. le remboursement de frais de raccordement d'équipement fourni par un client;

iii. les revenus bruts provenant de la location de temps ou d'espace à des fins publicitaires;

iv. les intérêts ou les frais d'administration sur les comptes en souffrance;

v. les revenus bruts provenant de la vente d'équipement;

vi. les revenus bruts provenant de la location de câblodistributeurs;

c) dans le cas d'un réseau de production, de transmission ou de distribution d'énergie électrique, l'ensemble des revenus bruts provenant de la vente d'énergie électrique aux consommateurs du Québec desservis par ce réseau;

2° «revenu brut imposable»:

a) dans le cas d'un réseau visé au sous-paragraphe a du paragraphe 1°, le revenu brut défini à ce sous-paragraphe, augmenté du montant des revenus bruts provenant de la vente de gaz liquéfié et de la vente de gaz hors du Québec, et diminué du montant des achats de gaz;

b) dans le cas d'un réseau visé au sous-paragraphe b du paragraphe 1°, le revenu brut défini à ce sous-paragraphe, diminué des montants suivants:

i. un montant payé ou à payer, selon le cas, à une autre entreprise de télécommunication, ou à une entreprise de production, transmission ou distribution d'énergie électrique, pour la location d'une partie ou de l'ensemble d'un réseau;

ii. un montant raisonnable à titre de réserve pour créances douteuses;

iii. dans le cas d'une entreprise de téléphone, un montant payé ou à payer, selon le cas, à une autre telle entreprise en vertu d'un accord ayant pour objet d'assurer l'acheminement des appels interurbains;

iv. dans le cas d'une entreprise de câblodistribution, les frais de production d'émissions de télévision;

c) dans le cas d'un réseau visé au sous-paragraphe c du paragraphe 1°, la somme des montants suivants:

i. le montant des revenus bruts provenant de la vente d'énergie électrique pour consommation au Québec, diminué du montant des achats d'énergie électrique destinée à la revente, si cette énergie est produite au Québec, et

ii. le montant des revenus bruts provenant de la vente d'énergie électrique à un transporteur qui l'exporte hors du Québec.

223. Les articles 214 à 222, le paragraphe 3° de l'article 251 et l'article 254 sont considérés comme une loi fiscale au sens de la Loi sur le ministère du revenu (L.R.Q., c. M-31).

224. Les revenus provenant de l'application de l'article 214 sont répartis entre les corporations municipales par la personne, aux époques, d'après les critères et suivant les modalités prévus par le règlement adopté en vertu du paragraphe 4° de l'article 251.

Si une corporation municipale doit recevoir, suivant le règlement visé au premier alinéa, à titre de taxe foncière municipale sur les immeubles visés à l'article 65, une somme inférieure à ce qu'elle aurait reçu pour le même exercice financier en vertu de l'article 99 ou 101 de la Loi sur l'évaluation foncière, selon le cas, la personne visée au premier alinéa verse à cette corporation municipale un montant égal à cette différence, à même les revenus mentionnés au premier alinéa.

Les revenus qui sont répartis en vertu du premier alinéa sont ceux qui restent après en avoir soustrait les sommes nécessaires à l'application du deuxième alinéa et les frais de perception.

§ 4.—*Roulottes*

225. Une corporation municipale peut imposer au propriétaire ou à l'occupant d'une roulotte située dans son territoire un permis d'au plus dix dollars:

1° pour chaque période de trente jours qu'elle y demeure au-delà de quatre-vingt-dix jours consécutifs, si sa longueur ne dépasse pas neuf mètres;

2° pour chaque période de trente jours si sa longueur dépasse neuf mètres.

Le permis est payable d'avance à la corporation municipale pour chaque période de trente jours.

En outre, le propriétaire ou l'occupant d'une roulotte visée au premier alinéa peut être assujetti au paiement d'une compensation pour les services municipaux dont il bénéficie; cette compensation est établie par la corporation municipale et est payable d'avance pour chaque période de trente jours.

Cependant, avec le consentement du propriétaire ou de l'occupant d'une roulotte, une corporation municipale peut percevoir le montant du permis et de la compensation pour une période de douze mois.

Aux fins du présent article, le mot «roulotte» a le sens que lui donne l'article 36.

SECTION III

TAXE D'AFFAIRES

226. Une corporation municipale peut, pour chaque exercice financier, imposer et prélever une taxe d'affaires sur toute personne inscrite au rôle de la valeur locative qui exerce, dans le territoire de la corporation municipale, une activité économique en matière de finance, de commerce, d'industrie ou de services, un métier, un art, une profession ou toute autre activité constituant un moyen de profit, de gain ou d'existence, sauf un emploi ou une charge.

La taxe est imposée pour chaque place d'affaires où une telle personne exerce une telle activité.

La taxe est basée sur la valeur locative de la place d'affaires occupée à une fin visée au premier alinéa.

227. Le taux de la taxe d'affaires ne peut excéder cinq fois et demie le taux global de taxation de la corporation municipale.

228. Aux fins de l'article 227, le taux global de taxation d'une corporation municipale est le quotient obtenu en divisant le montant établi conformément au paragraphe 1° par celui établi conformément au paragraphe 2°:

1° le montant total des revenus prévus pour un exercice financier et provenant des taxes ou compensations qui seront imposées par cette corporation municipale parmi celles visées au règlement adopté en vertu du paragraphe 4° de l'article 252;

2° le montant total de l'évaluation foncière uniformisée de cette corporation municipale pour le même exercice financier.

229. Aux fins de l'article 228, l'évaluation foncière uniformisée d'une corporation municipale est le produit obtenu en multipliant la valeur totale des immeubles imposables inscrits au rôle par le facteur établi pour le rôle en vertu de l'article 253.

230. La taxe d'affaires ne peut être imposée à l'égard:

1° d'une activité exercée dans un immeuble visé à l'article 197 et qui n'est pas imposable en vertu de l'article 201, si cette activité est celle mentionnée à l'article 197 ou, dans le cas où il s'agit d'un immeuble dont l'utilisation n'est pas mentionnée à cet article, si cette activité fait partie des activités normales de la personne visée à cet article;

2° de l'exploitation d'une ferme.

231. Lorsque le taux de la taxe d'affaires excède 15%, le montant de la taxe d'affaires payable pour une place d'affaires ne peut excéder la différence obtenue en soustrayant le montant calculé en vertu du paragraphe 1° de celui calculé en vertu du paragraphe 2°:

1° un montant égal à cinq pour cent de la valeur locative de la place d'affaires;

2° le moindre entre les montants suivants:

a) mille dollars, ou

b) l'excédent du taux de la taxe d'affaires fixé par la corporation municipale sur un taux de dix pour cent de la valeur locative, multiplié par la valeur locative de la place d'affaires.

232. Aux fins de l'article 226, l'exercice d'une activité par une personne comprend le fait pour celle-ci, ses mandataires, employés ou préposés, d'utiliser un terrain ou une construction destiné à remiser ou garer des véhicules qui servent à l'activité, ou de mettre ce terrain ou cette construction à la disposition des clients ou autres personnes se rendant dans la place d'affaires.

233. Si une place d'affaires est successivement occupée, pendant un exercice financier, par plusieurs personnes qui y exercent une activité visée au premier alinéa de l'article 226, et si l'une d'elles a payé la taxe d'affaires pour toute la durée de l'exercice financier pour cette place d'affaires, l'autre personne est exemptée du paiement de cette taxe si elle établit que la personne qui l'a payée lui a cédé sous sa signature le bénéfice de ce paiement et si elle produit le compte acquitté.

234. Une personne assujettie au paiement de la taxe d'affaires qui au cours d'un exercice financier cesse d'occuper une place d'affaires pour en occuper une autre, à une fin mentionnée au premier alinéa de l'article 226, dans le territoire de la même corporation municipale, n'est pas tenue de payer la taxe d'affaires applicable pour la nouvelle place d'affaires, sous réserve du deuxième alinéa.

Si la valeur locative de la nouvelle place d'affaires est supérieure à celle de la première, la personne visée au premier alinéa doit payer le supplément de taxe qui découle de cette différence, sous réserve de l'article 233, proportionnellement à la partie de l'exercice financier non encore écoulée au moment du début de l'occupation de la nouvelle place d'affaires.

235. Si au cours d'un exercice financier une personne assujettie au paiement de la taxe d'affaires cesse d'occuper une place d'affaires mais sans en occuper une autre conformément à l'article

234, elle a droit à un remboursement ou à un crédit, selon le cas, proportionnellement à la partie de l'exercice financier non encore écoulée au moment de la fin de l'occupation de la place d'affaires, sauf si elle a cédé le bénéfice du paiement en vertu de l'article 233.

236. Sous réserve des articles 233 et 234, une personne qui commence à occuper une place d'affaires à une fin visée au premier alinéa de l'article 226 après le début d'un exercice financier est tenue de payer la taxe d'affaires pour cette place d'affaires proportionnellement à la partie de l'exercice financier non encore écoulée au moment du début de l'occupation.

SECTION IV

PERMIS ET LICENCES

237. Le tarif pour la délivrance d'un permis ou d'une licence exigé par une corporation municipale ou une municipalité en vertu de la présente loi ou d'une autre loi est déterminé de façon à ce que le total prévu des revenus que produira la délivrance de ces permis ou licences au cours de l'exercice financier ne dépasse pas le total prévu des frais que la corporation municipale ou la municipalité encourra au cours de cet exercice financier pour délivrer ces permis ou licences et pour vérifier si des actes sont accomplis illégalement sans ces permis ou licences ou au-delà de ce qu'ils permettent.

SECTION V

PAIEMENT ET REMBOURSEMENT DES TAXES

238. Chaque fois qu'une modification au rôle, ou la confection d'un nouveau rôle en remplacement d'un autre cassé ou déclaré nul, a pour effet de modifier la valeur imposable d'une unité d'évaluation, celui qui est tenu de payer les taxes à l'égard de celle-ci doit payer un supplément, ou la corporation municipale ou la commission scolaire doit lui rembourser ce qu'elle a perçu en trop ou lui accorder un crédit, quant aux taxes imposées en fonction de la valeur imposable de cette unité d'évaluation, proportionnellement à la partie de l'exercice financier municipal ou scolaire non encore écoulée au moment de la prise d'effet de la modification ou de l'entrée en vigueur du nouveau rôle.

Le présent article s'applique également lorsque la modification ou la confection d'un nouveau rôle visée au premier alinéa a pour effet d'ajouter, de retrancher ou de modifier une unité d'évaluation.

239. Un supplément de taxes municipales ou scolaires dû par suite d'une modification au rôle effectuée en vertu de l'article 169 doit être payé dans les trente jours de l'expédition d'une demande de paiement.

Ce supplément porte intérêt au même taux que la taxe à compter de l'expiration du délai prévu par le premier alinéa.

Le présent article s'applique également à un supplément dû en vertu de l'article 234.

240. Le montant d'un remboursement de taxes municipales ou scolaires dû par suite d'une circonstance visée à l'article 239, y compris l'intérêt calculé conformément au deuxième alinéa, doit être payé dans les trente jours de la modification du rôle.

Le montant du remboursement porte intérêt, pour la période où l'excédent de taxes a été perçu, au taux qui pouvait pendant cette période être exigé sur les arriérés de taxes.

Le présent article s'applique également, en l'adaptant, à un remboursement dû en vertu de l'article 235.

241. Un supplément de taxes municipales ou scolaires dû par suite d'une modification au rôle effectuée en vertu de l'article 177 ou par suite de la confection d'un nouveau rôle en vertu de l'article 178, y compris l'intérêt calculé conformément au deuxième alinéa, doit être payé dans les trente jours de l'expédition d'une demande de paiement.

Ce supplément porte intérêt au même taux que la taxe à compter de la date où celle-ci est devenue exigible.

242. Le montant d'un remboursement de taxes municipales ou scolaires dû par suite d'une circonstance visée à l'article 241, y compris l'intérêt calculé conformément au deuxième alinéa, doit être payé dans les trente jours de la modification du rôle ou du dépôt du nouveau rôle, selon le cas.

Le montant du remboursement porte intérêt au même taux que la taxe à compter de la date où celle-ci est devenue exigible.

243. Le montant à payer en vertu de l'article 206 ou 211 doit être versé dans les trente jours qui suivent l'expédition d'une demande de paiement.

Une somme impayée après l'expiration d'un délai de trente jours de la date où elle est exigible en vertu du premier alinéa porte intérêt au même taux que les taxes municipales ou scolaires, selon le cas.

244. Le droit de recouvrer un montant visé à la présente section se prescrit par trois ans à compter de l'exigibilité de ce montant.

245. Malgré une disposition inconciliable d'une loi générale ou spéciale, une corporation municipale ou une municipalité qui est chargée de la perception d'une taxe ou d'un montant visé à la présente section doit, si la somme à percevoir est égale ou supérieure à celle fixée par le règlement prévu par le paragraphe 5° de l'article 252, offrir au débiteur la possibilité de la payer en un seul versement ou en plusieurs versements dont le nombre est fixé par le règlement.

Dans le cas où le débiteur choisit de payer en plusieurs versements, un montant calculé selon les règles prévues par le règlement mentionné au premier alinéa est ajouté à la somme à percevoir. L'intérêt et le délai de prescription applicables à la taxe ou au montant visé au premier alinéa s'appliquent à chacun des versements, à compter de son échéance.

Les autres modalités d'application du paiement en plusieurs versements sont fixées dans le règlement mentionné au premier alinéa.

Aucun recours en recouvrement ne peut être exercé contre un débiteur qui fait les versements selon les échéances prescrites. Le solde devient dû lorsqu'un versement n'est pas fait à son échéance.

246. Malgré une disposition inconciliable d'une loi générale ou spéciale, la présente section s'applique même si le paiement partiel, le supplément ou le remboursement de taxes est exigé après la fin de l'exercice financier au cours duquel ces taxes ont été imposées.

SECTION VI

PARTICIPATION GOUVERNEMENTALE

247. Le gouvernement verse à une corporation municipale une somme d'argent tenant lieu des taxes foncières municipales ou de la taxe d'affaires, à l'égard de chaque immeuble ou place d'affaires situé dans le territoire de cette dernière et visé à un règlement adopté en vertu du paragraphe 2° de l'article 251, pour un montant calculé conformément à ce règlement et selon les modalités qu'il prévoit.

Dans le cas où une telle somme est versée par le gouvernement à l'égard d'un immeuble dont le propriétaire est assujéti au paiement d'une compensation en vertu de l'article 198 ou 200, le

versement de cette somme constitue le paiement total ou partiel de cette compensation, pour et à l'acquit du débiteur, dans la mesure prévue par le règlement.

Le gouvernement peut, au lieu de verser à la corporation municipale la somme visée au deuxième alinéa pour et à l'acquit d'un débiteur, la verser à celui-ci.

248. Le gouvernement, conformément au règlement adopté en vertu du paragraphe 5° de l'article 251, verse aux corporations municipales la totalité ou une partie de la différence entre le montant des taxes foncières municipales imposées conformément aux articles 207 et 210 sur les fermes et boisés situés dans leur territoire respectif, et le montant des taxes foncières municipales qui serait exigible à l'égard de ces immeubles si ces articles ne s'appliquaient pas.

Pour établir la différence mentionnée au premier alinéa, on ne tient pas compte des taxes foncières imposées à l'égard d'une partie seulement des immeubles du territoire d'une corporation municipale, spécifiquement aux fins de payer, en tout ou en partie, le coût d'une amélioration locale, ou aux fins de rembourser un emprunt contracté, ou des obligations émises, pour payer ce coût, en tout ou en partie. On tient compte toutefois de la taxe visée au troisième alinéa de l'article 207.

Le gouvernement peut toutefois verser à une corporation municipale une somme inférieure à celle calculée conformément au règlement visé au premier alinéa, dans la mesure où une partie des revenus des taxes foncières de cette corporation, autres que celles visées au deuxième alinéa, sert à payer un service municipal qui pourrait être payé au moyen d'une compensation ou d'une taxe personnelle, ou sert à payer le coût d'une amélioration locale qui pourrait être payé au moyen d'une taxe visée au deuxième alinéa.

249. Le gouvernement verse aux corporations municipales la différence entre le montant de la taxe d'affaires calculé conformément à l'article 231 et celui qui serait exigible si cet article ne s'appliquait pas.

250. Le gouvernement doit établir, conformément au règlement adopté en vertu du paragraphe 6° de l'article 251, un régime de péréquation dont l'objet est le versement, à toute corporation municipale dont le potentiel fiscal est inférieur à une partie du potentiel fiscal moyen des corporations municipales du Québec, d'une somme d'argent basée sur cette différence et sur le montant des revenus de certaines taxes imposées par la corporation municipale.

CHAPITRE XIX

RÉGLEMENTATION

251. Le gouvernement peut adopter des règlements pour:

1° établir le tarif des honoraires et frais d'un assesseur nommé par la Cour provinciale en vertu de l'article 162;

2° *a)* prescrire le versement, à chaque corporation municipale dans le territoire de laquelle est situé un immeuble visé au paragraphe 2° ou 3° de l'article 197 et qui n'est pas imposable en vertu de l'article 201, d'une somme d'argent tenant lieu de toute taxe foncière municipale ou de la taxe d'affaires;

b) prescrire le versement, à chaque propriétaire d'un immeuble visé au paragraphe 13°, 14°, 15° ou 16° de l'article 197 et qui n'est pas imposable en vertu de l'article 201, d'une somme d'argent égale au montant de la compensation qu'il doit payer à titre de taxe foncière municipale sur cet immeuble en vertu de l'article 200, ou le versement de cette somme à la corporation municipale en paiement de la compensation pour et à l'acquit du propriétaire, ou le versement à la corporation municipale d'une somme d'argent tenant lieu de taxe d'affaires à l'égard de ces immeubles;

c) prescrire les règles de calcul de la somme visée au sous-paragraphe *a* ou *b* ou de la compensation visée au sous-paragraphe *b*;

d) diviser les immeubles en catégories;

e) prévoir pour chaque catégorie des règles différentes pour le calcul de la somme visée au sous-paragraphe *a* ou *b* ou de la compensation visée au sous-paragraphe *b*;

f) prévoir que le versement de la somme visée aux sous-paragraphe *a* et *b* s'applique à l'égard d'une ou de plusieurs catégories mais non de toutes;

g) prévoir, dans la mesure permise par le sous-paragraphe *b*, que le versement de la somme visée à ce sous-paragraphe est fait aux corporations municipales, à l'égard d'une catégorie, et aux propriétaires, à l'égard d'une autre;

h) désigner la personne qui verse la somme visée aux sous-paragraphe *a* et *b* et prescrire les autres modalités de ce versement;

3° prescrire les règles de calcul pour la réduction du montant de la taxe payable en vertu de l'article 214 par une personne qui exploite ou a exploité un réseau visé à cet article qui n'est pas confiné au Québec;

4° déterminer la personne qui répartit entre les corporations municipales les revenus provenant de l'application de l'article 214

et prescrire les époques, les critères et les autres modalités de cette répartition;

5° prescrire le versement aux corporations municipales dans le territoire desquelles sont situés des fermes ou boisés d'une somme d'argent d'un montant égal à la totalité ou à une partie de la différence entre le montant des taxes foncières municipales imposées conformément aux articles 207 et 210, pour un exercice financier donné, à l'égard des fermes ou boisés situés dans leur territoire respectif, et le montant des taxes foncières municipales qui serait exigible pour le même exercice financier à l'égard de ces fermes ou boisés si ces articles ne s'appliquaient pas; désigner la personne qui verse la somme et prescrire les autres modalités de ce versement;

6° prescrire les règles de calcul de la somme prévue par l'article 250; définir le potentiel fiscal d'une corporation municipale et le potentiel fiscal moyen des corporations municipales du Québec; préciser la nature des taxes visées à l'article 250; diviser les corporations municipales en catégories et prescrire des règles de calcul différentes pour chaque catégorie; désigner la personne qui verse la somme et prescrire les autres modalités de ce versement.

252. Le ministre peut adopter des règlements pour:

1° prescrire la forme et le contenu du rôle d'évaluation foncière et du rôle de la valeur locative; prescrire le processus de sa confection et de sa tenue à jour; prescrire les formules à utiliser aux fins de cette confection ou tenue à jour, ainsi que celles devant accompagner le rôle lors de son dépôt; prescrire les règles permettant de favoriser la continuité entre les rôles successifs;

2° établir le tarif des frais payables à la municipalité pour la délivrance d'une copie d'un document visé au deuxième alinéa de l'article 74;

3° prescrire la forme et le contenu:

- a) de l'avis d'évaluation;
- b) du compte de taxes foncières municipales, y compris celui qui tient lieu d'avis d'évaluation;
- c) du compte de taxe d'affaires;
- d) du certificat de l'évaluateur;
- e) de la plainte;
- f) de l'avis visé à l'article 148 ou 175;
- g) de la demande de paiement d'un supplément de taxes;

4° préciser la nature des taxes ou des compensations dont il faut tenir compte pour établir le taux global de taxation d'une corporation municipale;

5° prescrire le montant minimal que doit atteindre une taxe municipale ou un montant visé à la section V du chapitre XVIII pour que son débiteur ait le droit de la payer en plusieurs versements; prescrire le nombre de versements; prescrire les règles de calcul de la somme supplémentaire à payer par un débiteur qui choisit de payer en plusieurs versements; prévoir les autres modalités relatives au paiement des taxes et montants susmentionnés en plusieurs versements;

6° prescrire les règles permettant de déterminer à quelle proportion médiane de la valeur foncière réelle des unités d'évaluation ou de la valeur locative réelle des places d'affaires ou des locaux correspondent les valeurs inscrites respectivement au rôle d'évaluation foncière et au rôle de la valeur locative d'une corporation municipale; définir des catégories de corporations municipales et établir des règles différentes pour chacune;

7° prescrire des règles visant à uniformiser la désignation des taxes, la forme des règlements ou résolutions les imposant et la façon de les calculer;

8° prescrire les modalités applicables à la perception des taxes scolaires par les corporations municipales ou les municipalités;

9° rendre obligatoire le dépôt d'un document explicatif du budget, prescrire le contenu minimal de ce document et les règles de sa publication.

253. Chaque année, après le dépôt du rôle d'évaluation foncière ou de la valeur locative de chaque corporation municipale, le ministre établit quant à ce rôle la proportion médiane de la valeur foncière ou locative réelle des unités d'évaluation, des places d'affaires ou des locaux à laquelle correspondent les valeurs inscrites à ce rôle, conformément au règlement adopté en vertu du paragraphe 6° de l'article 252.

Le ministre établit le facteur par lequel doit être multipliée la valeur inscrite au rôle pour déterminer la valeur foncière ou locative réelle de l'unité d'évaluation, de la place d'affaires ou du local.

Le ministre communique par écrit la proportion et le facteur établis en vertu du présent article à la corporation municipale et à la municipalité intéressées.

La proportion et le facteur figurent sur le compte de taxes foncières municipales ou scolaires ou sur le compte de taxe d'affaires, selon le cas.

254. Le ministre du revenu peut prescrire la forme et le contenu de la déclaration que doit lui transmettre une personne visée à l'article 214.

255. Un règlement adopté en vertu de la présente section, à l'exception d'un règlement visé au paragraphe 1° de l'article 252, est publié à la *Gazette officielle du Québec*.

Un avis de l'adoption du règlement visé au paragraphe 1° de l'article 252 est publié à la *Gazette officielle du Québec*.

Le règlement entre en vigueur à la date de sa publication, ou de celle de l'avis visé au deuxième alinéa, ou à la date ultérieure qui y est fixée.

Le présent article s'applique également à la modification, au remplacement ou à l'abrogation d'un règlement.

CHAPITRE XX

DISPOSITIONS FINALES ET TRANSITOIRES

SECTION I

MODIFICATIONS LÉGISLATIVES

256. La présente loi remplace la Loi sur l'évaluation foncière (L.R.Q., c. E-16), ainsi que l'article 106 du chapitre 10 des lois de 1978, les articles 1 à 13 du chapitre 59 des lois de 1978, les articles 64 à 68 du chapitre 22 des lois de 1979 et l'article 258 du chapitre (*insérer ici le numéro de chapitre du projet de loi n° 125*) des lois de 1979.

257. L'article 16 du Code municipal, modifié par l'article 1 du chapitre 99 des lois de 1922 (1^{re} session), l'article 1 du chapitre 83 des lois de 1923-1924, l'article 1 du chapitre 103 des lois de 1938, l'article 1 du chapitre 69 des lois de 1942, l'article 58 du chapitre 59 des lois de 1949 et l'article 2 du chapitre 53 des lois de 1977, est de nouveau modifié:

1° par le remplacement du paragraphe 19 par le suivant:

«19. Le terme «biens imposables» signifie les immeubles imposables en vertu de la Loi sur la fiscalité municipale et modifiant certaines dispositions législatives (1979, c. *insérer ici le numéro de chapitre du projet de loi n° 57*);»;

2° par l'addition, à la fin du paragraphe 27, de l'alinéa suivant:

“Si un bâtiment ou une amélioration est une unité d'évaluation inscrite au rôle d'évaluation distinctement du terrain sur

lequel il se trouve, il est également un bien-fonds et un immeuble au sens du présent paragraphe; une disposition du présent code relative à une taxe basée sur la superficie, le front ou une autre dimension d'un immeuble ou bien-fonds ne s'applique pas à un tel bâtiment ou amélioration;”;

3° par l'addition, à la fin, du paragraphe suivant:

«40. Les mots «évaluation uniformisée» signifient le produit obtenu par la multiplication des valeurs inscrites au rôle d'évaluation d'une municipalité par le facteur établi pour ce rôle par le ministre des affaires municipales en vertu de la Loi sur la fiscalité municipale et modifiant certaines dispositions législatives.»

258. L'article 52a dudit code, édicté par l'article 3 du chapitre 88 des lois de 1929 et modifié par l'article 59 du chapitre 59 des lois de 1949 et l'article 89 du chapitre 38 des lois de 1973, est de nouveau modifié par le remplacement du troisième alinéa par les suivants:

«Dès que cette signification a été effectuée, la partie, calculée conformément au quatrième alinéa, du montant établi en vertu de l'ordonnance comme valeur réelle de cet immeuble doit être incluse dans l'évaluation de la propriété foncière de la municipalité où cet immeuble est situé, aux fins de l'article 52.

La partie visée au troisième alinéa est celle qui correspond à la proportion médiane de la valeur réelle des immeubles à laquelle équivalent les valeurs inscrites au rôle d'évaluation de la municipalité intéressée; cette proportion est celle établie pour ce rôle par le ministre des affaires municipales, en vertu de la Loi sur la fiscalité municipale et modifiant certaines dispositions législatives.»

259. L'article 178 dudit code est modifié par la suppression du paragraphe 1.

260. Ledit code est modifié par l'insertion, après l'article 247, du suivant:

«**247a.** S'il n'y a pas de rôle d'évaluation en vigueur lors de la première élection dans une municipalité locale nouvellement organisée, la qualité des électeurs et celle des candidats aux charges de membres du conseil sont établies, pour cette élection, de la manière déterminée par le ministre des affaires municipales.»

261. L'article 257 dudit code, modifié par l'article 2 du chapitre 68 des lois de 1926, l'article 4 du chapitre 74 des lois de

1927, l'article 4 du chapitre 83 des lois de 1934 et l'article 25 du chapitre 86 des lois de 1968, est de nouveau modifié par l'addition, à la fin, de l'alinéa suivant:

«Cet avis public mentionne également le fait que la partie du rôle d'évaluation qui contient les renseignements nécessaires à l'élection des membres du conseil est déposée au bureau de la corporation, le droit de toute personne intéressée d'en prendre connaissance à cet endroit et de demander sa modification, la façon de faire cette demande et le délai à respecter, le nom des membres du comité de révision visé au chapitre IIIA et le lieu, le jour et l'heure de chaque séance de ce comité.»

262. Ledit code est modifié par l'insertion, après l'article 257, de ce qui suit:

«CHAPITRE IIIA

«RÉVISION DU RÔLE D'ÉVALUATION

«**257 a.** La partie du rôle d'évaluation qui contient les renseignements nécessaires à l'élection des membres du conseil est révisée par un comité de révision, au cours de la période s'étendant du premier jour après celui de la publication de l'avis d'élection au dernier jour avant celui de la présentation des candidats.

Le comité de révision est composé du président de l'élection, qui en est d'office le président, et de deux personnes inscrites au rôle d'évaluation et nommées par lui. Ces deux personnes doivent, avant d'entrer en fonction, prêter serment selon la formule prévue par l'article 83.

«**257 b.** Quiconque croit que son nom ou celui d'une autre personne a été indûment omis de la partie du rôle visée à l'article 257a, ou y a été indûment inscrit, peut déposer une demande écrite en inscription ou en radiation, selon le cas, au bureau de la corporation, avant le troisième jour précédant celui de la présentation des candidats.

«**257 c.** Si la demande produite par écrit au bureau de la corporation a pour objet de faire inscrire ou radier un nom, le comité de révision ne peut la prendre en considération que si le président de l'élection a fait signifier un avis spécial préalable d'au moins vingt-quatre heures à la personne qui a fait la demande et à celle dont le nom fait l'objet de la demande.

«**257 d.** Le comité de révision prend la demande écrite en considération, entend les parties intéressées et, s'il le juge nécessaire, reçoit leur preuve sous serment.

«**257e.** Le comité de révision peut, par la décision qu'il prend sur chaque demande, confirmer ou réviser la partie du rôle visée à l'article 257a.

«**257f.** En tout temps avant le jour de la présentation des candidats, le comité de révision peut corriger les erreurs de copiste sur la partie du rôle visée à l'article 257a.

Le comité doit retrancher le nom d'une personne décédée, sur preuve satisfaisante de son décès.

Il doit prendre connaissance des résolutions déposées conformément à l'article 244a et ajouter à la suite du nom de la corporation, de la société commerciale ou de l'association, le nom du représentant désigné par la résolution. Il doit, en outre, retrancher le nom d'une corporation, société commerciale ou association qui n'a pas de représentant désigné, à la date prévue par le présent code.

«**257g.** Une addition, rature ou correction faite par le comité de révision doit être authentiquée par les initiales de son président.

«**257h.** À la fin de la période de révision, le président du comité de révision inscrit à la fin de la partie du rôle visée à l'article 257a un certificat attestant qu'elle a été révisée selon la loi.

«**257i.** Le présent chapitre s'applique, en l'adaptant, dans le cas où un règlement du conseil est soumis à l'approbation des électeurs ou des électeurs propriétaires, ou d'une partie de ceux-ci, ou dans le cas où une question fait l'objet d'une consultation de ces personnes.

Dans le cas où la tenue d'un scrutin dépend des résultats d'une assemblée publique des personnes habiles à voter, la révision de la partie du rôle visée à l'article 257a est faite aux fins de l'assemblée publique et n'est pas refaite aux fins du scrutin, s'il est tenu.

Aux fins du présent article, une référence dans le présent chapitre:

a) à l'avis d'élection est censée être une référence à l'avis public prévu par l'article 376 ou 387b, ou par l'article 139 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme, selon le cas;

b) au jour de la présentation des candidats est censée être une référence au premier jour de la votation ou du scrutin, ou au jour de l'assemblée publique, selon le cas;

c) au président de l'élection est censée être une référence au secrétaire-trésorier de la corporation.»

263. L'article 264 dudit code est modifié par le remplacement du paragraphe 2 par le suivant:

«2. L'élection, dans le cas du présent article, doit être, d'ailleurs, conduite comme les autres élections régies par le présent titre, sans toutefois que ne s'y appliquent les dispositions relatives à la révision du rôle d'évaluation.»

264. Les articles 322 à 325 dudit code sont abrogés.

265. L'article 376 dudit code, remplacé par l'article 4 du chapitre 114 des lois de 1930-1931, est modifié par l'addition, à la fin, de l'alinéa suivant:

«Cet avis doit également contenir les mentions prévues par le deuxième alinéa de l'article 257.»

266. L'article 387*b* dudit code, édicté par l'article 12 du chapitre 69 des lois de 1941 et modifié par l'article 4 du chapitre 65 des lois de 1963 (1^{re} session) et l'article 19 du chapitre 36 des lois de 1979, est de nouveau modifié par le remplacement du deuxième alinéa par le suivant:

«Quinze jours au moins avant le jour fixé, le secrétaire-trésorier de la municipalité donne un avis public convoquant les personnes habiles à voter, indiquant les jours et l'endroit où les votes seront reçus et contenant les mentions prévues par le deuxième alinéa de l'article 257.»

267. L'article 423 dudit code, modifié par l'article 2 du chapitre 84 des lois de 1922, l'article 1 du chapitre 106 des lois de 1930 et l'article 8 du chapitre 83 des lois de 1934, est de nouveau modifié par le remplacement des paragraphes 5 et 6 par les suivants:

«5. La corporation de toute cité, ville ou autre municipalité qui se trouve comprise dans les limites du même comté, aux fins d'enregistrement ou de la Cour provinciale, est tenue de contribuer aux frais faits ou à être faits par la corporation de ce comté en vertu du présent article, ainsi qu'aux frais de réparation et d'ameublement jugés nécessaires par la suite, dans la même proportion que les autres corporations locales du comté, d'après le montant total de l'évaluation uniformisée des biens-fonds imposables des corporations intéressées; la corporation de comté peut déterminer le montant de la contribution de la corporation de cité ou de ville ou de l'autre municipalité et recouvrer ce montant de cette corporation comme de toute corporation locale.

«6. Toute corporation de cité ou de ville, dans un comté, après en avoir été régulièrement requise par le secrétaire-trésorier du conseil de comté, doit produire, dans le mois consécutif, un certificat de l'évaluation uniformisée de ses biens-fonds imposables, d'après le rôle d'évaluation alors en vigueur; si elle refuse ou néglige de produire ce certificat, le conseil de comté peut fixer la contribution visée au paragraphe 5 de cette corporation, selon qu'il le croit juste.»

268. L'article 430 dudit code, remplacé par l'article 64 du chapitre 59 des lois de 1949 et modifié par l'article 13 du chapitre 50 des lois de 1954-1955, est de nouveau modifié par la suppression du deuxième alinéa.

269. L'article 433 dudit code est remplacé par le suivant:

«**433.** Sous réserve de la Loi sur la fiscalité municipale et modifiant certaines dispositions législatives, le droit de recours accordé par l'article 430 se prescrit par trois mois à compter de la passation de l'acte ou de la procédure attaquée pour cause d'illégalité ou de nullité.»

270. L'article 496 dudit code est modifié par le remplacement du deuxième alinéa par le suivant:

«Si ce chemin traverse une municipalité locale et est fait pour relier deux municipalités de cité ou de ville, situées sur les rives opposées du fleuve Saint-Laurent, les corporations de ces municipalités de cité ou de ville sont tenues de rembourser à la corporation de la municipalité ainsi traversée par ce chemin, les frais encourus pour le tracé et l'entretien de tout chemin d'hiver, chacune pour partie, en proportion de la valeur respective de l'évaluation uniformisée des immeubles, telle que constatée par le rôle d'évaluation.»

271. L'article 633a dudit code, édicté par l'article 39 du chapitre 53 des lois de 1977, est modifié par l'insertion, après le deuxième alinéa du paragraphe 3, de l'alinéa suivant:

«Le ministre peut, de son propre chef, prolonger les délais prévus par le présent article jusqu'à une date qu'il fixe, pour toutes les municipalités ou une catégorie d'entre elles.»

272. Le titre XXII dudit code, comprenant les articles 649 à 678a, est abrogé.

273. Les articles 679 et 680 dudit code sont abrogés.

274. L'article 684 dudit code est remplacé par le suivant:

«**684.** Toutes les taxes municipales imposées sur des biens imposables doivent être réparties avec justice, d'après le rôle d'évaluation en vigueur, sur tous les biens assujettis au paiement de ces taxes, en proportion de leur valeur imposable, sauf le cas de l'article 531 ou de toutes autres dispositions spéciales.»

275. Le chapitre deuxième du titre XXIII dudit code, comprenant les articles 693 et 694, est abrogé.

276. L'article 696 dudit code, modifié par l'article 8 du chapitre 70 des lois de 1945 et l'article 10 du chapitre 74 des lois de 1950, est de nouveau modifié:

1° par le remplacement du premier alinéa par le suivant:

«**696.** Toute corporation locale peut imposer et prélever annuellement, dans les limites fixées par le présent code, par voie de taxation directe, sur tous les biens imposables de la municipalité, toute somme de deniers nécessaires pour rencontrer les dépenses d'administration ou pour un objet spécial quelconque dans les limites de ses attributions.»;

2° par la suppression du troisième alinéa.

277. L'article 696a dudit code, édicté par l'article 9 du chapitre 65 des lois de 1963 (1^{re} session), est abrogé.

278. L'article 697 dudit code, modifié par l'article 14 du chapitre 55 des lois de 1946 et l'article 11 du chapitre 74 des lois de 1950, est de nouveau modifié par la suppression du troisième alinéa.

279. Les articles 698 et 699 dudit code sont abrogés.

280. Les articles 700 à 703a dudit code sont abrogés.

281. L'article 704 dudit code, modifié par l'article 1 du chapitre 76 des lois de 1927, est de nouveau modifié par la suppression du premier alinéa.

282. L'article 711 dudit code est modifié par le remplacement du paragraphe 3 par le suivant:

«3. La valeur inscrite au rôle d'évaluation des biens-fonds imposables de chaque contribuable;».

283. L'article 712 dudit code, remplacé par l'article 22 du chapitre 88 des lois de 1929, est de nouveau remplacé par le suivant:

«**712.** Lorsqu'en vertu de la Loi sur la fiscalité municipale et modifiant certaines dispositions législatives une corporation locale a droit d'exiger le paiement d'une taxe ou d'un supplément de taxes pour un exercice financier antérieur, le montant de cette taxe ou de ce supplément est porté au rôle de perception au cours de l'exercice financier pendant lequel la corporation exige ce paiement.»

284. L'article 714 dudit code est remplacé par le suivant:

«**714.** Dans toute municipalité locale où il a été imposé des taxes en vertu des articles 406 et 699a, le secrétaire-trésorier doit porter au rôle général de perception, dans la colonne des noms des contribuables, les noms et états de toutes les personnes assujetties à ces taxes, et, dans des colonnes séparées, les montants dus.»

285. L'article 724 dudit code, modifié par l'article 6 du chapitre 84 des lois de 1922, l'article 1 du chapitre 89 des lois de 1925 et l'article 2 du chapitre 38 des lois de 1926, est de nouveau modifié par le remplacement du troisième alinéa par le suivant:

«Le défendeur peut obtenir la suspension de l'action si les rôles, règlements, procès-verbaux ou autres actes municipaux sur lesquels elle est fondée sont attaqués en cassation ou en nullité. Cette suspension est ordonnée par le tribunal saisi de la demande en cassation ou en nullité, dans l'exercice de sa discrétion.»

286. Ledit code est modifié par l'insertion, après l'article 730a, du suivant:

«**730b.** Aux fins du présent titre, sous réserve du pouvoir de la Commission municipale du Québec prévu par l'article 730, la désignation d'un immeuble visé au quatrième alinéa du paragraphe 27 de l'article 16 est constituée par la désignation du terrain sur lequel il est situé et une description sommaire de l'immeuble visé accompagnée si possible du nom de son propriétaire, de son adresse civique et de toute autre indication utile à son identification.»

287. L'article 732 dudit code est modifié par l'addition, à la fin, de l'alinéa suivant:

«Toutefois, si l'immeuble qui fait l'objet de la vente est visé à l'article 730b, il est adjugé en entier au plus haut enchérisseur. Dans un tel cas, le produit de la vente est transmis par le secrétaire-trésorier au protonotaire de la Cour supérieure du district, pour qu'il soit distribué suivant la loi; le protonotaire, après la distribution des deniers, est tenu de déposer au bureau d'enregis-

trement une copie certifiée du jugement de distribution pour la radiation totale ou partielle de l'enregistrement des créances, privilèges ou hypothèques qui ont été payés, en tout ou en partie.»

288. Ledit code est modifié par l'insertion, après l'article 771, du suivant:

«**771 a.** Pour déterminer la valeur totale des immeubles imposables d'une municipalité, aux fins des articles 769, 770 et 771, les valeurs inscrites au rôle de cette municipalité sont multipliées par le facteur établi pour ce rôle par le ministre des affaires municipales en vertu de la Loi sur la fiscalité municipale et modifiant certaines dispositions législatives.»

289. L'article 6 de la Loi sur les cités et villes (L.R.Q., c. C-19) est modifié par l'addition, après le paragraphe 12° du premier alinéa, du paragraphe suivant:

«13° L'expression «évaluation uniformisée» signifie le produit obtenu par la multiplication des valeurs inscrites au rôle d'évaluation d'une municipalité par le facteur établi pour ce rôle par le ministre des affaires municipales en vertu de la Loi sur la fiscalité municipale et modifiant certaines dispositions législatives (1979, c. *insérer ici le numéro de chapitre du projet de loi n° 57*).»

290. Ladite loi est modifiée par l'insertion, après l'article 7, du suivant:

«**7.1** Une disposition de la présente loi relative à une taxe basée sur la superficie, le front ou une autre dimension d'un immeuble ou bien-fonds ne s'applique pas à un bâtiment qui constitue une unité d'évaluation inscrite au rôle d'évaluation distinctement du terrain sur lequel il se trouve.»

291. L'article 25 de ladite loi est remplacé par le suivant:

«**25.** La contribution de la nouvelle municipalité de cité ou de ville dans les dettes encourues, mais qui n'étaient pas encore réparties entre les municipalités locales du comté à la date de l'octroi des lettres patentes, ou de l'entrée en vigueur de la loi spéciale érigeant la nouvelle municipalité, doit être fixée d'après l'évaluation uniformisée des immeubles situés dans la nouvelle municipalité et dans les municipalités locales, à cette dernière date.»

292. L'article 352 de ladite loi est modifié par l'addition, à la fin, de l'alinéa suivant:

«Le présent article s'applique sous réserve de la Loi sur la fiscalité municipale et modifiant certaines dispositions législatives.»

293. L'article 466 de ladite loi est modifié par la suppression du sous-paragraphe *d* du paragraphe 4° du premier alinéa.

294. L'article 474 de ladite loi est modifié par l'insertion, après le deuxième alinéa du paragraphe 3, de l'alinéa suivant:

«Le ministre peut, de son propre chef, prolonger les délais prévus par le présent article jusqu'à la date qu'il fixe, pour toutes les municipalités ou une catégorie d'entre elles.»

295. L'article 485 de ladite loi est remplacé par le suivant:

«**485.** Sous réserve de la Loi sur la fiscalité municipale et modifiant certaines dispositions législatives, le conseil peut imposer et prélever annuellement sur les biens-fonds imposables dans la municipalité une taxe basée sur leur valeur portée au rôle d'évaluation.»

296. L'article 489 de ladite loi est abrogé.

297. Les articles 490 et 491 de ladite loi sont abrogés.

298. L'article 492 de ladite loi est modifié par la suppression du premier alinéa.

299. L'article 493 de ladite loi est abrogé.

300. L'article 509 de ladite loi est modifié par le remplacement du quatrième alinéa par le suivant:

«Le défendeur peut obtenir la suspension de l'action si les rôles, règlements, procès-verbaux ou autres actes municipaux sur lesquels elle est fondée sont attaqués en cassation ou en nullité. Cette suspension est ordonnée par le tribunal saisi de la demande en cassation ou en nullité, dans l'exercice de sa discrétion.»

301. L'article 513 de ladite loi est modifié par le remplacement du premier alinéa par le suivant:

«**513.** Dans les quinze jours de l'ordonnance du conseil, le greffier donne un avis public du jour, de l'heure et de l'endroit où aura lieu la vente à l'enchère. Cet avis doit contenir une désignation, suivant les prescriptions de l'article 2168 du Code civil, des immeubles dont la vente est ainsi ordonnée, en indiquant le nom

du propriétaire d'après le rôle d'évaluation. Toutefois, la désignation d'un immeuble visé à l'article 7.1 est constituée par la désignation du terrain sur lequel il est situé et une description sommaire de l'immeuble visé accompagnée si possible du nom de son propriétaire, de son adresse civique et de toute autre indication utile à son identification.»

302. L'article 547 de ladite loi est modifié par le remplacement du quatrième alinéa par le suivant:

«Néanmoins, la municipalité ne peut employer au paiement des intérêts et à la formation de fonds d'amortissement plus de la moitié de ses revenus ordinaires provenant des taxes générales qu'elle a le droit d'imposer en vertu des articles 485 et suivants et de la taxe d'affaires qu'elle a le droit d'imposer en vertu de la Loi sur la fiscalité municipale et modifiant certaines dispositions législatives, et l'excédent qui lui est nécessaire à ces fins doit être prélevé au moyen d'une taxe spéciale sur les immeubles.»

303. L'article 558 de ladite loi est modifié par l'addition, à la fin, du paragraphe suivant:

«4. Aux fins du présent article, on utilise l'évaluation unifiée.»

304. L'article 559 de ladite loi est modifié par le remplacement des six premières lignes du paragraphe 1 par ce qui suit:

«**559.** 1. Lorsque les sommes nécessaires au paiement des intérêts et à la formation de fonds d'amortissement égalent la moitié des revenus généraux provenant des taxes imposées en vertu des articles 485 et suivants et de la taxe d'affaires imposée en vertu de la Loi sur la fiscalité municipale et modifiant certaines dispositions législatives, la municipalité ne peut contracter aucun emprunt subséquent, à moins que le règlement qui l'autorise n'ait fait l'objet d'un vote:».

305. L'article 562 de ladite loi, remplacé par l'article 91 du chapitre 36 des lois de 1979, est modifié par le remplacement du sous-paragraphe *a* du paragraphe 13° par le suivant:

«*a*) la valeur totale de la propriété immobilière imposable dans la municipalité, calculée conformément au paragraphe 4 de l'article 558;».

306. L'article 567 de ladite loi est modifié par le remplacement du paragraphe 2 par le suivant:

«2. Une municipalité peut, par règlement qui ne requiert que l'approbation du ministre des affaires municipales et de la

Commission municipale du Québec, décréter un emprunt, par billet ou par émission d'obligations, pour défrayer le coût de confection de la liste électorale, pourvu que le terme de l'emprunt n'excède pas quatre ans.»

307. La formule 36 de ladite loi est modifiée par le remplacement de l'élément numéro 3 par le suivant:

«3. Taxes générales perçues pendant la dernière année fiscale (Taxes imposées en vertu des articles 485 et suivants et taxe d'affaires)\$».

308. L'article 670 du Code de procédure civile (L.R.Q., c. C-25) est modifié par le remplacement du premier alinéa du paragraphe *e* par le suivant:

«*e*) le montant minimum que l'adjudicataire devra verser au moment de l'adjudication conformément à l'article 688.1. Ce montant est fixé par le shérif et doit être égal à vingt-cinq pour cent de l'évaluation de l'immeuble portée au rôle d'évaluation de la municipalité, multipliée par le facteur établi pour ce rôle par le ministre des affaires municipales en vertu de la Loi sur la fiscalité municipale et modifiant certaines dispositions législatives (1979, c. *insérer ici le numéro de chapitre du projet de loi n° 57*).»

309. L'article 67 de la Loi sur la Commission de contrôle des permis d'alcool (L.R.Q., c. C-33) est modifié par le remplacement du quatrième alinéa par le suivant:

«Les droits visés au troisième alinéa sont versés au fonds consolidé du revenu.»

310. L'article 63 de la Loi sur la Commission municipale (L.R.Q., c. C-35) est modifié par l'addition, à la fin, de l'alinéa suivant:

«Toutefois, aux fins du présent article, la désignation d'un immeuble qui constitue une unité d'évaluation inscrite au rôle d'évaluation distinctement du terrain sur lequel il est situé est constituée par la désignation de ce terrain et une description sommaire de l'immeuble visé accompagnée si possible du nom de son propriétaire, de son adresse civique et de toute autre indication utile à son identification.»

311. L'article 3 de la Loi sur certaines compagnies d'assurance mutuelle contre l'incendie, la foudre et le vent (L.R.Q., c. C-39) est modifié par le remplacement des quatre premières lignes du premier alinéa par ce qui suit:

«**3.** Après la mise en vigueur du règlement, le conseil peut, par l'intermédiaire de la corporation de comté ou de la municipalité régionale de comté exerçant à l'égard de la municipalité la compétence en matière d'évaluation foncière, ordonner à l'évaluateur de cette corporation ou municipalité régionale de dresser, sous son serment d'office, l'évaluation des bâtiments, en insérant, dans des colonnes distinctes sur un rôle spécial préparé à cette fin:».

312. L'article 7 de ladite loi est remplacé par le suivant:

«**7.** Lorsqu'un propriétaire veut faire assurer un bâtiment dont la description et l'évaluation ne sont pas portées au rôle, il doit le faire évaluer par l'évaluateur visé à l'article 3 qui fait insérer sur ce rôle la description et l'évaluation de ce bâtiment ainsi que le montant maximum d'assurance que le conseil croit devoir accorder en vertu des règlements; si le conseil, à l'assemblée tenue immédiatement après l'entrée au rôle de la description et de l'évaluation du bâtiment ainsi que du montant maximum d'assurance accordé, ne fait pas entrer vis-à-vis des inscriptions qui concernent ce bâtiment les mots «objecté par le conseil», ce bâtiment est assuré à dater, inclusivement, du jour de cette dernière assemblée.»

313. L'article 11 de ladite loi est remplacé par le suivant:

«**11.** Le conseil a droit, au profit de la corporation, pour l'indemniser de tous frais occasionnés par l'administration de la compagnie, y compris le salaire du secrétaire-trésorier et le montant à verser à la corporation de comté ou à la municipalité régionale de comté pour le travail de son évaluateur, à un montant qu'il juge raisonnable mais qui ne peut, en aucun cas, excéder dix pour cent du montant par lui perçu pour la compagnie.»

314. L'article 85 de la Loi sur les corporations municipales et intermunicipales de transport (L.R.Q., c. C-70) est modifié par l'insertion, après le troisième alinéa, du suivant:

«Pour déterminer l'évaluation totale des immeubles imposables situés dans une municipalité, aux fins du présent article, les valeurs inscrites au rôle d'évaluation de cette municipalité sont multipliées par le facteur établi pour ce rôle par le ministre des affaires municipales en vertu de la Loi sur la fiscalité municipale et modifiant certaines dispositions législatives (1979, c. *insérer ici le numéro de chapitre du projet de loi n° 57*).»

315. L'article 25 de la Loi sur la curatelle publique (L.R.Q., c. C-80) est modifié par l'addition, à la fin, de l'alinéa suivant:

«Pour déterminer la valeur d'un immeuble, aux fins du présent article, la valeur inscrite au rôle d'évaluation de la municipalité est multipliée par le facteur établi pour ce rôle par le ministre des affaires municipales en vertu de la Loi sur la fiscalité municipale et modifiant certaines dispositions législatives (1979, c. *insérer ici le numéro de chapitre du projet de loi n° 57*).»

316. La Loi sur les exemptions de taxes municipales (L.R.Q., c. E-20) est abrogée.

317. L'article 49 de la Loi sur l'expropriation (L.R.Q., c. E-24) est modifié par l'insertion, après le premier alinéa, du suivant:

«Pour déterminer l'évaluation municipale de l'immeuble exproprié, aux fins du présent article, sa valeur inscrite au rôle d'évaluation de la municipalité est multipliée par le facteur établi pour ce rôle par le ministre des affaires municipales en vertu de la Loi sur la fiscalité municipale et modifiant certaines dispositions législatives (1979, c. *insérer ici le numéro de chapitre du projet de loi n° 57*).»

318. L'article 58 de la Loi sur les fabriques (L.R.Q., c. F-1) est modifié par l'addition, à la fin, de l'alinéa suivant:

«Si le territoire de la paroisse ou de la desserte est compris dans plus d'une municipalité, pour déterminer la valeur de l'immeuble d'un paroissien propriétaire aux fins du présent article, sa valeur inscrite au rôle de la municipalité est multipliée par le facteur établi pour ce rôle par le ministre des affaires municipales en vertu de la Loi sur la fiscalité municipale et modifiant certaines dispositions législatives (1979, c. *insérer ici le numéro de chapitre du projet de loi n° 57*).»

319. L'article 11 de la Loi sur la fraude et la corruption dans les affaires municipales (L.R.Q., c. F-6) est modifié par l'addition, à la fin, de l'alinéa suivant:

«Pour déterminer la valeur d'un immeuble, aux fins du présent article, sa valeur inscrite au rôle d'évaluation de la municipalité est multipliée par le facteur établi pour ce rôle par le ministre des affaires municipales en vertu de la Loi sur la fiscalité municipale et modifiant certaines dispositions législatives (1979, c. *insérer ici le numéro de chapitre du projet de loi n° 57*).»

320. L'article 32 de la Loi concernant l'impôt sur la vente en détail (L.R.Q., c. I-1) est remplacé par le suivant:

«**32.** Les municipalités ont droit, jusqu'au 31 décembre 1979, à une compensation pour tenir lieu du droit d'imposer une taxe

sur la vente en détail, égale au quart de la taxe perçue en vertu de la présente loi pendant chaque exercice financier compris entre le 31 mars 1967 et le 1^{er} avril 1979, et pendant la période du 1^{er} avril au 31 décembre 1979.

Cette compensation est répartie, pour chaque exercice financier et pour la période du 1^{er} avril au 31 décembre 1979, comme il est prévu aux articles 33 à 46, mais en y faisant, pour la répartition couvrant la période du 1^{er} avril au 31 décembre 1979, les adaptations requises pour tenir compte du fait que cette période n'égale que les trois quarts d'un exercice financier.

Cette compensation est payable à même le fonds consolidé du revenu.»

321. L'article 47 de ladite loi est remplacé par le suivant:

«**47.** Chaque municipalité de comté a droit, jusqu'au 31 décembre 1979, à une compensation, pour tenir lieu du droit d'imposer une taxe sur la vente en détail, sur la taxe perçue en vertu de la présente loi dans les territoires non organisés qu'elle administre, égale:

1° au tiers de cette taxe pour les exercices financiers 1965-1966 et 1966-1967; et

2° au quart de cette taxe pour chaque exercice financier compris entre le 31 mars 1967 et le 1^{er} avril 1979, et pour la période du 1^{er} avril au 31 décembre 1979.

Cette compensation est payable à même le fonds consolidé du revenu.»

322. L'intitulé précédant l'article 32, les articles 32 à 47 et l'annexe de ladite loi, ainsi que l'article 33a édicté par l'article 1 du chapitre 29 des lois de 1978, sont abrogés.

323. L'article 1 de la Loi sur l'instruction publique (L.R.Q., c. I-14) est modifié:

1° par le remplacement des paragraphes 2°, 14° et 15° du premier alinéa par les suivants:

«2° Les mots «municipalité scolaire» désignent tout territoire érigé en municipalité pour le fonctionnement des écoles sous le contrôle de commissaires ou de syndics; ou, aux fins de la taxation d'une commission régionale, le territoire de l'ensemble des commissions scolaires membres de cette commission régionale;

«14° Les mots «bien-fonds», «terrain» ou «immeuble» désignent un immeuble au sens de la Loi sur la fiscalité municipale

et modifiant certaines dispositions législatives (1979, c. *insérer ici le numéro de chapitre du projet de loi n° 57*);

«15° Les mots «bien imposable» désignent un immeuble imposable en vertu de la Loi sur la fiscalité municipale et modifiant certaines dispositions législatives;»;

2° par la suppression du paragraphe 19° du premier alinéa;

3° par le remplacement du paragraphe 21° du premier alinéa par le suivant:

«21° Le mot «propriétaire» désigne un propriétaire au sens de la Loi sur la fiscalité municipale et modifiant certaines dispositions législatives, sauf lorsqu'une autre personne est réputée propriétaire en vertu de cette loi, auquel cas cette personne est le propriétaire aux fins de la présente loi;»;

4° par l'addition, après le paragraphe 27° du premier alinéa, du paragraphe suivant:

«28° L'expression «évaluation uniformisée» signifie le produit obtenu par la multiplication des valeurs inscrites au rôle d'évaluation d'une corporation municipale par le facteur établi pour ce rôle par le ministre des affaires municipales en vertu de la Loi sur la fiscalité municipale et modifiant certaines dispositions législatives.»

324. Ladite loi est modifiée par l'insertion, après l'article 15, du suivant:

«**15.1** Le ministre doit établir annuellement et soumettre à l'approbation du Conseil du trésor des règles budgétaires pour déterminer le montant des dépenses admissibles aux subventions à verser aux commissions scolaires, aux commissions régionales et au Conseil scolaire de l'île de Montréal.

Le ministre doit prévoir dans les règles budgétaires visées au premier alinéa le versement de subventions de péréquation aux commissions scolaires ou aux commissions régionales. Ces subventions de péréquation sont versées en fonction de l'écart entre l'évaluation uniformisée des biens imposables par étudiant d'une commission scolaire ou d'une commission régionale, selon le cas, et celle par étudiant de l'ensemble des commissions scolaires ou des commissions régionales, selon le cas, compte tenu de l'importance des revenus des taxes foncières perçues à l'intérieur des limites fixées par les articles 354.1 ou 558.1.»

325. L'article 43 de ladite loi est modifié par le remplacement du premier alinéa par le suivant:

«**43.** Quand une municipalité est démembrée par suite de la formation d'une nouvelle municipalité ou de l'annexion d'une

partie de son territoire à une municipalité existante, la dette ou l'actif, selon le cas, est divisé au prorata de l'évaluation uniformisée de la propriété foncière.»

326. L'article 45 de ladite loi est modifié par le remplacement du troisième alinéa par le suivant:

«Lorsque le ministre le requiert, la nouvelle commission scolaire ou la commission scolaire annexante, selon le cas, doit imposer et percevoir sur le territoire ou les territoires affectés à cette obligation ou dette une taxe spéciale additionnelle en sus de la taxe scolaire pour le terme et aux conditions approuvés ou déterminés par le ministre.»

327. L'article 62 de ladite loi est remplacé par le suivant:

«**62.** Les dissidents ne sont assujettis à aucune cotisation ou taxe scolaire pouvant être imposée par les commissaires d'écoles, sauf à la cotisation de l'année alors courante ou au paiement de dettes précédemment encourues, pourvu toutefois que ces cotisations soient imposées dans les six mois qui suivent la date de la signification de la dissidence.»

328. L'article 220 de ladite loi est modifié par l'addition, à la fin, du paragraphe suivant:

«7. Les paragraphes 1 à 5 ne s'appliquent pas à l'égard d'une émission d'obligations effectuée ou à l'égard d'un emprunt contracté à compter du 1^{er} janvier 1980.»

329. L'article 224 de ladite loi est remplacé par le suivant:

«**224.** Le principal et les intérêts des obligations émises par une commission scolaire ou une commission régionale sont à la charge du fonds général de cette commission.

Si les obligations sont émises par une commission régionale, les commissions scolaires qui en sont membres sont tenues au paiement de ces obligations, en principal et intérêts, proportionnellement à l'évaluation uniformisée de chacune d'elles lors de l'échéance.

Le deuxième alinéa ne s'applique pas à l'égard d'une émission d'obligations effectuée à compter du 1^{er} janvier 1980.»

330. L'article 225 de ladite loi est remplacé par le suivant:

«**225.** Les commissaires ou les syndics d'écoles peuvent, en attendant la perception des taxes ou cotisations scolaires ou la réception d'une subvention, contracter par simple résolution des emprunts temporaires au moyen de billets.»

331. L'article 226 de ladite loi est remplacé par le suivant:

«**226.** Les commissaires et les syndics doivent imposer une taxe pour le paiement des dépenses auxquelles il n'est pas autrement pourvu par les subventions gouvernementales et autres revenus. Ces taxes sont imposées sur tous les biens imposables de la municipalité scolaire entière conformément à la Partie IV.

Le taux de la cotisation scolaire est le même pour tous les biens imposables de la municipalité scolaire.

La cotisation est basée sur l'évaluation uniformisée des biens imposables.

La cotisation est payable par le propriétaire du bien imposable. Faute de paiement, cette cotisation devient une charge spéciale portant hypothèque sur le bien imposable, sans qu'il soit besoin de l'enregistrement pour la conserver.»

332. Les articles 228 à 230 de ladite loi sont abrogés.

333. L'article 236 de ladite loi est abrogé.

334. L'article 237 de ladite loi est remplacé par le suivant:

«**237.** Une commission scolaire peut, avec l'autorisation du ministre, exproprier tout immeuble nécessaire à ses fins. Toutefois, elle ne peut sans l'autorisation du gouvernement exproprier les propriétés exemptes des taxes scolaires.»

335. L'article 293 de ladite loi est modifié:

1° par la suppression du sous-paragraphe *b* du paragraphe 1;

2° par le remplacement du paragraphe 2 par le suivant:

«2. Toute résolution adoptée en vertu du sous-paragraphe *a* du paragraphe 1 n'entre en vigueur que quinze jours après la publication de l'avis visé au paragraphe 1.»

336. Les articles 351 et 352 de ladite loi sont abrogés.

337. L'article 353 de ladite loi est remplacé par le suivant:

«**353.** L'évaluation uniformisée des biens imposables sert à la confection du rôle de perception des commissaires ou des syndics d'écoles.

Le rôle d'évaluation reste en vigueur tant qu'il n'est pas remplacé par un autre et il ne peut être amendé que conformément à la Loi sur la fiscalité municipale et modifiant certaines dispositions législatives.»

338. Ladite loi est modifiée par l'insertion, après l'article 354, des suivants:

«**354.1** Lorsque le montant total des dépenses pour le paiement desquelles une cotisation doit être imposée en vertu de l'article 226 excède six pour cent de la dépense nette de la commission scolaire ou de la commission régionale, ou que le taux d'imposition de cette cotisation excède 25 cents par cent dollars de l'évaluation uniformisée des biens imposables incluse dans l'assiette foncière de la commission scolaire ou de la commission régionale, cette cotisation doit être soumise à l'approbation des électeurs conformément aux articles 396 et suivants.

Aux fins du présent article, l'assiette foncière d'une commission régionale est égale à l'ensemble de l'évaluation uniformisée des biens imposables du territoire de la commission régionale, multiplié par le rapport entre le nombre d'étudiants de la commission régionale et l'ensemble des étudiants des commissions scolaires membres et de la commission régionale.

L'assiette foncière d'une commission scolaire est égale à l'ensemble de l'évaluation uniformisée des biens imposables de son territoire, multiplié par la différence entre un et le rapport déterminé au deuxième alinéa.

Le présent article ne s'applique pas dans le cas d'une taxe spéciale imposée en vertu des articles 45 et 220.

«**354.2** Aux fins de l'article 354.1, la «dépense nette» équivaut au montant des dépenses admissibles aux fins de subventions résultant de l'application des règles budgétaires visées à l'article 15.1, sans égard au service de la dette relatif au fonds des immobilisations.»

339. L'article 355 de ladite loi est modifiée par le remplacement du premier alinéa par le suivant:

«**355.** Après l'imposition de cette cotisation ou après l'approbation des électeurs lorsqu'elle est requise, le secrétaire-trésorier doit, sans délai, faire un rôle de perception.»

340. L'article 356 de ladite loi est remplacé par le suivant:

«**356.** S'il n'y a qu'un seul rôle de perception pour la cotisation générale et la cotisation spéciale, ce rôle doit mentionner le montant de chaque cotisation.»

341. L'article 358 de ladite loi est modifié par le remplacement du troisième alinéa par le suivant:

«Le secrétaire-trésorier doit, dans l'avis public donné en vertu de l'article 357, faire mention d'une résolution adoptée en vertu du présent article.»

342. Les articles 363 et 364 de ladite loi sont abrogés.

343. L'article 384 de ladite loi est modifié par le remplacement du deuxième alinéa par le suivant:

«L'état doit indiquer les noms et les qualités de ces contribuables, et la description des biens imposables sujets au paiement de ces taxes, d'après les rôles d'évaluation et de perception. La désignation des biens imposables est faite conformément aux dispositions de la Loi sur les cités et villes relatives à la saisie et à la vente des immeubles.»

344. L'article 392 de ladite loi est abrogé.

345. L'article 393 de ladite loi est remplacé par le suivant:

«**393.** Les immeubles que des institutions ou corporations religieuses de charité ou d'éducation possèdent pour en retirer des revenus sont cotisés par les commissaires ou les syndics, selon qu'elles appartiennent à la majorité ou à la minorité religieuse, au profit exclusif de telle majorité ou minorité, ou suivant la déclaration faite par elles à cette fin.»

346. Ladite loi est modifiée par le remplacement de la sous-section 8 de la section II de la Partie IV, comprenant les articles 396 à 399, par ce qui suit:

« § 8.—*Du référendum*

«**396.** Quand une cotisation est soumise à l'approbation des électeurs, le vote est pris suivant les articles 397 à 399.5 et les articles 82 à 88 et 90 à 143 s'appliquent, en les adaptant, lors de la tenue du vote.

«**397.** La liste électorale est dressée pour la municipalité scolaire entière et déposée au moins soixante jours avant la date de la tenue du référendum.

«**398.** Le conseil des commissaires ou les syndics d'écoles fixent, par résolution, la date de la tenue du référendum. Cette date ne peut être postérieure à quatre-vingt dix jours de celle de l'imposition de la cotisation.

Quinze jours au moins avant la date de la tenue du référendum, le président d'élection donne un avis public indiquant le lieu, le jour et les heures fixés pour le scrutin.

«**399.** Les bulletins de vote portent les inscriptions suivantes:

Approuvez-vous l'imposition d'une cotisation au taux de (x) cents par cent dollars sur (pourcentage de l'évaluation uniformisée des biens imposables qui constitue l'assiette de la commission scolaire ou de la commission régionale) de l'évaluation uniformisée des biens imposables de (nom de la municipalité scolaire) lequel taux correspond:

1	OUI
2	NON

1° à un taux de (x) cents par cent dollars de la pleine évaluation uniformisée de ces biens imposables et

2° à (y%) des dépenses nettes de (nom de la commission scolaire ou de la commission régionale) pour l'année scolaire (inscrire ici l'année scolaire)?

«**399.1** Le président d'élection doit, si demande lui en est faite par écrit, nommer pour chaque bureau de scrutin, un agent pour les personnes en faveur d'une réponse affirmative et un agent pour les personnes en faveur d'une réponse négative.

La nomination d'un agent est faite par écrit et signée par le président d'élection. Elle indique les nom, prénoms, occupation et résidence de l'agent et mentionne le bureau où il peut agir.

«**399.2** Le vote se donne en traçant sur le bulletin une marque, soit dans l'espace où se trouve le mot «OUI», soit dans celui où se trouve le mot «NON».

«**399.3** À la clôture du scrutin, le président d'élection ou le scrutateur, en présence du greffier et des agents, s'il en a été nommé, procède au dépouillement des votes.

Quand il y a plusieurs bureaux de votation, le président d'élection fait, en présence du greffier et des agents, le relevé des votes d'après le rapport de chaque scrutateur.

Lorsque le relevé fait état d'une majorité de «OUI», la cotisation est approuvée et peut être perçue.

Au cas de partage égal des voix, le président d'élection donne un vote prépondérant.

Le président et le secrétaire d'élection attestent le relevé des votes et déclarent, sous leur signature, si la cotisation a été approuvée ou désapprouvée, en donnant les informations nécessaires.

Le président d'élection dépose le relevé des votes devant le conseil des commissaires ou les syndics d'écoles à leur prochaine séance.

«**399.4** Les articles 148 à 162 s'appliquent, en les adaptant, au référendum.

«**399.5** Quand le tribunal annule le référendum, il peut en ordonner un nouveau, fixer la date du scrutin et, s'il y a lieu, ordonner la confection d'une nouvelle liste électorale.»

347. Les articles 400 à 422 de ladite loi sont abrogés.

348. L'article 424 de ladite loi est modifié par l'addition, à la fin, de l'alinéa suivant:

«Le territoire d'une commission régionale correspond à l'ensemble des territoires des commissions scolaires qui en sont membres.»

349. L'article 440 de ladite loi est remplacé par le suivant:

«**440.** Le coût des dépenses de transport effectué en vertu des paragraphes 2 à 7 de l'article 431 pour le compte des commissions scolaires membres d'une commission régionale est assumé par chaque commission scolaire en fonction du coût des services de transport reçus ou selon une proportion que détermine le gouvernement, déduction faite des subventions accordées à ces fins.»

350. Les articles 441 à 444 de ladite loi sont remplacés par les suivants:

«**441.** Sans restreindre la portée du paragraphe 1 de l'article 431, les dispositions de la sous-section 23 de la section IV de la Partie III concernant les devoirs des commissaires relativement aux taxes scolaires et celles de la Partie IV concernant l'évaluation de la propriété et les taxes scolaires s'appliquent, en les adaptant, à la commission régionale.

«**442.** Une commission scolaire membre d'une commission régionale doit percevoir les taxes de la commission régionale en même temps que les siennes.

«**443.** Le secrétaire-trésorier de la commission scolaire doit inscrire dans un livre ou registre spécialement et exclusivement destiné à cette fin, les taxes scolaires de la commission régionale, lesquelles ne peuvent être employées par la commission scolaire pour quelque objet que ce soit.

La commission scolaire doit remettre à la commission régionale le montant des taxes perçues dans un mois, au plus tard le quinzième jour du mois suivant.

Une remise non effectuée à échéance porte intérêt au taux de six pour cent l'an à compter de l'échéance.

Toutefois une commission régionale peut, par résolution adoptée dans les trente jours qui précèdent la fin de l'année scolaire, décréter un taux d'intérêt supérieur au taux ci-dessus prévu; le taux ainsi décrété s'applique pour l'année scolaire suivante.»

351. L'article 461 de ladite loi est modifié par le remplacement du premier alinéa par le suivant:

«**461.** Il y a appel à la Cour provinciale lorsque les commissaires ou les syndics d'écoles ont:

1° choisi l'emplacement ou décidé la construction ou la reconstruction d'une école;

2° refusé ou négligé d'exercer quelques-unes des attributions qu'ils peuvent ou doivent exercer en vertu des articles 213 ou 235.»

352. L'article 462 de ladite loi est modifié:

1° par le remplacement du paragraphe 2° du premier alinéa par le suivant:

«2° Si les commissaires ou les syndics d'écoles refusent ou négligent d'exercer quelques-uns des devoirs ou des attributions mentionnés aux articles 213 ou 235 dans les trente jours qui suivent l'expiration d'un délai de trente jours à compter de la mise en demeure donnée par un contribuable aux commissaires ou aux syndics d'écoles de les exercer, si, dans ce délai, les commissaires ou les syndics d'écoles n'ont pas fait droit à la demande du contribuable;»;

2° par la suppression du paragraphe 3° du premier alinéa.

353. L'article 471 de ladite loi est abrogé.

354. L'article 543 de ladite loi est modifié par le remplacement du premier alinéa par le suivant:

«**543.** Sous réserve des dispositions inconciliables de la présente partie et nonobstant toute disposition contraire d'une loi particulière, les dispositions de la présente loi s'appliquent, *mutatis mutandis*, aux commissions scolaires, à l'exception des articles 48, 82, 108, 111, 117, 144, 146, du paragraphe 5° du premier alinéa

et du dernier alinéa de l'article 213, des articles 214, 216 à 227, 231, 250 à 254, 293, 339, 347 à 449, 487 à 493.»

355. Les sous-sections 1 et 2 de la section IV de la Partie IX de ladite loi, comprenant les articles 549 à 556, sont abrogées.

356. L'article 557 de ladite loi est remplacé par le suivant:

«**557.** La taxe scolaire est imposée sur tout bien imposable situé dans l'île de Montréal et est basée sur l'évaluation uniformisée des biens imposables.

La taxe est payable par le propriétaire du bien imposable. Faute de paiement, cette taxe devient une charge spéciale portant hypothèque sur le bien imposable, sans qu'il soit besoin de l'enregistrement pour la conserver.»

357. L'article 558 de ladite loi est remplacé par le suivant:

«**558.** Le Conseil fixe le taux de la taxe pour l'année scolaire commençant le 1^{er} juillet de chaque année par résolution adoptée au plus tard le 1^{er} juin.

Ce taux n'est pas nul du fait qu'il est fixé après le 1^{er} juin.

Le taux de la taxe est le même pour tous les biens imposables situés dans l'île de Montréal.»

358. Ladite loi est modifiée par l'insertion, après l'article 558, des suivants:

«**558.1** Lorsque le montant total des dépenses prévues pour la réalisation des objets du Conseil et des commissions scolaires pour le paiement desquelles une taxe doit être imposée en vertu de l'article 504 excède six pour cent de la dépense nette du Conseil, ou que le taux d'imposition de cette taxe excède 25 cents par cent dollars de l'évaluation uniformisée des biens imposables de l'île de Montréal, la taxe doit être soumise à l'approbation des électeurs conformément aux articles 567 et suivants.

«**558.2** Aux fins de l'article 558.1, la «dépense nette» équivaut au montant total des dépenses admissibles aux fins de subventions résultant de l'application, tant pour le Conseil que pour les commissions scolaires, des règles budgétaires visées à l'article 15.1, sans égard au service de la dette relatif au fonds des immobilisations.

«**558.3** Dans les dix jours de l'adoption de la résolution fixant le taux d'imposition ou de l'approbation de la taxe par les

électeurs, le Conseil doit transmettre une copie conforme de cette résolution au greffier de toute corporation municipale.»

359. L'article 560 de ladite loi est remplacé par le suivant:

«**560.** Toute corporation municipale doit percevoir le montant de la taxe scolaire de la même manière et avec les mêmes droits et obligations que pour la perception de ses propres taxes foncières; elle peut les percevoir au moment qu'elle juge opportun durant l'année scolaire.»

360. L'article 561 de ladite loi est modifié par le remplacement du premier alinéa par le suivant:

«**561.** Toute corporation municipale doit remettre au Conseil le montant de la taxe scolaire; cette remise se fait, malgré toute loi régissant la corporation municipale et sans égard à la perception de cette taxe, au plus tard le 1^{er} avril de chaque année scolaire.»

361. L'article 562 de ladite loi est abrogé.

362. L'article 564 de ladite loi est modifié:

1° par la suppression du deuxième alinéa;

2° par le remplacement du troisième alinéa par le suivant:

«Les arriérés dans les versements prévus par le premier alinéa portent intérêt de la façon indiquée à l'article 561.»;

3° par la suppression du quatrième alinéa.

363. L'article 565 de ladite loi est remplacé par le suivant:

«**565.** Un montant additionnel dû par un contribuable en vertu de la Loi sur la fiscalité municipale et modifiant certaines dispositions législatives doit être remis au Conseil par la corporation municipale. De même, un montant remboursé à un contribuable en vertu de cette loi doit être remis à la corporation municipale par le Conseil. Ces remises doivent être effectuées le premier jour des mois de février, juillet ou novembre qui suivent la facturation ou le remboursement par la corporation municipale du montant prévu par le présent article, selon la plus rapprochée de ces trois dates. Tout arriéré dans ces remises porte intérêt de la façon indiquée à l'article 561.»

364. L'article 566 de ladite loi est modifié par le remplacement des deuxième et troisième alinéas par les suivants:

«Malgré le premier alinéa, une taxe spéciale additionnelle visée à l'article 45, qui s'applique, en l'adaptant, à toute commission scolaire résultant ou non d'une fusion ou d'une annexion, s'ajoute aux taxes scolaires imposées conformément à la présente section. Le produit de cette taxe appartient exclusivement à la commission scolaire intéressée.

Pour l'imposition de cette taxe spéciale additionnelle, la commission scolaire intéressée se conforme aux articles 558 et 559 qui s'appliquent alors à elle, en les adaptant; dans ce cas, la corporation municipale intéressée est assujettie aux articles 560, 561 et 563, en les adaptant.»

365. L'article 567 de ladite loi est remplacé par ce qui suit:

« § 4.—*Du référendum*

«**567.** Quand la taxe est soumise à l'approbation des électeurs, le vote est pris suivant les articles 567.1 à 567.4 et les articles 83 à 88, 90 à 143, 537 et 538 s'appliquent, en les adaptant, lors de la tenue du vote.

Aux fins du premier alinéa, le directeur général du Conseil exerce les droits, pouvoirs et obligations conférés au secrétaire-trésorier.

«**567.1** La liste électorale est dressée pour toute l'île de Montréal et déposée au moins soixante jours avant la date de la tenue du référendum.

«**567.2** Le Conseil fixe par résolution la date de la tenue du référendum. Cette date ne peut être postérieure à quatre-vingt-dix jours de celle de la résolution fixant le taux d'imposition.

Quinze jours au moins avant la date de la tenue du référendum, le président d'élection donne un avis public indiquant le lieu, le jour et les heures fixés pour le scrutin.

«**567.3** Les bulletins de vote portent les inscriptions suivantes:

Approuvez-vous l'imposition d'une taxe au taux de (x) cents par cent dollars de l'évaluation uniformisée des biens imposables de l'île de Montréal qui correspond à (y%) des dépenses nettes du Conseil scolaire de l'île de Montréal pour l'année scolaire (inscrire ici l'année scolaire)?

1	OUI
2	NON

«**567.4** Les articles 399.1 à 399.5 s'appliquent lors d'un référendum tenu par le Conseil.»

366. La section VIII de la Loi sur la municipalisation de l'électricité (L.R.Q., c. M-38), comprenant les articles 18 à 21, est abrogée.

367. La Loi permettant aux municipalités d'imposer certaines maisons d'enseignement (L.R.Q., c. M-40) est abrogée.

368. La Loi permettant aux municipalités d'imposer les centres hospitaliers et les centres d'accueil (L.R.Q., c. M-41) est abrogée.

369. La Loi sur le paiement des taxes municipales et scolaires (L.R.Q., c. P-3) est abrogée.

370. L'article 18 de la Loi sur la Place des Arts (L.R.Q., c. P-11) est remplacé par le suivant:

«**18.** Les biens meubles de la Régie sont déclarés non imposables pour fins municipales et scolaires.»

371. L'article 19 de ladite loi est modifié:

1° par le remplacement du troisième alinéa par le suivant:

«Le gouvernement peut, aux conditions qu'il juge à propos, s'engager à défrayer les déficits de la Régie, y compris toutes dépenses d'opération et de nature capitale, l'intérêt et l'amortissement de tous emprunts approuvés par le gouvernement conformément à l'article 14.»;

2° par la suppression du cinquième alinéa.

372. L'article 10 de la Loi favorisant le regroupement des municipalités (L.R.Q., c. R-19) est modifié par l'addition, à la fin du paragraphe 1, de l'alinéa suivant:

«Pour déterminer le total des valeurs imposables d'une municipalité, aux fins du présent paragraphe, les valeurs inscrites au rôle d'évaluation de cette municipalité sont multipliées par le facteur établi pour ce rôle par le ministre en vertu de la Loi sur la fiscalité municipale et modifiant certaines dispositions législatives (1979, c. *insérer ici le numéro de chapitre du projet de loi n° 57*).»

373. L'article 13 de ladite loi est modifié par le remplacement du cinquième alinéa par le suivant:

«Les dépenses occasionnées par la tenue du scrutin sont payables par les municipalités intéressées et sont réparties entre elles en raison du total des valeurs imposables suivant le rôle d'évaluation de chacune d'elles. Le troisième alinéa du paragraphe 1 de l'article 10 s'applique au cas visé au présent article.»

374. La Loi sur les subventions aux municipalités de 10 000 habitants ou plus (L.R.Q., c. S-37) est abrogée.

375. L'article 24 de la Loi sur les syndicats professionnels (L.R.Q., c. S-40) est abrogé.

376. L'article 10 de la Loi concernant la taxe sur les repas et l'hôtellerie (L.R.Q., c. T-3), remplacé par l'article 1 du chapitre 32 des lois de 1978, est de nouveau remplacé par le suivant:

«**10.** En vue d'aider au financement des municipalités ayant une population d'au moins 150 000 habitants, selon le dernier recensement fait en vertu de l'article 18 de la Loi concernant la statistique du Canada (Statuts du Canada, 1970-71-72, c. 15), chacune de ces municipalités a droit, pour la période du 1^{er} avril au 31 décembre 1979, à une subvention payable à même le fonds consolidé du revenu égale à 58.60% de la taxe perçue sur son territoire en vertu de la présente loi pendant cette période.»

377. L'article 11 de ladite loi, modifié par l'article 2 du chapitre 32 des lois de 1978, est remplacé par le suivant:

«**11.** Chaque municipalité visée à l'article 10 reçoit:

a) au plus tard les quinzième et dernier jours de chaque mois de la période du 1^{er} avril au 31 décembre 1979, un montant égal à 1/24 de 58.60% de la taxe perçue sur son territoire en vertu de la présente loi pendant le dernier exercice financier pour lequel le montant de cette taxe est connu; et

b) au plus tard le 31 mars 1980, le solde de la subvention visée à cet article.

Lorsque l'ensemble des montants reçus par une municipalité en vertu du paragraphe a du premier alinéa excède le montant de la subvention visée à l'article 10, cet excédent doit être remboursé au ministre des finances par cette municipalité au plus tard le 30 juin 1980.»

378. Les articles 10 et 11 de ladite loi sont abrogés.

379. L'article 26 de la Loi sur l'Université du Québec (L.R.Q., c. U-1) est abrogé.

380. Les mots «Des subventions aux municipalités», avant l'article 23 de la Loi sur la voirie (L.R.Q., c. V-8), sont supprimés.

381. Les articles 24 à 27 de ladite loi sont abrogés.

382. La section v de ladite loi, comprenant l'article 64, est abrogée.

383. L'article 81 de ladite loi est abrogé.

384. L'article 83 de la Loi modifiant la Loi du Barreau (1973, c. 44) est abrogé.

385. L'article 30 de la Loi constituant certaines municipalités dans l'Outaouais (1979, c. *insérer ici le numéro de chapitre du projet de loi n° 119*) est modifié par l'addition, à la fin, de l'alinéa suivant:

«Pour déterminer la valeur totale des immeubles imposables situés dans le territoire d'une municipalité, aux fins du présent article, les valeurs inscrites au rôle d'évaluation de cette municipalité sont multipliées par le facteur établi pour ce rôle par le ministre en vertu de la Loi sur la fiscalité municipale et modifiant certaines dispositions législatives (1979, c. *insérer ici le numéro de chapitre du projet de loi n° 57*).»

386. L'article 115 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (1979, c. *insérer ici le numéro de chapitre du projet de loi n° 125*) est modifié par le remplacement du paragraphe 8° du deuxième alinéa par le suivant:

«8° exiger, comme condition préalable à l'approbation d'un plan relatif à une opération cadastrale, autre qu'une annulation ou une correction, que des rues y soient prévues ou non, que le propriétaire cède à la municipalité, à des fins de parcs ou de terrains de jeux, une superficie de terrain n'excédant pas dix pour cent du terrain compris dans le plan et situé dans un endroit qui, de l'avis du conseil, convient pour l'établissement de parcs ou de terrains de jeux, ou exiger du propriétaire, au lieu de cette superficie de terrain, le paiement d'une somme n'excédant pas dix pour cent de la valeur inscrite au rôle d'évaluation pour le terrain compris dans le plan malgré l'application de l'article 207 ou 210 de la Loi sur la fiscalité municipale et modifiant certaines dispositions législatives (1979, c. *insérer ici le numéro de chapitre du projet de loi n° 57*), ou encore, exiger du propriétaire une partie en terrain et une partie en argent; le produit de ce paiement doit être versé dans un fonds spécial qui ne peut servir qu'à l'achat ou à l'aménagement de terrains à des fins de parcs ou de terrains de jeux et les terrains cédés à la corporation municipale en vertu du présent paragraphe ne peuvent être utilisés que pour des parcs ou des terrains de jeux; la municipalité peut toutefois disposer, à titre onéreux, à l'enchère, par soumissions publiques ou de toute autre façon approuvée par la Commission municipale du Québec, des terrains qu'elle a acquis en vertu du présent paragraphe s'ils ne sont plus requis à des fins d'établissement de parcs ou de terrains de jeux, et le produit doit en être versé dans ce fonds spécial;».

387. L'article 204 de ladite loi est modifié par l'insertion, après le premier alinéa, du suivant:

«Pour déterminer l'évaluation des immeubles imposables d'une municipalité, aux fins du présent article, les valeurs inscrites au rôle d'évaluation de cette municipalité sont multipliées par le facteur établi par le ministre en vertu de la Loi sur la fiscalité municipale et modifiant certaines dispositions législatives.»

388. L'article 78 de la Loi de la Communauté urbaine de Québec (1969, c. 83) est modifié par l'addition, à la fin, de l'alinéa suivant:

«Le présent article s'applique sous réserve de la Loi sur la fiscalité municipale et modifiant certaines dispositions législatives (1979, c. *insérer ici le numéro de chapitre du projet de loi n° 57*).»

389. L'article 101 de ladite loi est abrogé.

390. Les articles 110 à 140 de ladite loi sont abrogés.

391. L'article 161 de ladite loi, modifié par l'article 149 du chapitre 49 des lois de 1972 et remplacé par l'article 36 du chapitre 103 des lois de 1978, est modifié par le remplacement du deuxième alinéa par les suivants:

«Le coût des travaux visés au premier alinéa est réparti par le comité exécutif entre les municipalités mentionnées à l'annexe D en proportion du potentiel fiscal de chacune.

Aux fins du deuxième alinéa, le potentiel fiscal d'une municipalité est égal à la somme des montants calculés conformément aux paragraphes 1° et 2°:

1° le produit obtenu en multipliant la somme des montants calculés conformément aux sous-paragraphes *a*, *b* et *c* par le facteur établi par le ministre pour le rôle d'évaluation de la municipalité en vertu de la Loi sur la fiscalité municipale et modifiant certaines dispositions législatives:

a) le total des valeurs inscrites au rôle des immeubles imposables;

b) le total des valeurs inscrites au rôle des immeubles visés aux paragraphes 1° et 2° de l'article 197 de la loi susmentionnée;

c) la partie des valeurs inscrites au rôle des immeubles visés aux paragraphes 13° à 16° de cet article, qui correspond au pourcentage du taux global de taxation fixé à leur égard par le règlement adopté en vertu du paragraphe 2° de l'article 252 de la loi susmentionnée, aux fins du paiement d'une compensation tenant lieu de taxe foncière municipale;

2° le produit obtenu en multipliant par le facteur établi par le ministre pour le rôle de la valeur locative de la municipalité, en vertu de la loi mentionnée au paragraphe 1°, le montant obtenu en multipliant par 5,5 la somme des montants calculés conformément aux sous-paragraphe *a* et *b*:

a) le total des valeurs locatives des places d'affaires à l'égard desquelles peut être imposée une taxe d'affaires;

b) la partie des valeurs inscrites au rôle de la valeur locative des places d'affaires exemptes de taxe d'affaires et à l'égard desquelles des sommes sont versées pour tenir lieu de taxe d'affaires, qui correspond à la proportion que représentent ces sommes par rapport au montant total des taxes d'affaires qui pourraient être imposées sur ces places d'affaires si elles n'en étaient pas exemptées.»

392. L'article 186 de ladite loi est abrogé.

393. Les articles 188 à 200 de ladite loi sont abrogés.

394. L'article 245 de ladite loi est remplacé par le suivant:

«**245.** Les articles 175, 178, 183 et 184 s'appliquent, en les adaptant, à la Commission de transport.»

395. L'article 247 de ladite loi, remplacé par l'article 43 du chapitre 88 des lois de 1971, l'article 18 du chapitre 71 des lois de 1972 et l'article 3 du chapitre 55 des lois de 1976, est de nouveau remplacé par le suivant:

«**247.** Si un exercice financier de la Commission de transport se solde par un déficit, même s'il résulte en tout ou en partie de l'intérêt ou de l'amortissement de ses emprunts, il est supporté par toutes les municipalités de l'annexe B.

Le déficit est réparti entre ces municipalités proportionnellement à leur potentiel fiscal respectif.

Aux fins du deuxième alinéa, les mots «potentiel fiscal» ont le sens que leur confère le troisième alinéa de l'article 161.»

396. L'article 306 de ladite loi, remplacé par l'article 45 du chapitre 88 des lois de 1971, est modifié par le remplacement du premier alinéa par le suivant:

«**306.** Une municipalité, quelle que soit la loi qui la régit, peut, aux fins de payer la quote-part due en vertu de la présente loi, imposer une taxe spéciale sur les bases prévues par l'article 487 de la Loi sur les cités et villes ou exiger de tout propriétaire

ou locataire d'immeubles dans la municipalité une compensation d'après un tarif qu'elle juge convenable.»

397. Les articles 313 à 318 de ladite loi sont abrogés.

398. L'article 319 de ladite loi, remplacé par l'article 23 du chapitre 71 des lois de 1972, est de nouveau remplacé par le suivant:

«**319.** Les dépenses de la Communauté, à l'exception de celles relatives à un service faisant l'objet d'un tarif particulier, sont réparties entre les municipalités en proportion de leur potentiel fiscal respectif.

Aux fins du premier alinéa, les mots «potentiel fiscal» ont le sens que leur confère le troisième alinéa de l'article 161.

L'article 306 s'applique au paiement de ces dépenses.»

399. L'article 321 de ladite loi, remplacé par l'article 53 du chapitre 88 des lois de 1971, est abrogé.

400. L'article 323 de ladite loi, modifié par l'article 9 du chapitre 65 des lois de 1970, remplacé par l'article 79 du chapitre 88 des lois de 1971 et modifié par l'article 77 du chapitre 103 des lois de 1978, est de nouveau modifié par le remplacement des septième et huitième alinéas par les suivants:

«Les municipalités mentionnées à l'annexe D sont responsables des dettes du Bureau d'assainissement. Ces dettes sont réparties entre ces municipalités en proportion de leur potentiel fiscal respectif.

Aux fins du septième alinéa, les mots «potentiel fiscal» ont le sens que leur confère le troisième alinéa de l'article 161.»

401. Le titre VII de ladite loi, comprenant les articles 325 à 329, est abrogé.

402. L'article 80 de la Loi de la Communauté urbaine de Montréal (1969, c. 84) est modifié par l'addition, à la fin, de l'alinéa suivant:

«Le présent article s'applique sous réserve de la Loi sur la fiscalité municipale et modifiant certaines dispositions législatives (1979, c. *insérer ici le numéro de chapitre du projet de loi n° 57*).»

403. Les articles 118 à 162 de ladite loi sont abrogés.

404. Les articles 248*a* à 248*d* et 248*f* de ladite loi sont abrogés.

405. L'article 256 de ladite loi, modifié par l'article 26 du chapitre 82 des lois de 1974, est abrogé.

406. L'article 257 de ladite loi, remplacé par l'article 22 du chapitre 90 des lois de 1971 et modifié par l'article 9 du chapitre 73 des lois de 1972 et l'article 10 du chapitre 87 des lois de 1975, est de nouveau modifié:

1° par le remplacement du deuxième alinéa par les suivants:

«À l'exception de celles relatives à un service faisant l'objet d'un tarif particulier, ces dépenses sont réparties entre les municipalités en proportion de leur potentiel fiscal respectif.

Aux fins du deuxième alinéa, le potentiel fiscal d'une municipalité est égal à la somme des montants calculés conformément aux paragraphes 1° et 2°:

1° le produit obtenu en multipliant la somme des montants calculés conformément aux sous-paragraphes *a*, *b* et *c* par le facteur établi par le ministre pour le rôle d'évaluation de la municipalité en vertu de la Loi sur la fiscalité municipale et modifiant certaines dispositions législatives:

a) le total des valeurs inscrites au rôle des immeubles imposables;

b) le total des valeurs inscrites au rôle des immeubles visés aux paragraphes 1° et 2° de l'article 197 de la loi susmentionnée;

c) la partie des valeurs inscrites au rôle des immeubles visés aux paragraphes 13° à 16° de cet article, qui correspond au pourcentage du taux global de taxation fixé à leur égard par le règlement adopté en vertu du paragraphe 2° de l'article 252 de la loi susmentionnée, aux fins du paiement d'une compensation tenant lieu de taxe foncière municipale;

2° le produit obtenu en multipliant par le facteur établi par le ministre pour le rôle de la valeur locative de la municipalité, en vertu de la loi mentionnée au paragraphe 1°, le montant obtenu en multipliant par 5,5 la somme des montants calculés conformément aux sous-paragraphes *a* et *b*:

a) le total des valeurs locatives des places d'affaires à l'égard desquelles peut être imposée une taxe d'affaires;

b) la partie des valeurs inscrites au rôle de la valeur locative des places d'affaires exemptes de taxe d'affaires et à l'égard desquelles des sommes sont versées pour tenir lieu de taxe d'affaires, qui correspond à la proportion que représentent ces sommes par rapport au montant total des taxes d'affaires qui pourraient être imposées sur ces places d'affaires si elles n'en étaient pas exemptées.»;

2° par la suppression du quatrième alinéa;

3° par la suppression du septième alinéa;

4° par le remplacement du neuvième alinéa par le suivant:

«Même si une municipalité conteste sa quote-part établie par le trésorier de la Communauté, elle est tenue de la payer dans l'intervalle et jusqu'à adjudication définitive de sa contestation; à défaut par une municipalité de payer une somme due à la Communauté en vertu du présent article et des articles 307 et 308, la Communauté peut, sur résolution de son comité exécutif, lui faire adresser une mise en demeure de payer toute quote-part ou somme due à la Communauté en vertu des articles ci-dessus, dans les quatre-vingt-dix jours de l'envoi de cet avis. Faute par une municipalité de se conformer à cet avis dans le délai, la Commission municipale du Québec peut, à la demande du comité exécutif, présenter une requête pour faire déclarer cette municipalité en défaut selon la section V de la Loi sur la Commission municipale.»

407. L'article 272 de ladite loi est remplacé par le suivant:

«**272.** Dans toute matière soumise au Conseil relativement à la Commission, seuls les délégués des municipalités du territoire de la Commission ont droit de vote. À ces fins seulement, tant que la ville de Longueuil fait partie du territoire de la Commission, elle est représentée au Conseil par un délégué nommé selon l'article 9, qui est censé faire partie du Conseil.»

408. L'article 304 de ladite loi est modifié par le remplacement des premier et deuxième alinéas par les suivants:

«**304.** Les articles 245, 248, 253 et 258 s'appliquent, en les adaptant, à la Commission.

Aux fins de ces articles, le mot «municipalités» signifie les municipalités du territoire de la Commission.»

409. L'article 306 de ladite loi, modifié par l'article 31 du chapitre 90 des lois de 1971, est remplacé par le suivant:

«**306.** L'intérêt et l'amortissement des emprunts par obligations contractés par la Ville de Montréal pour la construction et l'équipement du métro ainsi que le paiement des déficits d'exploitation de la Commission, y compris ceux qui résultent du paiement de l'intérêt et de l'amortissement des emprunts de cette dernière, sont à la charge des municipalités du territoire de la Commission.»

410. L'article 307 de ladite loi, remplacé par l'article 32 du chapitre 90 des lois de 1971 et modifié par l'article 36 du chapitre 82 des lois de 1974, est remplacé par le suivant:

«**307.** L'intérêt et l'amortissement de tous les emprunts de la Ville de Montréal visés à l'article 306, certifiés par le directeur des finances de cette dernière au plus tard le 15 septembre de chaque année, sont répartis par le trésorier de la Communauté dans le délai prévu par l'article 257 et sont payables à la Communauté par les municipalités du territoire de la Commission le 1^{er} mars suivant l'adoption du budget de la Communauté. La Communauté doit dans les quinze jours remettre à la Ville de Montréal le montant de ces dépenses.»

411. L'article 308 de ladite loi, remplacé par l'article 32 du chapitre 90 des lois de 1971 et modifié par l'article 37 du chapitre 82 des lois de 1974 et l'article 12 du chapitre 87 des lois de 1975, est remplacé par le suivant:

«**308.** La Commission répartit son déficit d'exploitation suivant l'article 257 entre les municipalités de son territoire, dans les trente jours suivant le dépôt du rapport des vérificateurs de la Commission et la quote-part de chaque municipalité est exigible par la Communauté dans les trente jours qui suivent; la Communauté doit remettre à la Commission, au plus tard dans les quinze jours suivant leur perception, les quotes-parts de chaque municipalité.»

412. L'article 308a de ladite loi, édicté par l'article 9 du chapitre 104 des lois de 1978, est abrogé.

413. L'article 313 de ladite loi, modifié par les articles 135 et 173 du chapitre 55 des lois de 1972 et l'article 10 du chapitre 104 des lois de 1978, est de nouveau modifié par la suppression du dernier alinéa.

414. L'article 319 de ladite loi, modifié par l'article 35 du chapitre 90 des lois de 1971 et l'article 20 du chapitre 73 des lois de 1972, est de nouveau modifié par le remplacement du quatrième alinéa par le suivant:

«La Communauté est autorisée à emprunter les sommes nécessaires pour compléter ces travaux et acquitter les réclamations résultant, directement ou indirectement, des travaux originaux du métro ou de leur complément ainsi que les dépenses accessoires à ces emprunts si le surplus ci-dessus s'avère insuffisant à ces fins. Le service de dette de ces emprunts est à la charge des municipalités du territoire de la Commission et payable à la

Communauté conformément à l'article 307. Le troisième alinéa de l'article 318 s'applique à ces emprunts.»

415. L'article 338*b* de ladite loi, édicté par l'article 11 du chapitre 104 des lois de 1978, est modifié par le remplacement du premier alinéa par le suivant:

«**338*b*.** La Commission doit répartir, entre les municipalités desservies par un service visé à l'article 338*a*, le déficit, s'il en est, attribuable à tel service. Ce déficit doit être réparti entre les municipalités impliquées en attribuant à chacune la portion du déficit dont elle a bénéficié en proportion du potentiel fiscal de chaque municipalité.

Aux fins du premier alinéa, les mots «potentiel fiscal» ont le sens que leur confère le troisième alinéa de l'article 257.»

416. L'article 5 du chapitre 74 des lois de 1972 est abrogé.

417. L'article 79 de la Loi de la Communauté régionale de l'Outaouais (1969, c. 85) est modifié par l'addition, à la fin, de l'alinéa suivant:

«Le présent article s'applique sous réserve de la Loi sur la fiscalité municipale et modifiant certaines dispositions législatives (1979, c. *insérer ici le numéro de chapitre du projet de loi n° 57*).»

418. L'article 101 de ladite loi est abrogé.

419. Les articles 110 à 140 de ladite loi sont abrogés.

420. L'article 181 de ladite loi est abrogé.

421. Les articles 183 à 195 de ladite loi sont abrogés.

422. L'article 241 de ladite loi est remplacé par le suivant:

«**241.** Les articles 170, 173, 178 et 179 s'appliquent, en les adaptant, à la Commission de transport.»

423. L'article 244 de ladite loi est remplacé par le suivant:

«**244.** Le paiement des déficits d'exploitation de la Commission de transport, y compris ceux qui résultent du paiement de l'intérêt et de l'amortissement des emprunts de cette dernière, sont à la charge des municipalités desservies par le réseau de transport en commun de la Commission de transport, en proportion du potentiel fiscal de chacune.

Aux fins du premier alinéa, le potentiel fiscal d'une municipalité est égal à la somme des montants calculés conformément aux paragraphes 1° et 2°:

1° le produit obtenu en multipliant la somme des montants calculés conformément aux sous-paragraphes *a*, *b* et *c* par le facteur établi par le ministre pour le rôle d'évaluation de la municipalité en vertu de la Loi sur la fiscalité municipale et modifiant certaines dispositions législatives:

a) le total des valeurs inscrites au rôle des immeubles impossibles;

b) le total des valeurs inscrites au rôle des immeubles visés aux paragraphes 1° et 2° de l'article 197 de la loi susmentionnée;

c) la partie des valeurs inscrites au rôle des immeubles visés aux paragraphes 13° à 16° de cet article, qui correspond au pourcentage du taux global de taxation fixé à leur égard par le règlement adopté en vertu du paragraphe 2° de l'article 252 de la loi susmentionnée, aux fins du paiement d'une compensation tenant lieu de taxe foncière municipale;

2° le produit obtenu en multipliant par le facteur établi par le ministre pour le rôle de la valeur locative de la municipalité, en vertu de la loi mentionnée au paragraphe 1°, le montant obtenu en multipliant par 5,5 la somme des montants calculés conformément aux sous-paragraphes *a* et *b*:

a) le total des valeurs locatives des places d'affaires à l'égard desquelles peut être imposée une taxe d'affaires;

b) la partie des valeurs inscrites au rôle de la valeur locative des places d'affaires exemptes de taxe d'affaires et à l'égard desquelles des sommes sont versées pour tenir lieu de taxe d'affaires, qui correspond à la proportion que représentent ces sommes par rapport au montant total des taxes d'affaires qui pourraient être imposées sur ces places d'affaires si elles n'en étaient pas exemptées.»

424. L'article 300 de ladite loi est modifié par le remplacement du premier alinéa par le suivant:

«**300.** Une municipalité, quelle que soit la loi qui la régit, peut, aux fins de payer sa quote-part des déficits d'exploitation de la Commission de transport, imposer une taxe spéciale sur les bases prévues par l'article 487 de la Loi sur les cités et villes ou exiger de tout propriétaire ou locataire d'immeubles dans la municipalité une compensation d'après un tarif qu'elle juge convenable.»

425. Les articles 321 à 327 de ladite loi sont abrogés.

426. L'article 328 de ladite loi est modifié par le remplacement du premier alinéa par les suivants:

«**328.** Les dépenses de la Communauté, à l'exception de celles relatives à un service faisant l'objet d'un tarif particulier, sont réparties entre les municipalités en proportion de leur potentiel fiscal respectif.

Aux fins du premier alinéa, les mots «potentiel fiscal» ont le sens que leur confère le deuxième alinéa de l'article 244.»

427. L'article 62 de la Loi constituant la Commission de transport de la Rive Sud de Montréal (1971, c. 98), modifié par l'article 19 du chapitre 104 des lois de 1978, est de nouveau modifié par l'insertion, après le deuxième alinéa, du suivant:

«Pour déterminer l'évaluation uniformisée totale des immeubles imposables situés dans une municipalité, aux fins du présent article, les valeurs inscrites au rôle d'évaluation de cette municipalité sont multipliées par le facteur établi pour ce rôle par le ministre des affaires municipales en vertu de la Loi sur la fiscalité municipale et modifiant certaines dispositions législatives (1979, c. *insérer ici le numéro de chapitre du projet de loi n° 57*).»

428. L'article 74 de ladite loi est abrogé.

429. L'article 74a de ladite loi, édicté par l'article 22 du chapitre 104 des lois de 1978, est modifié par l'insertion, après le premier alinéa, du suivant:

«Le troisième alinéa de l'article 62 s'applique pour déterminer l'évaluation totale des biens-fonds imposables situés dans une municipalité, aux fins du présent article.»

430. L'article 17 de la Loi concernant certaines municipalités de l'Outaouais et du Haut-Saguenay (1974, c. 88), modifié par l'article 4 du chapitre 81 des lois de 1977 et l'article 5 du chapitre (*insérer ici le numéro de chapitre du projet de loi n° 32*) des lois de 1979, est de nouveau modifié par l'addition, à la fin du paragraphe 10, de l'alinéa suivant:

«Pour déterminer la valeur des biens-fonds imposables situés dans une municipalité, aux fins du présent article, les valeurs inscrites au rôle d'évaluation de cette municipalité sont multipliées par le facteur établi pour ce rôle par le ministre des affaires municipales en vertu de la Loi sur la fiscalité municipale et modifiant certaines dispositions législatives (1979, c. *insérer ici le numéro de chapitre du projet de loi n° 57*).»

431. L'article 8 de la Loi concernant le déficit olympique de la Ville de Montréal et modifiant la Charte de la Ville de Montréal (1976, c. 52) est modifié par le remplacement du premier alinéa par le suivant:

«**8.** Malgré toute disposition législative inconciliable, l'article 224 de la Loi sur la fiscalité municipale et modifiant certaines dispositions législatives (1979, c. *insérer ici le numéro de chapitre du projet de loi n° 57*) cesse de s'appliquer à la Ville dès que l'emprunt prévu par l'article 2 est contracté et aussi longtemps qu'il n'a pas été entièrement remboursé par elle. La compensation à laquelle la Ville aurait autrement eu droit demeure jusqu'à tel remboursement, et pour chaque exercice financier du Québec, disponible aux fins des articles 2 à 8.»

432. L'article 1 de la Charte de la ville de Québec (1929, c. 95), modifié par l'article 10 du chapitre 102 des lois de 1939, l'article 3 du chapitre 72 des lois de 1949 et l'article 1 du chapitre 68 des lois de 1970, est de nouveau modifié par l'addition, à la fin du paragraphe *ll* du premier alinéa, de l'alinéa suivant:

«Si un bâtiment ou une amélioration constitue une unité d'évaluation inscrite au rôle d'évaluation distinctement du terrain sur lequel il se trouve, il est également un bien-fonds et un immeuble au sens du présent paragraphe; une disposition de la présente charte relative à une taxe basée sur la superficie, le front ou une autre dimension d'un immeuble ou d'un bien-fonds ne s'applique pas à un tel bâtiment ou à une telle amélioration;».

433. L'article 232 de ladite charte, remplacé par l'article 9 du chapitre 110 des lois de 1930, est modifié par la suppression du paragraphe *b*.

434. Les articles 233 et 234 de ladite charte sont abrogés.

435. L'article 243 de ladite charte, modifié par l'article 16 du chapitre 111 des lois de 1935, est abrogé.

436. L'article 251 de ladite charte, remplacé par l'article 7 du chapitre 22 des lois de 1979, est abrogé.

437. L'article 266*a* de ladite charte, édicté par l'article 16 du chapitre 102 des lois de 1939, remplacé par l'article 18 du chapitre 68 des lois de 1970 et modifié par l'article 8 du chapitre 22 des lois de 1979, est remplacé par le suivant:

«**266a.** Sous réserve de la Loi sur la fiscalité municipale et modifiant certaines dispositions législatives (1979, c. *insérer ici le numéro de chapitre du projet de loi n° 57*), la taxe d'affaires imposée dans la ville est due et exigible le 1^{er} janvier de chaque année ou le premier jour du mois qui suit le début de l'utilisation de la place d'affaires.»

438. Les articles 267, 268 et 270 de ladite charte sont abrogés.

439. L'article 282*b* de ladite charte, édicté par l'article 12 du chapitre 110 des lois de 1930, est abrogé.

440. L'article 282*j* de ladite charte, édicté par l'article 18 du chapitre 102 des lois de 1939, est abrogé.

441. L'article 336 de ladite charte, modifié par l'article 8 du chapitre 122 des lois de 1930-1931, l'article 5 du chapitre 104 des lois de 1931-1932, l'article 19 du chapitre 111 des lois de 1935, l'article 67 du chapitre 102 des lois de 1937, l'article 12 du chapitre 104 des lois de 1938, l'article 22 du chapitre 102 des lois de 1939, l'article 27 du chapitre 74 des lois de 1940, l'article 12 du chapitre 50 des lois de 1943, l'article 8 du chapitre 47 des lois de 1944, l'article 20 du chapitre 71 des lois de 1945, l'article 17 du chapitre 51 des lois de 1948, l'article 8 du chapitre 63 des lois de 1951-1952, l'article 4 du chapitre 36 des lois de 1952-1953, l'article 1 du chapitre 67 des lois de 1955-1956, l'article 9 du chapitre 50 des lois de 1957-1958, l'article 6 du chapitre 96 des lois de 1960-1961, l'article 7 du chapitre 66 des lois de 1963 (1^{re} session), l'article 5 du chapitre 69 des lois de 1964, l'article 38 du chapitre 86 des lois de 1969, les articles 29, 30 et 31 du chapitre 68 des lois de 1970, l'article 146 du chapitre 55 et l'article 29 du chapitre 75 des lois de 1972, l'article 8 du chapitre 80 des lois de 1973, l'article 12 du chapitre 97 des lois de 1974 et l'article 15 du chapitre 54 des lois de 1976, est de nouveau modifié par la suppression du paragraphe 67°.

442. Ladite charte est modifiée par l'insertion, après l'article 392, du suivant:

«**392a.** Les dispositions de la Loi sur les cités et villes relatives à la cassation des règlements, procès-verbaux, rôles, résolutions ou autres ordonnances du conseil d'une municipalité s'appliquent, en les adaptant, pour la cassation d'un tel acte du conseil ou du comité exécutif.»

443. L'article 429 de ladite charte, remplacé par l'article 38 du chapitre 68 des lois de 1970 et l'article 18 du chapitre 54 des lois de 1976, est modifié par l'addition, à la fin, de l'alinéa suivant:

«Pour les fins du présent article, l'évaluation des immeubles situés dans la municipalité voisine est ajustée de façon à ce qu'elle représente la même proportion de leur valeur réelle que l'évaluation des immeubles situés dans la ville; pour effectuer cet

ajustement, on tient compte des proportions médianes établies respectivement pour le rôle d'évaluation de la ville et pour celui de la municipalité voisine par le ministre des affaires municipales en vertu de la Loi sur la fiscalité municipale et modifiant certaines dispositions législatives.»

444. L'article 480 de ladite charte est remplacé par le suivant:

«**480.** La ville peut ouvrir, continuer ou élargir des rues ou chemins et établir des parcs ou places publiques en dehors de ses limites, et acquérir tout le terrain nécessaire pour un de ces objets, de la même manière et en suivant les mêmes formalités que celles prescrites par la présente charte pour de semblables améliorations dans les limites de la ville; la ville doit, avant d'exercer un pouvoir prévu par le présent article, obtenir le consentement de la municipalité dans laquelle ce pouvoir va être exercé.»

445. L'article 544 de ladite charte est abrogé.

446. La Charte de la Ville de Montréal (1959-1960, c. 102) est modifiée par l'insertion, après l'article 2a, du suivant:

«**2b.** Une disposition de la présente charte relative à une taxe basée sur la superficie, le front ou une autre dimension d'un immeuble ou bien-fonds ne s'applique pas à un bâtiment qui constitue une unité d'évaluation inscrite au rôle d'évaluation distinctement du terrain sur lequel il se trouve.»

447. L'article 195 de ladite charte, remplacé par l'article 22 du chapitre 97 des lois de 1960-1961 et modifié par l'article 35 du chapitre 77 des lois de 1977, est de nouveau modifié:

1° par le remplacement du premier alinéa du paragraphe 1 par le suivant:

«**195. 1.** Le conseil, sur rapport du comité exécutif, peut, par règlement, constituer une commission permanente sous le nom de «Conseil des Arts de la région métropolitaine de Montréal» dont la juridiction s'étend à toute l'Île de Montréal. Toute autre municipalité sise dans un rayon de vingt-cinq milles de l'Île de Montréal est incluse dans la juridiction du conseil des arts, pourvu que son conseil, par résolution, en ait exprimé l'intention. Cette résolution reste en vigueur pendant une période de deux ans et se renouvelle par tacite reconduction, à moins qu'un avis à l'effet contraire ne soit donné à la ville et lui soit parvenu 180 jours avant l'expiration de son terme.»;

2° par le remplacement du troisième alinéa du paragraphe 2 par le suivant :

« Sous réserve des dispositions ci-dessus, le conseil des arts peut adopter, amender ou abroger les règles qu'il juge nécessaires à sa gouverne et à sa régie interne. Il lui est également loisible d'engager le personnel nécessaire à la poursuite de ses fins, d'en déterminer les salaires et d'en ordonner au trésorier le paiement. Cependant, les frais d'administration, y compris le traitement du secrétaire et les déboursés encourus par les membres dans l'exercice de leurs fonctions, ne doivent pas excéder le montant fixé par le gouvernement. » ;

3° par la suppression des paragraphes *b* et *c* du deuxième alinéa du paragraphe 3 ;

4° par la suppression du troisième alinéa du paragraphe 3.

448. L'article 195*a* de ladite charte, édicté par l'article 15 du chapitre 59 des lois de 1962 et modifié par l'article 17 du chapitre 84 des lois de 1965 (1^{re} session), est de nouveau modifié par le remplacement du neuvième alinéa par le suivant :

« Les biens meubles reçus ou acquis en vertu du présent article sont exempts de toutes taxes municipales ou scolaires, générales ou spéciales, seulement lorsque la ville les utilise elle-même à des fins historiques, éducatives, culturelles ou municipales. »

449. L'article 522 de ladite charte, modifié par l'article 27 du chapitre 97 des lois de 1960-1961, l'article 54 du chapitre 59 des lois de 1962, l'article 19 du chapitre 70 des lois de 1963 (1^{re} session), l'article 9 du chapitre 71 des lois de 1964, l'article 23 du chapitre 86 des lois de 1966-1967, l'article 47 du chapitre 77 des lois de 1977 et l'article 16 du chapitre 22 des lois de 1979, est de nouveau modifié par la suppression du deuxième alinéa du paragraphe 10°.

450. L'article 526 de ladite charte, modifié par l'article 26 du chapitre 86 des lois de 1966-1967 et l'article 5 du chapitre 76 des lois de 1972, est de nouveau modifié par la suppression du paragraphe 7°.

451. L'article 638 de ladite charte, modifié par l'article 31 du chapitre 97 des lois de 1960-1961, l'article 12 du chapitre 71 des lois de 1964 et l'article 28 du chapitre 84 des lois de 1965 (1^{re} session), est de nouveau modifié par le remplacement du paragraphe 5 par le suivant :

« 5. À compter du 1^{er} août 1965, la ville doit, sur demande, fournir au compteur toute l'eau requise pour un immeuble exempt

de taxe en vertu du paragraphe 9° ou 10° de l'article 197 de la Loi sur la fiscalité municipale et modifiant certaines dispositions législatives, moyennant le loyer du compteur et le prix généralement fixé par mille pieds cubes pour les usagers au compteur.».

452. L'article 776 de ladite charte, modifié par l'article 43 du chapitre 97 des lois de 1960-1961 et l'article 31 du chapitre 84 des lois de 1965 (1^{re} session), remplacé par l'article 34 du chapitre 86 des lois de 1966-1967 et modifié par l'article 16 du chapitre 52 des lois de 1976, est remplacé par le suivant:

«**776.** Sous réserve de la Loi sur la fiscalité municipale et modifiant certaines dispositions législatives, la ville peut, par règlement, imposer et prélever annuellement sur les immeubles imposables situés dans les limites de son territoire une taxe foncière basée sur la valeur de ces immeubles portée au rôle d'évaluation.

Cette taxe est garantie par privilège sur ces immeubles et les propriétaires en sont personnellement responsables.»

453. L'article 789 et la section 2 du chapitre I du titre XI de ladite charte, comprenant les articles 794 à 800, sont abrogés.

454. L'article 817 de ladite charte est modifié par la suppression du paragraphe *a* du premier alinéa.

455. L'article 892 de ladite charte est modifié par l'addition, à la fin, de l'alinéa suivant:

«Aux fins de la présente section, la désignation d'un immeuble qui constitue une unité d'évaluation inscrite au rôle d'évaluation distinctement du terrain sur lequel il est situé est constituée par la désignation de ce terrain et une description sommaire de l'immeuble visé accompagnée si possible du nom de son propriétaire, de son adresse civique et de toute autre indication utile à son identification.»

456. L'article 965 de ladite charte est modifié par la suppression du troisième alinéa.

457. L'article 966*a* de ladite charte, édicté par l'article 79 du chapitre 59 des lois de 1962 et modifié par l'article 21 du chapitre 90 des lois de 1968, est de nouveau modifié par le remplacement du troisième alinéa par le suivant:

«Tous les biens mobiliers du métro, dans le territoire de la ville, sont des biens non imposables quant à toutes taxes municipales, générales ou spéciales.»

458. L'article 966*b* de ladite charte, édicté par l'article 79 du chapitre 59 des lois de 1962 et modifié par l'article 16 du chapitre 71 des lois de 1964 et l'article 22 du chapitre 90 des lois de 1968, est de nouveau modifié par le remplacement du troisième alinéa par le suivant:

«Tous les biens mobiliers du métro, dans le territoire de la cité de Westmount et des villes d'Outremont, Saint-Laurent et Mont-Royal, sont des biens non imposables quant à toutes taxes municipales, générales ou spéciales.»

459. L'article 966*c* de ladite charte, édicté par l'article 79 du chapitre 59 des lois de 1962, est abrogé.

460. L'article 966*e* de ladite charte, édicté par l'article 40 du chapitre 70 des lois de 1963 (1^{re} session) et modifié par l'article 50 du chapitre 84 des lois de 1965 (1^{re} session), est de nouveau modifié par le remplacement du cinquième alinéa par le suivant:

«Tous les biens mobiliers du métro, dans le territoire des villes de Saint-Lambert et Longueuil, sont des biens non imposables quant à toutes taxes municipales générales ou spéciales.»

461. Les articles 1082 à 1087 de ladite charte sont abrogés.

462. L'article 55 de la Charte de la ville de Hull (1975, c. 94) est modifié par la suppression des deuxième et troisième alinéas du sous-paragraphe *b* du paragraphe 5.

463. Les dispositions législatives mentionnées à l'annexe A sont abrogées dans la mesure qui y est indiquée.

SECTION II

DISPOSITIONS GÉNÉRALES

464. La présente loi lie la Couronne et ses mandataires.

465. Une corporation municipale ou une municipalité peut, par règlement qui ne requiert que l'approbation du ministre et de la Commission, décréter un emprunt par billet ou par émission d'obligations, pour défrayer le coût de la confection ou de la tenue à jour du rôle conformément à un règlement adopté en vertu du paragraphe 1^o de l'article 252, si le terme de cet emprunt n'excède pas cinq ans.

Au lieu de contracter un emprunt, elle peut, avec les mêmes approbations, répartir ce coût sur ses cinq exercices financiers suivants.

466. Une référence, dans une loi autre que la présente loi ou dans un règlement, un arrêté, un contrat ou tout autre document, à la Loi sur l'évaluation foncière ou à une de ses dispositions est une référence à la présente loi ou à la disposition correspondante de celle-ci.

467. À moins que le contexte n'indique un sens différent, une référence, dans une loi ou un document visé à l'article 466, à un immeuble inscrit au rôle d'évaluation, ou à un immeuble sans autre qualification s'il s'agit d'une disposition relative à une taxe foncière, signifie une unité d'évaluation portée au rôle.

Dans les mêmes circonstances, une référence à un immeuble imposable signifie une unité d'évaluation imposable, ou sa partie imposable si elle ne l'est pas entièrement; une référence au propriétaire signifie la personne au nom de laquelle est inscrite au rôle l'unité d'évaluation, ou sa partie imposable, selon le cas.

468. N'est pas visée par le paragraphe *b* du premier alinéa de l'article 14 de la Loi sur l'évaluation foncière une construction érigée sur un terrain faisant l'objet d'un claim ou d'une concession forestière, ou sur le terrain d'une réserve cantonale, d'une forêt domaniale, d'une réserve forestière spéciale ou d'une forêt de démonstration et d'expérimentation, si elle n'est pas la propriété d'un organisme public et si elle n'est pas administrée ou gérée par un organisme public.

Le premier alinéa a effet depuis le 1^{er} janvier 1972 mais n'affecte pas une cause pendante, ou une décision ou un jugement rendu, au (*insérer ici la date du dépôt du projet de loi numéro 57*).

469. Aucune illégalité ne résulte du seul fait que la ville de Laval n'a pas prélevé la taxe spéciale imposée par un règlement adopté en vertu des articles 33, 36, 37, 38, 42 et 42*a* de la Charte de la Ville de Laval (1965, 1^{re} session, c. 89) ainsi que de l'article 27 du chapitre 96 des lois de 1968, ou visés à ces articles.

Le remboursement des emprunts visés aux articles mentionnés au premier alinéa, que le Conseil se soit prévalu ou non de ces articles, est, à compter de l'exercice financier municipal de 1980, mis à la charge de l'ensemble des biens-fonds imposables de la Ville de Laval sur la base de leur valeur telle qu'elle apparaît au rôle d'évaluation en vigueur chaque année.

Le deuxième alinéa ne s'applique pas aux emprunts dont le remboursement est financé au moyen d'une taxe basée sur l'éten due en front des biens-fonds imposables en vertu des règlements visés au premier alinéa.

470. L'article 40 de la Loi sur l'Hydro-Québec (L.R.Q., c. H-5) est inopérant aux fins de la présente loi.

471. L'article 26 du chapitre 60 des lois de 1972 est abrogé.

SECTION III

DISPOSITIONS TRANSITOIRES

472. Sauf s'il y est autrement prévu, la présente loi a effet aux fins de tout exercice financier municipal à compter de celui de 1980.

473. La prise d'effet d'un article de la présente loi n'affecte pas le droit de percevoir et de recouvrer, selon les dispositions législatives ou réglementaires applicables avant cette prise d'effet, une taxe, une surtaxe, une compensation ou le prix d'une licence ou d'un permis imposé ou exigé pour un exercice financier municipal ou scolaire commencé avant le 1^{er} janvier 1980.

474. Malgré l'article 473, il ne peut être perçu ou recouvré, par ou pour une commission scolaire, pour son exercice financier 1979-1980, que le montant de taxes scolaires suivant:

1° la partie des taxes imposée pour défrayer le coût de dépenses excédant la dépense nette, pour la durée entière de cet exercice, et

2° la partie des taxes scolaires autres que celles prévues par le paragraphe 1°, pour la période commençant le 1^{er} juillet 1979 et se terminant le 31 décembre 1979.

Aux fins du premier alinéa, la «dépense nette» équivaut au montant des dépenses admissibles aux fins de subventions résultant de l'application des règles budgétaires prévues par l'article 15.1 de la Loi sur l'instruction publique édicté par l'article 324, sans égard au service de la dette relatif au fonds des immobilisations.

475. Si les taxes visées au paragraphes 2° du premier alinéa de l'article 474 ont été imposées pour toute la durée de l'exercice financier 1979-1980 d'une commission scolaire, la moitié du montant de ces taxes doit être remboursée à chaque contribuable.

Aux fins du présent article, les taxes visées au paragraphe 2° du premier alinéa de l'article 474 sont censées n'avoir été imposées que pour la période y mentionnée si elles l'ont été à un taux de cinquante cents par cent dollars d'évaluation.

476. Si la taxe imposée par une commission scolaire, une commission régionale ou le Conseil scolaire de l'île de Montréal dépasse les limites fixées aux articles 354.1 ou 558.1 de la Loi sur l'instruction publique édictés par les articles 338 et 358 pour l'année scolaire 1979-1980, la règle prévue par le deuxième alinéa s'applique pour les cinq années subséquentes.

La taxe scolaire est, pour chaque année considérée, soumise à l'approbation des électeurs à moins que:

1° l'excédent de 1979-1980 par rapport à l'une ou l'autre de ces limites soit réduit d'au moins 20% pour 1980-1981;

2° l'excédent de 1980-1981 par rapport à l'une ou l'autre de ces limites soit réduit d'au moins 25% pour 1981-1982;

3° l'excédent de 1981-1982 par rapport à l'une ou l'autre de ces limites soit réduit d'au moins 33 $\frac{1}{3}$ % pour 1982-1983;

4° l'excédent de 1982-1983 par rapport à l'une ou l'autre de ces limites soit réduit d'au moins 50% pour 1983-1984;

5° l'excédent de 1983-1984 par rapport à l'une ou l'autre de ces limites soit réduit d'au moins 100% pour 1984-1985.

Aux fins du calcul de l'excédent des années 1980-1981 à 1983-1984, il ne doit être tenu compte que du maximum que cet excédent peut atteindre, pour chaque année pour laquelle la règle s'applique, sans que la cotisation de l'une de ces années soit soumise à l'approbation des électeurs.

Le ministre de l'éducation peut, cependant, avant le 1^{er} juillet 1981, autoriser une commission scolaire, une commission régionale ou le Conseil scolaire de l'île de Montréal à réduire de 100% l'excédent de l'année 1979-1980 sur une période plus longue et suivant des proportions qu'il détermine.

477. Le déficit accumulé au 30 juin 1980 par une commission scolaire, une commission régionale ou le Conseil scolaire de l'île de Montréal doit être comblé au moyen d'une taxe spéciale, ou d'un emprunt remboursé au moyen d'une taxe spéciale annuelle, selon les conditions déterminées par le ministre de l'éducation.

Une taxe visée au premier alinéa n'est pas soumise à l'approbation des électeurs.

478. Pour l'année scolaire 1979-1980, lorsque des dépenses nettes de transport sont encourues en raison de services de transport auxquels pourvoit la commission régionale sans qu'une commission scolaire les ait demandés, elles sont payées par chaque commission scolaire en proportion de la valeur totale des biens imposables de chacune d'elles.

479. L'ordonnance générale relative au premier rôle d'évaluation annuel fait selon la Loi sur l'évaluation foncière, rendue en vertu de cette loi, s'applique à toutes les corporations municipales, y compris celles dont le territoire fait partie de celui d'une corporation de comté, qui existaient le 15 avril 1977.

Elle s'applique également aux corporations municipales constituées après le 15 avril 1977 et avant le 1^{er} janvier 1983, sauf qu'une telle corporation n'est pas tenue de respecter le calendrier prévu par l'ordonnance générale pour la réalisation des principales phases de confection du rôle.

Sur requête d'une corporation municipale visée au deuxième alinéa ou, selon le cas, de la municipalité intéressée, le ministre peut la soustraire à l'application de l'ordonnance générale et rendre à son égard une ordonnance particulière sur le même modèle.

480. Si la municipalité intéressée décide que le premier rôle annuel d'une corporation municipale à laquelle s'applique une ordonnance en vertu de l'article 479 doit être fait pour un exercice financier antérieur à celui prescrit par l'ordonnance, elle détermine cet exercice par une résolution adoptée au moins trois mois avant le début de celui-ci.

Une copie de cette résolution doit être transmise au ministre aussitôt après son adoption.

La municipalité doit également donner avis public de sa décision conformément à la loi qui la régit.

481. Une ordonnance et une résolution visées aux articles 479 et 480 obligent l'évaluateur de la municipalité.

482. Dans le cas d'une corporation municipale constituée après le 31 décembre 1982, le premier exercice financier pour lequel un rôle annuel doit être fait est celui qui suit celui au cours duquel la corporation est constituée, sous réserve de toute disposition contraire de la loi, des lettres patentes ou de la proclamation constituant la corporation.

483. Un rôle d'évaluation autre qu'un rôle annuel, en vigueur le (*insérer ici la date de l'entrée en vigueur du projet de loi n° 57*), doit être révisé pour chaque exercice financier de la corporation municipale antérieur à celui pour lequel est fait son premier rôle d'évaluation annuel.

Les dispositions de la présente loi relatives au rôle d'évaluation s'appliquent à chaque révision annuelle du rôle visé au premier alinéa, sauf les articles 42 et 59, et sauf l'article 170 dans la seule mesure où il réfère à l'article 42.

Le règlement adopté en vertu du paragraphe 1° de l'article 252 ne s'applique pas à une révision annuelle d'un rôle visé au premier alinéa, mais l'évaluateur doit néanmoins, dans la préparation de cette révision, établir des unités de voisinage conformément au processus établi par ce règlement, aux fins de l'évaluation des immeubles visés aux articles 43 à 51, s'il y a lieu.

484. Est valide tout acte accompli conformément à la Loi sur l'évaluation foncière depuis le 1^{er} janvier 1972 par une corporation municipale ou une municipalité qui n'est pas visée aux paragraphes *h* ou *i* de l'article 1 de cette loi, ou à l'égard d'une telle corporation ou municipalité.

485. Les ententes conclues en vertu de la Loi sur l'évaluation foncière portant sur la délégation de la compétence en matière d'évaluation foncière continuent d'avoir effet comme si elles avaient été conclues en vertu du chapitre XVII, jusqu'à la date prévue de leur expiration.

Toutefois, la Commission peut y mettre fin en tout temps à la demande de l'une des parties intéressées aux conditions convenues entre elles ou, à défaut d'accord, aux conditions fixées par la Commission.

Le présent article s'applique également à un transfert de compétence ordonné par la Commission.

486. Une personne qui est l'évaluateur d'une municipalité ou son suppléant le (*insérer ici la date de l'entrée en vigueur du projet de loi n° 57*) continue d'exercer ses fonctions en vertu de la présente loi, jusqu'à l'expiration prévue de son engagement ou jusqu'à ce qu'il y soit mis fin conformément à la loi.

Dans le cas où cette personne est une société ou une corporation, l'associé, l'administrateur ou l'employé désigné avant la date mentionnée au premier alinéa pour agir au nom de celle-ci et qui a pris l'engagement requis, continue dans ses fonctions jusqu'à ce qu'il soit remplacé conformément à la présente loi.

487. Les permis délivrés et non révoqués avant le (*insérer ici la date de l'entrée en vigueur du projet de loi n° 57*), permettant à certaines personnes d'agir comme évaluateurs, demeurent valides comme s'ils avaient été délivrés par la Commission en vertu de la présente loi, jusqu'à ce qu'ils soient révoqués.

Les critères de délivrance des permis, établis par la Commission et en vigueur à la date mentionnée au premier alinéa, conservent leur effet comme s'ils avaient été établis et approuvés conformément à la présente loi, jusqu'à ce qu'ils soient abrogés ou remplacés.

488. Le chapitre IX a effet à compter du (*insérer ici la date de l'entrée en vigueur du projet de loi n° 57*).

489. Le Bureau de révision de l'évaluation foncière du Québec institué par la présente loi succède à celui institué par la Loi sur l'évaluation foncière. À cette fin, le Bureau en premier lieu mentionné assume les pouvoirs et obligations de l'autre.

Les membres et les fonctionnaires et employés du Bureau institué par la Loi sur l'évaluation foncière deviennent, sans autre formalité, les membres et les fonctionnaires et employés du Bureau institué par la présente loi, aux mêmes fonctions et avec les mêmes droits et privilèges.

Les archives du Bureau institué par la Loi sur l'évaluation foncière font partie des archives du Bureau institué par la présente loi.

490. Tout acte accompli par le Bureau institué par la Loi sur l'évaluation foncière, l'un de ses membres ou l'un de ses fonctionnaires ou employés, ou à son égard, avant le (*insérer ici la date de l'entrée en vigueur du projet de loi n° 57*), et qui n'est pas inconciliable avec la présente loi, conserve son effet comme s'il avait été accompli en vertu de la présente loi.

491. Les bureaux de révision constitués en vertu du troisième alinéa de l'article 44 de la Loi sur l'évaluation foncière et existant le (*insérer ici la date de l'entrée en vigueur du projet de loi n° 57*) continuent d'exister aux seules fins d'entendre et de juger les plaintes relatives à un rôle d'évaluation foncière ou à un rôle de la valeur locative fait pour un exercice financier municipal antérieur à celui de 1980 et qui sont sous leur juridiction en vertu de cette loi.

Ils entendent et jugent ces plaintes selon la loi applicable avant la date mentionnée au premier alinéa.

492. La section IX de la Loi sur l'évaluation foncière continue de s'appliquer à l'égard d'une décision rendue relativement à une plainte à l'égard d'un rôle d'évaluation foncière ou d'un rôle de la valeur locative fait pour un exercice financier municipal antérieur à celui de 1980.

493. Le Bureau ne peut rendre de décision relativement à une valeur inscrite à un rôle d'évaluation foncière ou à un rôle de la valeur locative fait pour l'exercice financier municipal de 1980 que lorsque le facteur a été établi pour ce rôle en vertu de l'article 253.

494. La désignation, faite en vertu de la Loi sur l'évaluation foncière, de juges de la Cour provinciale chargés d'exercer la compétence de celle-ci en vertu de cette loi, conserve son effet comme si elle avait été faite en vertu de la présente loi, jusqu'à ce qu'elle soit remplacée.

495. Une résolution demandant que soient identifiés au rôle d'évaluation foncière fait pour l'exercice financier municipal de 1980 les immeubles pouvant être assujettis à la surtaxe sur les terrains vagues desservis, adoptée et transmise conformément à la Loi sur l'évaluation foncière, est valable comme si elle avait été adoptée et transmise conformément à la présente loi.

496. Une décision de la Commission reconnaissant un immeuble ou une institution ou un organisme comme remplissant les conditions prévues par le paragraphe 10 du premier alinéa de l'article 18 de la Loi sur l'évaluation foncière conserve son effet comme si elle avait été rendue conformément au paragraphe 10° de l'article 197.

L'article 202 s'applique à cette décision.

497. Une entente conclue en vertu du cinquième alinéa de l'article 18 de la Loi sur l'évaluation foncière conserve son effet comme si elle avait été conclue en vertu de l'article 199, jusqu'à la date prévue de son expiration.

498. Le dépôt au bureau d'enregistrement d'un acte décrivant le terrain d'un parcours de golf, accompagné d'un plan et d'une description technique préparés par un arpenteur, et la fourniture à la municipalité de la preuve de ce dépôt, faits en vertu de l'article 22 de la Loi sur l'évaluation foncière, tiennent lieu du dépôt prévu par l'article 205.

499. Jusqu'à ce que le règlement visé au paragraphe 1° de l'article 251 entre en vigueur, le tarif établi en vertu de l'article 82 de la Loi sur l'évaluation foncière conserve son effet.

500. Un arrêté du gouvernement déclarant exempts de taxe foncière les immeubles d'un gouvernement étranger, adopté en vertu de l'article 19 de la Loi sur l'évaluation foncière, conserve son effet comme s'il avait été adopté en vertu de l'article 203.

501. Jusqu'à ce que le règlement visé au paragraphe 3° de l'article 251 entre en vigueur, le règlement adopté en vertu du paragraphe 3 de l'article 100 de la Loi sur l'évaluation foncière remplacé par l'article 10 du chapitre 59 des lois de 1978 conserve son effet.

502. Jusqu'à ce que le règlement visé au paragraphe 4° de l'article 251 entre en vigueur, le règlement adopté en vertu de l'article 101 de la Loi sur l'évaluation foncière remplacé par l'article 11 du chapitre 59 des lois de 1978 conserve son effet.

503. Le règlement adopté en vertu du paragraphe 2 de l'article 7 de la Loi sur l'évaluation foncière conserve son effet comme s'il avait été adopté en vertu du paragraphe 1° de l'article 252.

504. Jusqu'à ce que le tarif visé au paragraphe 2° de l'article 252 entre en vigueur, les frais payables en vertu du troisième alinéa de l'article 75 sont ceux prévus pour la délivrance des documents de la municipalité intéressée, selon le tarif en vigueur dans celle-ci, en l'adaptant.

505. Jusqu'à ce que le règlement visé aux sous-paragraphe *a*, *b* et *c* du paragraphe 3° de l'article 252 entre en vigueur, l'avis d'évaluation ou le compte de taxes qui en tient lieu doit contenir au moins les mentions suivantes:

1° les unités d'évaluation ou les places d'affaires portées au rôle d'évaluation foncière ou au rôle de la valeur locative, selon le cas, au nom de la personne à qui est adressé l'avis ou le compte;

2° la valeur foncière ou locative inscrite pour chaque unité d'évaluation ou place d'affaires, selon le cas, visée au paragraphe 1°;

3° le facteur et la proportion établis pour le rôle en vertu de l'article 253, s'ils sont connus; et

4° la façon de formuler une plainte et le délai dans lequel elle doit être déposée.

506. Jusqu'à ce que le règlement visé au sous-paragraphe *e* du paragraphe 3° de l'article 252 entre en vigueur, la formule de plainte approuvée par la Commission en vertu de l'article 65 de la Loi sur l'évaluation foncière peut être utilisée aux fins du dépôt d'une plainte en vertu de la présente loi, en l'adaptant.

507. Jusqu'à ce que le ministre du revenu prescrive une formule de déclaration en vertu de l'article 254, celle qu'il a prescrite en vertu du paragraphe 4 de l'article 100 de la Loi sur l'évaluation foncière remplacé par l'article 10 du chapitre 59 des lois de 1978 peut être utilisée aux fins de l'article 219.

508. Un rôle d'évaluation foncière ou un rôle de la valeur locative fait et déposé pour l'exercice financier municipal de 1980, conformément à la Loi sur l'évaluation foncière, est valable et ne

peut être attaqué en cassation pour le motif qu'il n'est pas conforme à une disposition de la présente loi qui diffère de la Loi sur l'évaluation foncière.

Aux fins du présent article, le rôle d'évaluation foncière et le rôle de la valeur locative des villes de Montréal et de Québec entrés en vigueur en 1979 sont censés avoir été faits et déposés le 15 novembre 1979 conformément à la Loi sur l'évaluation foncière pour leur exercice financier de 1980.

509. Avant le 15 septembre 1980, un rôle d'évaluation foncière ou un rôle de la valeur locative visé à l'article 508 doit être modifié conformément au chapitre XV pour tenir compte des dispositions de la présente loi qui lui sont applicables et qui diffèrent de celles de la Loi sur l'évaluation foncière.

À cette fin, le mot «indûment», dans l'article 169, est interprété comme si le rôle avait dû être conforme à la présente loi lors de son entrée en vigueur.

L'effet d'une modification apportée en vertu du présent article ne peut être antérieur au 1^{er} janvier 1980.

510. Aux fins d'une modification apportée en vertu de l'article 509, la demande prévue par l'article 33 peut être faite avant le 1^{er} mars 1980.

Cette demande vaut également aux fins du rôle d'évaluation foncière fait pour l'exercice financier municipal de 1981.

511. Dans le cas d'une corporation municipale pour laquelle, le (*insérer ici la date de l'entrée en vigueur du projet de loi n° 57*), aucun rôle de la valeur locative n'a été fait et déposé pour l'exercice financier municipal de 1980, la municipalité doit faire confectionner un tel rôle si la résolution visée à l'article 180 est adoptée et transmise avant le 29 février 1980.

Ce rôle peut être déposé en tout temps avant le 1^{er} juillet 1980 et est alors censé être entré en vigueur le 1^{er} janvier 1980.

512. Malgré toute disposition d'une loi générale ou spéciale, pour l'exercice financier municipal de 1980, les délais relatifs à la préparation, à la soumission au conseil, à l'adoption, à la transmission et à la contestation du budget d'une corporation municipale, d'une municipalité ou d'un organisme dont elle adopte ou approuve le budget, et s'il y a lieu des règlements ou résolutions devant accompagner le budget, sont retardés de trois mois.

De plus, le ministre peut retarder ces délais au-delà de cette période de trois mois, jusqu'à une date qu'il fixe, pour toutes les corporations municipales et municipalités ou une catégorie d'entre elles.

Le présent article n'écarte pas le pouvoir du ministre d'accorder à une corporation municipale ou à une municipalité un délai supplémentaire, dans les conditions prévues par la loi qui s'y applique en cette matière.

513. Un budget fait pour l'exercice financier municipal de 1980 et entré en vigueur automatiquement par l'effet de la loi avant le (*insérer ici la date de l'entrée en vigueur du projet de loi n° 57*) est sans effet.

514. Jusqu'à ce que le budget et, s'il y a lieu les règlements et résolutions visés à l'article 512, soient en vigueur, le secrétaire-trésorier, trésorier ou directeur des finances de la corporation municipale ou de la municipalité peut délivrer des certificats de disponibilité de fonds comme si, au début de chaque mois de l'exercice financier municipal de 1980, un douzième du budget de l'exercice financier précédent était adopté.

Dans le cas des villes de Montréal et de Québec, le mot «douzième» au premier alinéa est remplacé par le mot «huitième».

515. Pour l'exercice financier municipal de 1980, un compte de taxes foncières municipales provisoire est expédié à toute personne qui était tenue de payer de telles taxes au cours de l'exercice précédent.

Ce compte provisoire doit être expédié en tout temps après le 1^{er} janvier 1980.

Le montant exigé en vertu du compte provisoire ne peut excéder celui exigé pour les taxes foncières municipales sur le même immeuble au cours de l'exercice financier municipal commencé en 1979.

Aux fins du présent article, un rôle de perception provisoire peut être dressé malgré l'absence de budget en vigueur.

Le présent article s'applique également à l'égard de la taxe d'affaires, dans la mesure où la corporation municipale en impose une.

516. Aux fins du paragraphe 2 de l'article 25 de la Loi sur la Commission municipale (L.R.Q., c. C-35), les taxes exigées en vertu des comptes provisoires sont réputées être des taxes imposées pour l'année.

517. Les avis d'évaluation, comptes de taxes foncières municipales et comptes de taxes d'affaires définitifs pour l'exercice financier municipal de 1980 sont expédiés en tout temps après le 1^{er} juillet 1980.

Les remboursements et les paiements de taxes ou de suppléments de taxes sont alors régis par la présente loi.

518. Une plainte ou un recours en cassation ou en nullité du rôle d'évaluation foncière ou du rôle de la valeur locative peuvent être exercés jusqu'à l'expiration d'un délai de soixante jours ou de trois mois, respectivement, après l'expédition visée à l'article 517.

La prohibition d'attaquer un rôle en cassation prévue par l'article 508 ne s'applique plus à compter de cette expédition.

519. Si l'avis public annonçant le dépôt du rôle d'évaluation foncière ou du rôle de la valeur locative pour l'exercice financier municipal de 1980 contient une mention à l'effet que toute plainte à l'égard de ce rôle doit être déposée au bureau du greffier de la corporation municipale ou à un bureau de révision constitué en vertu du troisième alinéa de l'article 44 de la Loi sur l'évaluation foncière, le greffier de la corporation municipale doit afficher et publier, sous forme de correctif, un avis public conforme aux articles 69 à 71.

520. Le greffier de la corporation municipale et le bureau de révision visés à l'article 519 doivent transmettre toute plainte qu'ils reçoivent à l'égard d'un rôle visé à cet article au secrétaire de la section qui a juridiction sur cette plainte en vertu de la présente loi.

Cette plainte est alors entendue et jugée comme si elle avait été déposée conformément à l'article 130.

521. Sauf si le conseil de la corporation municipale en décide autrement par règlement, les immeubles exempts de taxe foncière en vertu de la présente loi demeurent assujettis au paiement des taxes foncières spéciales qui leur ont été imposées pour le paiement des échéances annuelles en capital et intérêt des emprunts décrétés avant le *(insérer ici la date de l'entrée en vigueur du projet de loi n° 57)*.

522. Malgré l'article 470, pour les exercices financiers municipaux de 1980 et 1981, Hydro-Québec et ses filiales et leurs immeubles sont exempts de toute imposition qu'écartait le deuxième alinéa de l'article 40 de la Loi sur l'Hydro-Québec, sauf, dans le territoire d'une corporation municipale autre que la Ville de Montréal, les taxes imposées pour le service d'aqueduc.

523. Un immeuble qui est assujetti à des taxes foncières en vertu du premier alinéa de l'article 102 de la Loi sur l'évaluation foncière et qui n'est pas porté au rôle d'évaluation en vertu

de la présente loi est assujetti, pour l'exercice financier municipal de 1980, à des taxes foncières municipales d'un montant égal à $46\frac{2}{3}\%$ du montant de celles auxquelles il était assujetti pour l'exercice financier municipal commencé en 1971.

Pour chaque exercice financier municipal à compter de celui de 1981, le montant de taxes foncières municipales auxquelles est assujetti un tel immeuble est celui applicable pour l'exercice précédent, diminué d'un montant égal à $6\frac{2}{3}\%$ du montant des taxes foncières municipales auxquelles il était assujetti pour l'exercice financier municipal commencé en 1971.

524. Un immeuble qui est assujetti à des taxes foncières en vertu du deuxième alinéa de l'article 102 de la Loi sur l'évaluation foncière et qui n'est pas porté au rôle d'évaluation en vertu de la présente loi est assujetti, pour l'exercice financier municipal de 1980, à des taxes foncières municipales d'un montant égal à $46\frac{2}{3}\%$ de la différence entre les montants visés à l'alinéa susmentionné payables à la corporation municipale, en tenant compte s'il y a lieu de tout accord ou décision visé au quatrième alinéa de l'article 102 susmentionné.

Pour chaque exercice financier municipal à compter de celui de 1981, le montant de taxes foncières municipales auxquelles est assujetti un tel immeuble est celui applicable pour l'exercice précédent, diminué d'un montant égal à $6\frac{2}{3}\%$ de la différence visée au premier alinéa.

525. Un accord intervenu, en vertu de l'article 103 de la Loi sur l'évaluation foncière, entre une corporation municipale ou une commission scolaire et une entreprise tenue à une taxe décroissante aux termes des articles 99 et 102 de cette loi, conserve son effet.

Toutefois, si à la suite d'un tel accord une entreprise autre qu'Hydro-Québec ou une de ses filiales a, le 1^{er} janvier 1980, payé à une corporation municipale ou à une commission scolaire un montant supérieur à ce qu'elle aurait dû lui avoir payé à cette date en vertu de l'article 102 mentionné au premier alinéa et si un immeuble de cette entreprise visé à cet article doit être porté au rôle en vertu de la présente loi, la corporation municipale ou la commission scolaire dans le territoire de laquelle est situé cet immeuble et qui est partie à cet accord doit rembourser à cette entreprise la partie de cet excédent attribuable à cet immeuble.

De même, si à la suite d'un tel accord, Hydro-Québec ou une de ses filiales a, le 1^{er} janvier 1980, payé à une corporation municipale ou à une commission scolaire un montant supérieur à ce qu'elle aurait dû avoir payé à cette date en vertu de l'article

99 mentionné au premier alinéa, l'excédent est déduit du montant qu'elle doit payer en vertu de l'article 214.

526. S'il y a lieu, pour calculer le montant du supplément de taxes municipales ou scolaires exigible en vertu de l'article 206, il doit être tenu compte des exercices financiers au cours desquels l'article 22 de la Loi sur l'évaluation foncière s'est appliqué à l'immeuble visé.

527. L'article 209 s'applique à un immeuble visé à l'article 21 de la Loi sur l'évaluation foncière et qui a été cédé avant le (*insérer ici la date de l'entrée en vigueur du projet de loi n° 57*) aux fins de lotissement, de développement résidentiel, industriel ou commercial, de spéculation ou d'opérations immobilières.

528. S'il y a lieu, pour calculer le montant du supplément de taxes municipales ou scolaires, ou du remboursement au ministre de l'agriculture et de l'alimentation, exigible en vertu de l'article 211, il doit être tenu compte des exercices financiers au cours desquels l'article 21 de la Loi sur l'évaluation foncière s'est appliqué à l'immeuble visé.

529. L'article 221 s'applique dans le cas où une corporation visée à l'article 214 cesse d'exister avant ou après le (*insérer ici la date de l'entrée en vigueur du projet de loi n° 57*) avant d'avoir payé la taxe exigible à titre de taxe municipale, en vertu de l'article 100 de la Loi sur l'évaluation foncière remplacé par l'article 10 du chapitre 59 des lois de 1978, pour l'exercice financier municipal commencé en 1979.

530. Les articles de la présente loi qui abrogent ou suppriment des dispositions remplacées par l'article 113 de la Loi sur l'évaluation foncière ne doivent pas être interprétés comme signifiant que ces dispositions ont eu effet entre le 1^{er} janvier 1972 et le 1^{er} janvier 1980.

531. Un article de la présente loi, y compris une modification qu'il apporte à une autre loi, sauf le paragraphe 5° de l'article 252, relatif au paiement en plusieurs versements de taxes ou d'autres montants dus à une corporation municipale, à une municipalité ou à une commission scolaire, a effet à compter de l'entrée en vigueur du règlement visé au paragraphe susmentionné.

La prise d'effet d'un tel article n'entraîne pas pour une personne l'obligation de payer une taxe ou un montant, exigible avant cette prise d'effet, plus rapidement ou par versements plus importants qu'en vertu de la disposition modifiée par un tel article.

532. Un article de la présente loi, y compris une modification qu'il apporte à une autre loi, qui prévoit que des valeurs inscrites au rôle d'évaluation d'une corporation municipale doivent être multipliées par le facteur établi pour ce rôle par le ministre en vertu de la présente loi, a effet, pour une corporation municipale, à compter du jour où ce facteur est établi pour son rôle fait pour son exercice financier de 1980.

Si la disposition implique plus d'une corporation municipale, elle n'a effet que lorsque les facteurs de tous les rôles visés au premier alinéa des corporations municipales intéressées ont été établis.

[[**533.** Pour les exercices financiers municipaux de 1980, 1981 et 1982, le gouvernement ou le ministre qu'il désigne peut verser, à chaque corporation municipale qui par suite de l'application de la présente loi ne bénéficie pas d'un transfert net de ressources fiscales d'au moins dix dollars par habitant, une somme suffisante pour atteindre ce montant de transfert net de ressources fiscales.

Le ministre fixe cette somme dans chaque cas.]]

[[**534.** Les sommes requises pour le versement d'un montant par le gouvernement, un de ses ministres ou un de ses organismes sont prises, pour l'exercice financier 1979-1980, à même le fonds consolidé du revenu et, pour les exercices financiers subséquents, à même les sommes accordées annuellement à cette fin par la Législature.

Les sommes requises pour l'application du chapitre IX sont prises, pour l'exercice financier 1979-1980, à même les sommes accordées par la Législature pour le fonctionnement du Bureau de révision de l'évaluation foncière du Québec institué par la Loi sur l'évaluation foncière et, pour les exercices financiers subséquents, à même les sommes accordées annuellement par la Législature aux fins de l'application du chapitre IX.]]

535. Les articles 8, 39 à 41 et 184, ainsi que l'article 185 dans la mesure où il réfère aux articles 39 à 41, ont effet depuis le 1^{er} janvier 1972.

536. L'article 74 a effet à l'encontre de tout contrat conclu avant le (*insérer ici la date de l'entrée en vigueur du projet de loi n° 57*) entre l'évaluateur et la municipalité.

537. L'article 222 a effet à compter du début de l'exercice financier de la personne visée à l'article 214 qui se termine en 1979.

538. Les articles 261 à 263, 265 et 266 ont effet, pour une corporation de village ou de campagne, à compter du jour où le greffier a terminé la confection, en vertu de l'article 57, de l'annexe au rôle d'évaluation de cette corporation pour son exercice financier de 1980.

539. Pour une corporation municipale régie par le Code municipal, l'article 237, le paragraphe 1° de l'article 257, l'article 274, le paragraphe 1° de l'article 276 et les articles 280, 281, 284 et 316 ont effet le 1^{er} janvier 1984 ou à compter de l'exercice financier antérieur à cette date pour lequel la corporation impose une taxe d'affaires en vertu de la présente loi.

Pour une corporation municipale régie par une autre loi, les articles 237, 293, 297 à 299, 316, 433 à 437, 441 et la section visée à l'article 453 ont effet le 1^{er} janvier 1982, ou à compter de l'exercice financier antérieur à cette date pour lequel la corporation impose une taxe d'affaires en vertu de la présente loi.

L'abrogation ou la suppression d'une disposition mentionnée à l'annexe A qui est relative à un permis, une licence ou un droit annuel exigé en raison de l'exercice d'une activité a effet conformément au deuxième alinéa.

540. Les articles 322 et 378 ont effet à compter du 1^{er} juillet 1980.

541. Les articles 376 et 377 ont effet depuis le 1^{er} avril 1979.

542. Le gouvernement peut par proclamation fixer la date à compter de laquelle les paragraphes 5° et 6° de l'article 197 cessent d'avoir effet.

543. La présente loi entre en vigueur le jour de sa sanction.

ANNEXE «A»

DISPOSITIONS LÉGISLATIVES ABROGÉES EN VERTU DE
L'ARTICLE 463

Ville ou Cité	Titre de la loi	Dispositions abrogées
1. Acton Vale	Charte de la ville d'Acton Vale (1908, c. 102)	Article 16
2. Anjou	Charte de la ville d'Anjou (1955- 1956, c. 114)	Article 31
	Loi concernant Ville d'Anjou (1977, c. 85)	Article 4
3. Arthabaska	Charte de la ville d'Arthabaska (1903, c. 70)	Paragraphe <i>b</i> à <i>d</i> de l'article 24; arti- cles 25 à 41
4. Asbestos	Loi concernant la ville d'Asbes- tos (1938, c. 115)	Articles 6 à 9
	Loi des cités et villes (Statuts refondus, 1925, c. 102)	Les deuxième et troisième alinéas de l'article 528, remplacé pour la ville d'Asbestos par l'article 10 du chapitre 115 des lois de 1938
	Loi modifiant la charte de la ville d'Asbestos (1950, c. 108)	Articles 1, 5 et 6
	Loi modifiant la charte de la ville d'Asbestos (1951-1952, c. 83)	Article 5
	Loi modifiant la charte de la ville d'Asbestos (1952-1953, c. 86)	Article 1
5. Bedford	Loi modifiant la charte de la ville de Bedford (1952-1953, c. 100)	Articles 19 et 20
6. Belleterre	Charte de la ville de Belleterre (1942, c. 89)	Article 29

Ville ou Cité	Titre de la loi	Dispositions abrogées
7. Berthier-ville	Loi modifiant la charte de la ville de Berthierville (1951-1952, c. 95)	Article 10
8. Black Lake	Loi modifiant la charte de la ville de Black Lake (1956-1957, c. 115)	Article 6
9. Brompton-ville	Loi concernant la corporation de la ville de Bromptonville, comté de Richmond, et les commissaires d'écoles du même lieu (1953-1954, c. 108)	Articles 5 à 7
	Loi modifiant la charte de la ville de Bromptonville (1959-1960, c. 148)	Article 7
10. Coaticook	Statuts refondus, 1909	Articles 5736 <i>a</i> et 5736 <i>b</i> , édictés pour la ville de Coaticook par l'article 2 du chapitre 103 des lois de 1920
	Loi amendant la charte de la ville de Coaticook (1919-1920, c. 103)	Article 3
	Loi relative à la ville de Coaticook (1940, c. 99)	Article 38
	Loi des cités et villes (Statuts refondus, 1941, c. 233)	Article 527 <i>a</i> , édicté pour la ville de Coaticook par l'article 28 du chapitre 70 des lois de 1946, remplacé par l'article 11 du chapitre 92 des lois de 1953-1954 et l'article 16 du chapitre 86 des lois de 1957-1958
	Loi relative à la ville de Coaticook (1950-1951, c. 90)	Articles 27 à 29

Ville ou Cité	Titre de la loi	Dispositions abrogées
11. Cookshire	Loi modifiant la charte de La corporation de la ville de Cookshire (1958-1959, c. 104)	Articles 8 et 9
12. Côte Saint-Luc	Loi modifiant la charte de la ville de Côte Saint-Luc (1956-1957, c. 120)	Article 4
13. Cowansville	Charte de la ville de Cowansville (1959-1960, c. 139)	Articles 19 à 21
14. Dolbeau	Loi modifiant la charte de la ville de Dolbeau (1956-1957, c. 108)	Article 6
15. Dorion	Loi modifiant la charte de la ville de Dorion (1951-1952, c. 96)	Article 13
16. Dorval	Loi modifiant la charte de la cité de Dorval (1954-1955, c. 83)	Article 1
	Loi modifiant la charte de la cité de Dorval (1956-1957, c. 91)	Article 4
17. East Angus	Loi amendant la charte de la ville d'East Angus (1919-1920, c. 102)	Article 2
	Loi modifiant la charte de la ville d'East Angus (1952-1953, c. 95)	Articles 7 et 8
18. Farnham	Charte de Farnham (1956-1957, c. 93)	Articles 29, 30, 34 et 36
19. Gagnon	Charte de la ville de Gagnon (1959-1960, c. 161)	Article 26
20. Granby	Charte de la ville de Granby (1916, c. 70)	Articles 56 et 58
	Loi modifiant la charte de la ville de Granby (1937, c. 107)	Article 12
	Loi modifiant la charte de la ville de Granby (1955-1956, c. 79)	Articles 15 et 16

Ville ou Cité	Titre de la loi	Dispositions abrogées
21. Greenfield Park	Loi modifiant la charte de la ville de Greenfield Park (1953-1954, c. 104)	Article 17
22. Joliette	Charte de la cité de Joliette (1935, c. 124)	Articles 72 et 73
	Loi modifiant la charte de la cité de Joliette et annexant de nouveaux territoires à la municipalité scolaire de la ville de Joliette (1946, c. 63)	Article 25
	Loi modifiant la charte de la cité de Joliette (1948, c. 57)	Articles 7 et 8
	Loi modifiant la charte de la cité de Joliette (1950, c. 92)	Articles 18 et 19
23. Lachine	Charte de la cité de Lachine (1909, c. 86)	Articles 43 et 44
	Loi amendant la charte de la cité de Lachine (1915, c. 96)	Article 4
	Loi amendant la charte de la cité de Lachine (1919, c. 99)	Article 6
	Loi modifiant la charte de la cité de Lachine (1940, c. 85)	Article 2
	Loi modifiant la charte de la cité de Lachine (1948, c. 56)	Article 3
	Loi modifiant la charte de la cité de Lachine (1959-1960, c. 111)	Article 1
	Loi modifiant la charte de la cité de Lachine (1962, c. 68)	Article 11
24. Lac Mégantic	Loi modifiant la charte de la ville de Lac Mégantic (1957- 1958, c. 84)	Articles 6 à 8

Ville ou Cité	Titre de la loi	Dispositions abrogées
25. Lauzon	Loi modifiant la charte de la cité de Lauzon (1946, c. 68)	Articles 2 et 3
	Loi modifiant la charte de la cité de Lauzon (1951-1952, c. 82)	Article 26
26. Léry	Charte de la ville de Léry (1914, c. 90)	Article 24
27. Lévis	Loi modifiant la charte de la ville de Lévis (1969, c. 97)	Article 15
28. Longueuil	Loi modifiant la charte de la ville de Longueuil (1956-1957, c. 85)	Article 4
29. Louiseville	Loi modifiant la charte de la ville de Louiseville (1951-1952, c. 89)	Article 6
	Loi modifiant la charte de la ville de Louiseville (1957-1958, c. 92)	Article 7
30. Magog	Charte de la cité de Magog (1936, 1 ^{re} session, c. 7)	Article 31
	Loi modifiant la charte de la cité de Magog (1950, c. 104)	Article 10
	Loi modifiant la charte de la cité de Magog (1955-1956, c. 86)	Article 4
31. Malartic	Charte de la ville de Malartic (1939, c. 124)	Article 44
32. Marieville	Charte de la ville de Marieville (1905, c. 47)	Article 11
33. Mont-Joli	Charte de la ville de Mont-Joli (1945, c. 91)	Articles 13a, 13b et 13c
	Loi concernant la ville de Mont-Joli (1956-1957, c. 105)	Article 11
34. Montréal-Est	Loi modifiant la charte de la ville de Montréal-Est (1973, c. 81)	Article 2

Ville ou Cité	Titre de la loi	Dispositions abrogées
35. Montréal-Nord	Loi modifiant la charte de la ville de Montréal-Nord (1958-1959, c. 78)	Article 15
36. Nicolet	Charte de la ville de Nicolet (1910, c. 57)	Articles 29 à 34
37. Pincourt	Charte de la ville de Pincourt (1959-1960, c. 168)	Article 15
38. Pointe-aux-Trembles	Loi concernant la charte de la cité de Pointe-aux-Trembles (1957-1958, c. 78)	Article 5
39. Pointe-Claire	Charte de la ville de Pointe-Claire (1911, c. 71)	Paragraphe <i>b</i> de l'article 24
	Loi modifiant la charte de la ville de Pointe-Claire (1958-1959, c. 61)	Article 10
40. Port-Cartier	Charte de la ville de Port-Cartier (1958-1959, c. 111)	Article 34
41. Richmond	Charte de la ville de Richmond (1901, c. 50)	Paragrophes <i>b, c, d, e, g, h, i</i> et <i>j</i> de l'article 20 et l'article 21
	Loi modifiant la charte de la ville de Richmond et concernant la corporation de la ville de Richmond, la Commission catholique des commissaires d'écoles de la ville de Richmond et la Commission protestante des commissaires d'écoles de la ville de Richmond (1952-1953, c. 97)	Articles 6 à 8
	Loi modifiant la charte de la ville de Richmond (1957-1958, c. 93)	Article 6
	Loi modifiant la charte de la ville de Richmond (1958-1959, c. 93)	Article 9

Ville ou Cité	Titre de la loi	Dispositions abrogées
	Loi modifiant la charte de la ville de Richmond (1959-1960, c. 142)	Article 3
42. Rimouski	Loi amendant la charte de la ville de Rimouski (1920, c. 96)	Articles 20 et 22
	Loi modifiant la charte de la ville de Rimouski (1948, c. 66)	Articles 22 et 23
	Loi modifiant la charte de la ville de Rimouski (1949, c. 88)	Articles 4 et 5
43. Rivière-du-Loup	Charte de la cité de Rivière-du-Loup (<i>Fraserville</i>) (1910, c. 56)	Article 20
	Loi modifiant la charte de la cité de Rivière-du-Loup (1949, c. 87)	Article 15
44. Rouyn	Charte de la cité de Rouyn (1948, c. 63)	Article 32
	Loi modifiant la charte de la cité de Rouyn (1954-1955, c. 66)	Article 13
45. Sainte-Agathe-des-Monts	Charte de la ville de Sainte-Agathe-des-Monts (1915, c. 103)	Article 79
	Loi modifiant la charte de la ville de Sainte-Agathe-des-Monts (1952-1953, c. 89)	Articles 12 et 13
46. Saint-Hubert	Loi modifiant la charte de la ville de Saint-Hubert (<i>MacKayville</i>) et lui accordant certains pouvoirs (1954-1955, c. 78)	Article 2
	Charte de la ville de Saint-Hubert (1957-1958, c. 112)	Article 29

Ville ou Cité	Titre de la loi	Dispositions abrogées
47. Saint-Hyacinthe	Charte de la ville de Saint-Hyacinthe (1934, c. 94)	Articles 55 et 57
	Loi concernant la ville de Saint-Hyacinthe (1958-1959, c. 60)	Article 10
48. Saint-Jean-sur-Richelieu	Charte de la ville de Saint-Jean-sur-Richelieu (1890, 1 ^{re} session, c. 71)	Article 494a
49. Salaberry-de-Valleyfield	Charte de la cité de Salaberry-de-Valleyfield (1931-1932, c. 111)	Articles 117, 117a, 118 et 118a
50. Scotstown	Charte de la ville de Scotstown (1892, c. 58)	Paragaphes <i>f</i> , <i>g</i> et <i>h</i> de l'article 12
51. Sept-Iles	Charte de la ville de Sept-Iles (1950-1951, c. 69)	Article 28
52. Sillery	Loi modifiant la charte de la cité de Sillery (1950, c. 101)	Article 6
	Loi modifiant la charte de la cité de Sillery (1950-1951, c. 80)	Article 3
53. Témiscaming	Charte de la ville de Témiscaming (<i>Kipawa</i>) (1920, c. 110)	Article 35
54. Thetford-Mines	Charte de la cité de Thetford-Mines (1905, c. 48)	Articles 21 à 25
	Loi modifiant la charte de la cité de Thetford-Mines (1959-1960, c. 118)	Article 6
55. Tracy	Loi modifiant la charte de la ville de Tracy (1956-1957, c. 122)	Article 9
	Loi modifiant la charte de la ville de Tracy (1959-1960, c. 137)	Article 8
56. Trois-Pistoles	Loi modifiant la charte de la ville de Trois-Pistoles (1952-1953, c. 96)	Article 2

Ville ou Cité	Titre de la loi	Dispositions abrogées
57. Trois-Rivières	Statuts refondus, 1909	Article 5732 remplacé pour la ville de Trois-Rivières par l'article 71 du chapitre 90 des lois de 1915
	Charte de la ville de Trois-Rivières (1915, c. 90)	Articles 72 et 73
	Loi amendant la charte de la ville de Trois-Rivières (1919, c. 93)	Article 5
	Loi modifiant la charte de la ville de Trois-Rivières (1933, c. 126)	Article 6
	Loi modifiant la charte de la ville de Trois-Rivières (1937, c. 106)	Article 12
	Loi modifiant la charte de la ville de Trois-Rivières (1939, c. 107)	Article 23
	Loi modifiant la charte de la ville de Trois-Rivières (1963, 1 ^{re} session, c. 78)	Article 1
58. Val d'Or	Charte de la ville de Val d'Or (1937, c. 121)	Article 23
	Loi concernant la ville de Val d'Or (1952-1953, c. 85)	Articles 6 et 7
59. Vanier	Charte de la ville de Vanier (<i>Québec-Ouest</i>) (1916, 1 ^{re} session, c. 61)	Article 25
60. Verdun	Loi modifiant la charte de la cité de Verdun (1937, c. 109)	Article 1
	Loi modifiant la charte de la cité de Verdun (1939, c. 106)	Article 1
	Loi modifiant la charte de la cité de Verdun (1943, c. 55)	Article 7

Ville ou Cité	Titre de la loi	Dispositions abrogées
61. Victoria-ville	Loi modifiant la charte de la cité de Verdun (1947, c. 82)	Article 5
	Loi modifiant la charte de la cité de Verdun (1959-1960, c. 107)	Article 8
	Loi modifiant la charte de la cité de Verdun (1962, c. 62)	Article 3
	Charte de la ville de Victoria-ville (1936, 1 ^{re} session, c. 8)	Article 23
	Loi modifiant la charte de la ville de Victoriaville (1956-1957, c. 94)	Article 4
62. Waterloo	Loi concernant la ville de Waterloo et le Bureau des commissaires d'écoles catholiques de la ville de Waterloo (1954-1955, c. 87)	Article 6
63. Westmount	Loi amendant la charte de la cité de Westmount (1916, c. 46)	Article 4
64. Windsor	Loi modifiant la charte de la ville de Windsor (1945, c. 87)	Article 13